

solidaire

Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles ☎ (02)513 66 26

N° 21 (1135) 15 mai 1996, 26^{ème} année. 40 fr. · Dépôt Bruxelles X

Pouvoirs spéciaux :

nouveau bouclier contre le peuple en colère



2 - 3

Après la dé-fête
du 1er Mai, grogne
dans et autour du PS

15

Caterpillar : gagner
10.000 F de moins
et produire plus ?

21

Annuler les examens :
possible et nécessaire
pour la lutte



Réactions après la dé-fête du 1er Mai

Johnny Coopmans et Lieve Lemmens

Grogne et désarroi ne font qu'augmenter dans et autour du PS. Après leur dé-fête du 1er Mai, les dirigeants social-démocrates ont tenté de minimiser la révolte et de rejeter les troubles sur des "agitateurs PTB". Mais les témoignages et réactions ci-dessous montrent que c'est au sein même du mouvement socialiste que le malaise croît...

Grogne et désarroi autour du PS

"Aucune section n'en a discuté"

Antoine Ruggieri, président des sections entreprise du PS-Liège :
"Nos dirigeants ne sont pas démocratiques"

«Voilà un 1er Mai comme on n'en a jamais vu ! Mais c'était prévisible. D'abord, parce que la direction du PS a changé le lieu de rassemblement - le kiosque - qui était devenu une tradition liégeoise. Ensuite, parce qu' "ils" mènent une politique libérale.

En ce 1er Mai, ils ont payé. Mais, finalement, ils s'en sont sortis à bon compte, ils payeront encore beaucoup plus. Ils veulent rester à tout prix au gouvernement et s'accrochent à la barre des 3% de Maastricht. Ils ne touchent pas aux détenteurs de la dette publique; les banquiers et capitalistes deviennent de plus en plus riches. Contre ceux-là on ne fait rien.

Puisque Di Rupo, par exemple, fait une politique libérale, qu'il aille chez les libéraux !

- Nous interrogeons : «Les dirigeants PS reprochent aux enseignants de n'avoir pas été démocratiques en ce 1er Mai...»

- La réponse d'Antoine Ruggieri : «Ce sont eux les dirigeants du parti qui ne sont pas démocratiques. Où sont les assemblées générales pour soumettre leur politique au vote ? Dans quelle USC (section locale du PS) a-t-on discuté de l'enseignement ? Les décisions sont prises au bureau et au bureau seul. C'est bien fait pour eux que les enseignants les aient poursuivis».

"La crise démasque le PS"

Un militant FGTB de Caterpillar :
"Ce parti est contre les gens qui souffrent"

«J'étais au premier rang, au 1er Mai de Charleroi. J'ai surtout été scandalisé par les réactions des responsables du PS. Ils essaient de minimiser la révolte. Mais c'est faux, la révolte était partout : à Liège, à Charleroi, à Frameries, à Bruxelles, à Froidchappelle, et cetera...

C'est la première fois que je vois un 1er Mai comme ça. Les masques tombent. Plus la crise s'approfondit, plus le PS se dévoile. Quand ça va relativement bien, ils peuvent masquer leur rôle. Mais en pleine crise, comme maintenant, ils sont forcés de montrer leur vrai visage : le PS a toujours suivi le grand capital.

La dérive du PS mènera les masses soit à gauche soit à l'extrême droite comme Mitterrand a renforcé Le Pen. Je pense donc qu'il faut : 1. Continuer à démasquer le PS car il va persister en argumentant au nom de Maastricht et cetera. 2. Mettre en avant l'alternative afin d'empêcher la dérive vers la droite.

Dans les médias, j'ai entendu parler de trente milliards à trouver pour le budget-contrôle 1996 et cent milliards pour le budget 1997. Ainsi, ils vont continuer ! Mais les gens souffrent dans ce pays :

- Cinq cent mille chômeurs

- Plus de cinq cent mille travailleurs dans un statut précaire

- On licencie tous les jours

- Les gens commencent à épargner sur la nourriture.

De l'autre côté, les bénéfices des banques, des sociétés et les restructurations qu'ils continuent d'annoncer, pleins d'arrogance. Ce constat d'injustice ne peut mener qu'à la révolte !»

"Il nous faut un autre parti"

Un employé de banque bruxellois :
"Une électrice PS a sauté de joie..."

Je viens de voir les images des meetings 1er Mai du PS : impressionnantes. A Bruxelles, Charleroi, Liège... ils ont été chassés avec des oeufs. Moureaux, Busquin, Onkelinx, Di Rupo empêchés de parler par les enseignants et des syndicalistes... Ils ont dit que le chahut présent empêchait l'expression de la démocratie, apparemment représentée par eux. Ils ont insulté la "populace" la traitant de fascistes, comme André Cools et Moureaux l'avaient fait à Liège lors d'un 1er mai historique.

Ma compagne avait voté PS, mais comme moi elle a sauté de joie en voyant ces images. Nous nous sommes dit : ils le méritent car ils ont trahi les travailleurs.

On a demandé à Jean-Marie Ansciaux (CGSP-Enseignement) s'il était maintenant en opposition complète avec le PS. Il a répondu : «Ce n'est pas le PS qui est pourri mais ses dirigeants». Selon moi, il ne voit pas encore clairement le caractère fondamental de la politique du PS.

C'est dans des moments pareils qu'on ressent cruellement le besoin d'un parti d'avant-garde, rôle joué actuellement par le PTB. Des proches - une enseignante, un étudiant à l'ULB - me disent souvent que «le PTB et Rebelle sont très présents partout». Cela me réjouit. Je m'exprime peut-être comme un vieux coco, mais je le sens comme ça.

Ecrit à chaud au 1er Mai du PTB
par un employé de banque bruxellois

C'est l'appareil du parti qui s'isole des aspirations

Lettre ouverte au PS d'Alain Lambert, secrétaire CGSP-Enseignement Mons-Borinage

Après un 1er mai aussi pénible, pour le PS sans doute, mais aussi pour bon nombre de travailleurs qui se sentent abandonnés voire trahis par le parti en qui ils avaient placé leur confiance, quelles conclusions le bureau du parti tirera-t-il ? Se contentera-t-il de condamner ce qu'il pourrait appeler "une minorité" de "mauvais camarades" ou "d'égoïstes" ou "d'adversaires politiques" ou encore "d'hurluberlus" pour mieux occulter le fait que de nombreux "vrais" socialistes rejettent l'actuelle politique de leur parti ?

Dans beaucoup de régions - et en tout cas à Mons-Borinage - c'est la FGTB tout entière qui s'est démarquée totalement du 1er Mai organisé par le PS. Pas question de minorité turbulente isolée dans le monde socialiste, c'est l'appareil du parti qui s'isole de sa base en menant une politique contraire aux aspirations de ses électeurs. Les honorables membres du bureau l'auront-ils compris ? Je vous invite à y réfléchir et à avoir une discussion de fond sur votre politique générale.
(Une) rengaine lénifiante habituel-

le caractérise les messages du bureau du PS. Expression de la pensée unique socialo-libéralo-chrétienne, (...) le "fatalisme maastrichtien" que vous avez imposé à tous les niveaux de pouvoir, détruit jour après jour notre tissu social et ils ne peuvent l'accepter.

Vous qui médiatisez abondamment votre souci des enfants pour cette fin d'année scolaire, ne voulez-vous pas admettre que votre obstination budgétaire risque de détruire définitivement la motivation professionnelle de beaucoup d'enseignants

aujourd'hui en lutte ? Votre attitude hypothèque ainsi les études de générations d'élèves, comprenez-le.

D'une manière plus générale, la "real politik" que vous vous obstinez à mener conduira la population à sortir bien vite de sa résignation momentanée pour se révolter. Cette révolte prendra plusieurs visages. L'un d'eux sera sans aucun doute la sanction électorale. Ma crainte est que le rejet de la pensée unique par le citoyen meurtri ne le conduise dans les isoloirs à exprimer un vote

de désarroi en faveur de l'extrême droite.

Le 6 mai est une date extrême pour tenter de sauver cette fin d'année scolaire : un moratoire permettrait de ramener rapidement le calme nécessaire.

Alain Lambert
Secrétaire Régional CGSP-Enseignement, Mons-Borinage
Mons, 5 mai 1996

P.S. Le lendemain, le bureau du PS a rejeté catégoriquement cet appel à un "geste" et tous les autres.



Liège. La colère du peuple fait trembler les bonzes. Mais le décret Onkelinx n'est pas un cas isolé dans l'histoire du PS.

En 1973, déjà...

Pierre Petit raconte sa prise de conscience

«Ce 1er Mai l'a montré publiquement : de plus en plus de travailleurs comprennent que le PS est un parti aussi dévoué au grand capital que le PRL et le PSC. «Membre du PS à Flémalle, qui fut le fief d'André Cools», explique Pierre Petit, «j'en avais moi-même pris conscience vers 1973. Deux choses m'avaient à l'époque ouvert les yeux : l'anticommunisme viscéral de ce parti et, déjà alors, son état de corruption avancée.

Anticommunisme : les bonzes PS de ma commune avaient interdit au parti communiste, aux militants socialistes de gauche (dont j'étais), et aux syndicalistes chrétiens, de collecter de l'argent pour la reconstruction de l'hôpital de Bac Mai (Viet-Nam du Nord), rasé par les bombes américaines. Nous avions passé outre cette interdiction scandaleuse, le bourgmestre a envoyé sa police mettre fin à la collecte. C'était le 17 mars 1973.

Corruption : j'avais été intrigué par l'extrême modicité de la "cotisation" que les membres du PS avaient à verser : 30 francs par mois en 1973 (65 F maintenant). Pratiquement rien, à peine le prix de revient du carnet et des timbres sans compter la commission du sectionnaire receveur. D'ailleurs, certains membres ne payaient même pas cette misère.

Par ailleurs j'apprenais qu'André Cools, par exemple, encaissait un nombre effarant d'indemnités et jetons de présence d'une multitude de "charges", fonctions, offices et mandats publics : ALE, Démergement, ALG, Télédis, SMAP, CILE, SoCoLie, Interlait et autres intercommunales pures et... impures. Inusop, Augusta, Decaux etc, c'est pas tout à fait neuf.

Hier donc, il s'est passé un avant-goût de ce qui attend tôt ou tard tout bonze social-démocrate. Mais

selon ces messieurs-dames, nous serions des antidémocrates, des socialo-fascistes, des violents, des égoïstes...

Ainsi donc, cette bande de politiciens véreux, qui a refusé d'écouter les enseignants (et tous les autres), semble souffrir d'"autisme politique", comme l'indique Urbain Destrée (FGTB). Mais ils prétendent nous apprendre ce qu'est la démocratie alors qu'à l'intérieur de leur parti, elle n'existe nullement pour la base ! Pour ces gens, comme pour leurs amis PSC et PRL, la démocratie se limite pour le citoyen à choisir sur des listes ceux qui vont exécuter les ordres du grand capital...

Il n'y a pas de démocratie dans le PS

Moureaux ose parler de "socialo-fascistes" alors que sa police tire sans sommation sur ceux qui s'enfuient à son approche (un jeune Yougoslave a ainsi été tué il y a deux semaines) Son collègue Dehousse fait matraquer par la gendarmerie des enseignants et des étudiants pacifiques. Son collègue Van de Lanotte recueille les félicitations du Vlaams Block pour sa législation anti-réfugiés. Si nous sommes des égoïstes, quels mots allez-vous donc utiliser pour qualifier les Albert Frère et toute la bande de richards de ce pays qui s'enrichissent chaque jour davantage ?

1er Mai "kidnappé" ? Oui, mais par qui ?

Selon Onkelinx, «le 1er Mai des travailleurs a été kidnappé». Mais, Madame Onkelinx, voilà des dizaines d'années que votre parti a

kidnappé le 1er Mai des travailleurs, transformé en une mascarade d'inspiration américaine. Depuis longtemps, vos amis se servent de cette tribune pour attaquer les travailleurs comme le fit André Cools : un 1er mai resté célèbre où le "grand homme" traita les ouvriers grévistes de l'ALE de "sous-corporatistes"... Non, cette fois, les travailleurs ont récupéré leur 1er Mai comme il était jadis : un jour de lutte contre la bourgeoisie et ses serviteurs de tout poil.

Michel Dighneff, président du PS-Liège, invite la CGSP à faire le ménage en son sein. Mais la CGSP n'a aucun conseil à recevoir d'un responsable d'un parti où toutes les idées autoritaristes, xénophobes, racistes, anticommunistes, antisindicalistes, ont libre cours, au nom de cette liberté tant vantée par Busquin. Cette liberté a permis à Henri De Man de devenir l'ami des hitlériens et à Mitterrand de rester l'ami intime de Bousquet, un préfet de police nazi...

Contrairement à ce que croit notre camarade Jean-Marie Ansciaux, le nettoyage de ce panier de crabes est absolument impossible : il ne resterait que les militants de base. Même la prétendue gauche à la direction du PS s'effondre au premier souffle. Aucun élu n'a voté contre le Plan global, Vande Lanotte, le décret Onkelinx ou le Plan d'avenir (rejeté par la FGTB). Seule alternative pour qui veut faire un travail politique efficace de gauche : rejoindre le PTB afin d'amplifier la lutte au maximum et de s'organiser pour les terribles affrontements que l'avenir nous réserve.»

Pierre Petit,
Flémalle



Dehousse trouillard

Les images célèbres du 1er Mai liégeois ont montré que Jean-Matras Dehousse, bourgmestre PS de Liège, était plus courageux pour faire matraquer des jeunes par des gendarmes déchaînés que pour affronter la colère du peuple. L'image ci-dessus le montre (à droite) lâchement abrité derrière Onke-

linx. Dehousse a davantage peur des tomates que les jeunes de ses matraques.

Et il avait peur d'avance. Le 30 avril, à la Chambre, le député PRL Reynders déclarait : «Je viens de passer plusieurs heures avec le bourgmestre de Liège à entendre les mesures de sécurité prises à l'occasion du 1er Mai».

Patronat et PS : qui copie ?

L'Echo, journal boursier : «Certains meneurs syndicaux "intermédiaires" portent de toute évidence une lourde responsabilité. Les arguments d'un Jean-Marie Ansciaux ont certainement beaucoup contribué au pourrissement du conflit de l'enseignement. C'est écoeurant ! Nous conduire vers une "société bloquée" au détriment de ceux, étudiants ou chômeurs, qui attendent eux, un geste de solidarité.» (Editorial "Premier mai amer", 2 mai 1996).

Mister non-non-non» (Ndlr : Il s'agit de Jean-Marie Ansciaux de la CGSP-Enseignement) (Le Soir, 24 avril 96).

Jean-Claude Van Cauwenbergh, ministre PS de Charleroi : «Il n'y a pas que les enseignants, il y a un demi million de chômeurs qui attendent un emploi.» (RTBF-radio, mars 96)

Elio Di Rupo, vice-premier ministre, aux enseignants à Frameries : «L'exemple que vous donnez est désastreux ! Les égoïsmes ne passeront pas !» (Le Soir, 2 mai).

Philippe Busquin : «Nous disons non aux égoïsmes, aux

Comme Martens-Gol

Claude Demelenne, auteur du livre sur Spitaels ("Le socialisme du possible") se fait de plus en plus le porte-parole de la gauche réformiste du PS.

«Beaucoup de militants socialistes estiment que la politique du gouvernement de centre-gauche ne diffère pas fondamentalement de celle de Martens-Gol au milieu des années 80», affirme Demelenne. Il le confirme par quatre exemples...

1. Privatisations. «Dans l'opposition, les socialistes étaient contre. Au pouvoir, ils privatisent à tour de bras».

2. Enseignement. «Un pouvoir libéral n'aurait pas osé déclencher l'épreuve de force. Il aurait, partiellement, fait machine arrière. Le pouvoir socialiste a cru

que ses liens privilégiés avec le monde syndical le mettaient à l'abri. Les enseignants n'ont certes pas gagné au change.

3. Chômeurs. «De retour au pouvoir, les socialistes ont durci la législation» (d'exclusion des chômeurs).

4. Droits des immigrés. «Le PS s'était insurgé contre la loi Gol, jugée trop répressive. Ce parti vient d'approuver la loi Vande Lanotte sur les réfugiés... qui va beaucoup plus loin. Avec la gauche au pouvoir les demandeurs d'asile n'ont pas gagné au change.» (L'Echo, 3 mai 96, p. 2)

Certes, Demelenne sème l'illusion que tout s'arrangerait si le PS se ressourçait dans l'opposition. Mais ses critiques sont pertinentes.

Comprendre l'histoire du PS

L'Institut d'Etudes Marxistes consacre une série de formations à l'histoire du parti socialiste en Belgique.

La première soirée avait pour thème "Nos socialistes ont-ils jamais été de vrais socialistes ?" De nombreuses réactions et suggestions nous sont parvenues. Ainsi, Carmen : "Fantastique ! Je proviens d'un milieu socialiste. Des centaines de fois, je m'étais interrogée sur la véritable nature du PS. A

présent, je comprends mieux les fondements et l'histoire de ces menteurs."

Prochaine soirée : sur l'attitude du PS lors d'événements historiques majeurs... 14-18, révolution russe... Bruxelles 14 mai, Liège le 17, Namur le 22, Charleroi le 23, Louvain le 16, Anvers le 23, Courtrai et Gand le 24, Bruges et Hasselt le 31 (heures et adresses voir p. 17). En juin : socialisme "éthique" ou la renaissance de De Man.

EDITORIAL

Pleins pouvoirs pour une attaque surprise

Kris Merckx

Deux spectres hantent la bourgeoisie et ses politiciens : la grève générale de décembre en France et l'énergique semaine de grève anti-Plan global en 1993. «Ces zonings industriels barricadés, nous espérons ne plus jamais les revivre», ont déclaré Vandeputte, l'homme de la FEB, et son collègue des petits patrons Peeters» (BRT, 28 avril).

Entre temps, un troisième spectre a surgi : la grève des profs et des écoliers. La révolte du 1er Mai contre le PS a montré combien une telle lutte de masse favorise la prise de conscience politique. Tobback également a lu les calicots critiques des syndicalistes aux défilés du SP, à Louvain et Anvers. Il sait que son parti risque le même sort que le PS si des grèves larges se déclenchent en Flandre. Et c'est très possible puisque lui et Dehaene s'apprentent à charcuter la Sécurité sociale et les revenus des travailleurs.

Précisément, pour éviter l'agitation sociale, les patrons, Dehaene et Busquin ont préparé, durant des mois, un pacte social. Maintenant qu'il est mis en échec par la résistance syndicale, le gouvernement choisit d'attaquer pendant les vacances. S'il présentait ses projets dès à présent, le parlement pourrait les traiter dans les deux mois et demi qui restent, selon une procédure ordinaire. Mais Dehaene et Di Rupo n'en veulent pas du tout car cela augmenterait les risques de protestation sociale. Ils veulent dévaliser les travailleurs par surprise en juillet. Pourtant, certains responsables syndicaux jugent cette tactique des pouvoirs spéciaux pas trop grave. Leur argument ? «Nous pourrions toujours discuter un peu du Plan d'avenir et de la Sécu». Ceci est soit de la complicité avec les partis gouvernementaux, soit le culte de la concertation pour la concertation. En tout cas, c'est la voie vers la défaite.

Mais il existe une autre voie si on veut arrêter les plans gouvernementaux. Celle des ouvriers français et des profs belges. Le principal hebdo flamand n'écrivait-il pas que c'est la grève déterminée des enseignants qui avait jusqu'ici empêché le gouvernement d'attaquer la Sécurité sociale ? Les profs sont un exemple, aussi bien par leur combativité que par leurs revendications : ils refusent de troquer salaires contre emplois, et la CGSP-Enseignement se bat notamment pour un impôt sur les fortunes et un impôt de 40 % sur les profits. Syndicalistes, organisez maintenant des actions de solidarité avec les profs. C'est la meilleure façon de préparer la grande contre-offensive syndicale de l'été. La force de la rue peut enterrer les plans du gouvernement.

Le contrôle budgétaire n'est pas si indolore

Dehaene veut donner le coup de grâce en pleines vacances !

Le gouvernement doit trouver 25 milliards d'économies ou de recettes nouvelles s'il veut réduire le déficit budgétaire à 3 % du PIB (produit intérieur brut) avant la fin de 1996. La raison de ce "sacrifice supplémentaire" est la croissance économique qui reste en deçà des prévisions (1,5 % au lieu des 2,5 % prévus initialement).

René Witteveen

Le gouvernement présente les mesures du contrôle budgétaire (voir tableau) comme une opération indolore. C'est faux. Même si ces sacrifices ne sont rien à côté de ceux qu'il veut nous imposer en juillet par les pouvoirs spéciaux. Les mesures budgétaires s'inscrivent entièrement dans la politique antisociale du gouvernement Dehaene-di Rupo.

1. Dans le cadre de ce contrôle budgétaire, les patrons avaient exigé un gel fiscal. Pas de nouveaux impôts, mais uniquement des mesures d'austérité. Le gouvernement leur donne entière satisfaction. Les mesures budgétaires frapperont uniquement la Sécurité sociale et les pouvoirs publics qui devront diminuer leurs dépenses. Ce gel fiscal ferme la porte à toute tentative de chercher de l'argent auprès des riches, comme le propose le PTB et comme l'exigent les enseignants dans les manifs et les militants de base du PS. Une nouvelle fois, les grosses fortunes restent à l'abri. Et le restera sans lutte dure, car le gouvernement n'a aucune envie d'imposer les fortunes.

2 Les mesures *ne seront pas* indolores. En premier lieu dans l'assurance-maladie. Nous y reviendrons plus amplement dans un prochain numéro, mais mentionnons l'essentiel. Les dépenses de l'INAMI (assurance maladie invalidité) seront strictement limitées à 1,5 % hors inflation. Mais l'année dernière, les gens ont déjà limité leurs visites au médecin à cause du ticket modérateur trop élevé, de sorte que les dépenses de 1995 ont pu être revues à la baisse (moins 5 milliards), ce qui limitera d'autant plus les dépenses de 1996. Se tenir strictement à une augmentation de 1,5 % par rapport à des



Pour résorber la dette de l'Etat, on pourrait creuser du côté des superprofits ("Bedrijfswinst"), comme ces militants CSC flamands. Pas question, hurlent PSC et PS.

dépenses qui avaient déjà été sévèrement diminuées signifie qu'on impose encore plus de sacrifices aux malades. Comme mesure pour atteindre cette norme d'1,5 %, on a parlé de ne plus considérer le ticket modérateur (la partie non remboursable) en cas d'hospitalisation dans le calcul de la franchise sociale. C'est-à-dire le plafond annuel au-delà duquel un malade au revenu modeste ne doit plus payer de ticket modérateur.

Personnes âgées, malades, chômeurs et ministères touchés

L'économie supplémentaire de 1,5 milliard imposée aux maisons de repos fera encore augmenter les frais de séjour de 1.500 francs par mois. Les économies dans les dialyses rénales rapporteront un milliard. On économisera à nouveau dans le domaine des implants (certaines implantations vasculaires, etc.), de l'orthopédie et des soins à domicile.

Par ailleurs, les économies dans les allocations de chômage ne sont pas si innocentes qu'on le prétend. La chasse aux chômeurs sera renforcée ainsi que la récupération forcée des allocations qui seraient indûment versées. Davantage de chômeurs devront encore s'adresser au CPAS. Les ministères et les services parastataux devront économiser 5 % dans leurs dépenses de fonctionnement (entretien, informatisation...). Le personnel contractuel perdra plus facilement son emploi et l'embauche de statutaires sera retardée.

3. Des 6,5 milliards de recettes non fiscales, 6 milliards seront destinés au financement alter-

natif de la Sécurité sociale. Avec les 10 milliards d'économies, ce revenu alternatif servira à combler le déficit de 16 milliards de la sécu. Mais il s'agit là de revenus non récurants : les intérêts (5 milliards) sur les bénéfices provenant de la vente récente de réserves d'or par la banque nationale et le bénéfice (plus élevé qu'escompté) sur les actions encore détenues par l'état dans la CGER (1,1 milliard). Mais l'Etat ne pourra pas éternellement vendre des réserves d'or et ses participations dans les entreprises publiques fondent comme neige au soleil. Ce financement alternatif de la Sécu n'est donc nullement stable. Ce n'est pas plus qu'un geste d'apaisement, balisant en outre la voie pour de nouvelles diminutions des cotisations patronales. L'ensemble de ces mesures conduira à de sévères restrictions structurelles dans la Sécurité sociale, aux frais des travailleurs. Cela se fera —de même que d'autres économies graves— lors de la grande offensive d'été que le gouvernement prépare pour juillet. Dehaene et Di Rupo veulent en effet opérer un coup de force en pleines vacances grâce à des pouvoirs spéciaux (voir p.7). Ces pouvoirs dictato-

riaux concerneront tant la Sécurité sociale que le contrôle budgétaire 1997. Ce sera une des opérations budgétaires les plus importantes de l'histoire belge. Elle doit permettre au pays d'obtenir son ticket d'entrée dans l'Union monétaire européenne. C'est ce que Dehaene a déclaré devant la Chambre. Les mesures ponctuelles des contrôles budgétaires précédents seront ainsi transformées en mesures définitives, structurelles, qui frapperont de manière permanente les travailleurs, les malades, les chômeurs et les pensionnés. Selon les évaluations, le montant global de l'opération d'austérité serait de 100 à 140 milliards. (1)

Certaines mesures seraient appliquées anticipativement, via les pouvoirs spéciaux, dès septembre. Ce serait le cas si la croissance économique en 1996 restait en deçà du 1,5 % prévu. A quoi il faut s'attendre, car l'Allemagne prévoit une croissance de 0,5 % ! (2)

Le gouvernement essaye de devancer le mouvement des travailleurs. Mais celui-ci peut l'en empêcher (voir éditorial).

1. De Financieel Economische Tijd, 8/5/96. 2. Le Soir, 6/5/96.

Contrôle budgétaire 1996

• Sécurité sociale :	10,8 milliards
- limitation des dépenses INAMI : 5 milliards	
- économies dans la Sécurité sociale : 5,8 milliards	
• Remboursements	
via des accords internationaux :	1,5 milliard
• Recettes non fiscales	
(vente de réserves d'or, bénéfice CGER)	6,5 milliards
• Economies dans les ministères	
et les parastataux	4,4 milliards
• Diminution des intérêts	
sur la dette publique	1,5 milliard
Total :	25 milliards

Impôt sur la fortune ? Que non !

Louis Tobback aurait toujours l'idée d'un impôt sur la fortune. (Journal de VTM, 12 mai). Des raisons d'espérer à nouveau ? Non. Ce que Tobback et Johan Van Hecke (CVP) veulent introduire en juillet, c'est une Cotisation Sociale Généralisée (CSG). Et en réalité, la CSG taxe seulement les *revenus* de la fortune (intérêts, dividendes). En France, les salariés payent 75 % de la somme totale de la CSG et les fortunes seulement... 8 % (BRTN-Aktueel, 4 septembre 1995). Un réel impôt sur la fortune, comme le propose le PTB, est au contraire un impôt sur les fortunes même (de 2 % sur les fortunes de plus de 20 millions). Entre-temps, avant de payer la CSG, les riches recevront en cadeau une diminution des droits d'héritage !

Casseroles contre Van den Bossche

Quatre-vingts membres du personnel des cuisines et de l'entretien de l'enseignement communal bruxellois flamand ont manifesté le 8 mai devant le cabinet de leur ministre de l'enseignement Van den Bossche. Avec leurs outils de travail — des casseroles, de poêles, des seaux et des brosses — ils ont fait un réel tintamarre. Motifs ? Le saccage continu de l'emploi. Depuis 1984, les embauches sont stoppées. Comparé aux normes en vigueur en 1984, ils doivent travailler trois fois plus. Le gouvernement veut céder à terme leur travail à des firmes privées. Le personnel en a assez qu'un "socialiste" liquide le personnel des écoles de manière thatcherienne. Ils portaient un calicot : «Le SP cherche sa base... La base cherche...?» Ce qui deviendra sous peu : «Le SP cherche sa base... La base a trouvé le PTB !»



Une centaine de personnes s'étaient rassemblées pour rendre hommage à Mimoun et à Bajro, tués par des policiers. Au centre, le frère de Mimoun.

29 mai : manif à Molenbeek

Cadeaux et menaces n'apaiseront pas la colère

Le bourgmestre PS Moureaux a offert des tickets de ciné le 4 mai pour faire échouer la cérémonie d'hommage à Bajro et Mimoun. Mais c'est Moureaux qui a échoué.

Danny Goderis

La famille de Bajro, réfugiés yougoslaves, a été convoquée au commissariat avant l'hommage fleuri. On leur a montré leur nom sur l'ordinateur avec la mention "pas de problèmes" et on leur a fait comprendre que cela pourrait changer. Pour étouffer la colère des jeunes après l'acquiescement de l'agent dans l'affaire Mimoun, Moureaux a fait distribuer des tickets de cinéma au moment de la cérémonie. Une centaine de personnes ont quand même assisté à l'action contre la violence policière raciste. Le

lendemain, la famille de Bajro a osé témoigner pour la première fois devant les caméras de VTM et de nouveaux témoins se sont présentés. Des jeunes qui étaient allés au cinéma, ont traduit leur frustration en incendiant des poubelles.

Moureaux se dit politicien de gauche. On pourrait s'attendre à ce qu'il sanctionne l'agent qui a tué Bajro. Non, il l'a affecté à une tâche de bureau. Ecarte-t-il les éléments fascistes de sa police ? Non, il préfère placer des barricades autour des commissariats et faire circuler des patrouilles (en gilets pare-balles ou en civil dans des

voitures banalisées). Moureaux veut surtout éviter que la résistance contre les meurtres policiers s'organise. Une vingtaine de jeunes, dont les frères de Mimoun, soutenus par la Ligne d'alarme contre le racisme et par Objectif, appellent à une manifestation. Ils ont distribué un tract lors de la manif de l'enseignement du 9 mai et dans toutes les écoles de Molenbeek.

Manifestation mercredi 29 mai, à 14 h, Parvis Saint-Jean Baptiste, à Molenbeek

Justice pour Mimoun et Bajro. Non à l'acquiescement du policier responsable de la mort de Mimoun. Suspension immédiate de l'agent qui a assassiné Bajro. Arrêt de la violence raciste policière. Droits égaux pour les immigrés.

Postes : 1.400.000 emplois menacés

Alerte : le socialiste Van Miert veut tout privatiser

Jules Behr

Les 43.000 agents belges de la poste sont menacés, comme le million et demi d'agents des services postaux publics de toute l'Union européenne. Obéissant au doigt et à l'oeil aux multinationales qui veulent s'emparer des 2.500 milliards de chiffres d'affaires annuel que génère le trafic postal européen, le Commissaire européen "socialiste" Karel Van Miert a remis une proposition de directive (loi européenne) le 28 juillet 1995. Elle prévoit la libéralisation de tous les servi-

ces postaux dans quatre ans au plus tard. Il assortit cette proposition d'une "notice" dans laquelle il menace de se passer de l'avis des gouvernements et du parlement européen au cas où ceux-ci ne seraient pas d'accord.

D'abord le publi-postage, puis le courrier international...

Le parlement européen, majoritairement socialiste, a voté une

cinquantaine d'amendements jeudi dernier pour "adoucir" le projet de Van Miert et le rendre "acceptable" aux travailleurs. Une opération purement cosmétique ! Van Miert prévoit de tout privatiser. D'abord, en 1998, le publipostage (publicité par courrier), le plus rentable, et qui accuse une progression de 17 % par an. Ensuite le courrier international, au plus tard en l'an 2000. Puis tout le reste : collecte, tri, transport, distribution, opérations financières et même les boîtes aux lettres... La préparation à la privatisation (augmentation de productivité)

et la privatisation des postes provoqueraient le massacre de centaines de milliers d'emplois. Les tarifs sociaux et culturels seraient supprimés. Les agents des postes doivent se mobiliser dès aujourd'hui. Malgré leur blabla traditionnel, les ministres et parlementaires socialistes ne feront rien, bien au contraire, pour maintenir un service postal public. Cet article est le déclenchement d'une alarme générale. La rédaction de Solidaire met les textes de la directive et de la notice à la disposition des intéressés (adresse en page 23).

EN BREF

La Bourse félicite Onkelinx

Gilbert Gobin du journal boursier *l'Echo* s'est fendu le 11 mai d'un éditorial qui peut éclairer les gens honnêtes de la gauche du PS sur le rôle que joue ce parti. «Après les omelettes aux tomates du 1er mai, écrit *l'Echo*, on aurait pu craindre qu'au boulevard de l'Empereur on cherche à réduire la distance avec les militants, en infléchissant quelque peu les positions sur les dossiers contestés. Heureusement, il n'en a rien été. Au gouvernement fédéral ou à celui de la Communauté française, le cap politique a été maintenu. C'est un sens de la responsabilité qu'on doit saluer. Il faut féliciter l'exécutif Onkelinx d'avoir tenu solidement le gouvernail malgré la tempête.» Voilà comment les riches congratulent les dirigeants du PS pour le boulot qu'ils réalisent à leur service. Gobin accuse dans le même éditorial, «certains leaders syndicaux de l'enseignement de désinformation systématique et d'entretenir une espèce de climat révolutionnaire, (...) une conduite inqualifiable...» (L'Echo, 11 mai 1996)

«L'entêtement thatcherien du Rambo-PS»

Un des militants du PS qui, contrairement aux financiers, n'apprécie guère la politique du PS est l'écrivain Claude Demelenne (voir aussi p.3). Dans une tribune du *Soir* (9 avril), il critique violemment «le duo de choc Tobback - Vande Lanotte qui prétend contrer l'extrême droite en menant une véritable guerre contre les plus défavorisés : les réfugiés.» Demelenne «ne partage pas toutes les revendications des enseignants», mais constate quand-même que : «Rares sont en Europe les gouvernements — même les plus conservateurs — qui ont à ce point fait la sourde oreille aux aspirations portées par un mouvement d'une telle ampleur». Il le compare à «l'entêtement de Margaret Thatcher lors de la grève historique des mineurs anglais. Histoire de prouver que, confrontée à un conflit social, la gauche peut être intransigeante. Message limpide : Rambo-PS ne cédera pas.»

La pension de maman Vande Lanotte

A la question du quotidien *Het Laatste Nieuws* (10 mai) de savoir s'il est normal qu'un socialiste vote pour les pouvoirs spéciaux, le vice-premier ministre Vande Lanotte (SP) répond : «Si je dis à ma mère que le parlement très démocratique a réduit de moitié sa pension, elle me demandera directement si nous sommes devenus fous à Bruxelles. Mais si je lui dis que nous avons décidé par arrêté royal de sauvegarder l'index, alors elle sera contente.» Une belle tromperie ! La réforme qu'il veut introduire par les pouvoirs spéciaux va en effet démolir les pensions. Elle s'inspire directement de la note Willockx de 1994 (De Standaard, 3 mai 1995). Elle prévoit une augmentation de l'âge de la pension pour les femmes et une série d'autres mesures qui vont réduire d'un quart les pensions des futurs pensionnés. Enfin, elle planifie les deuxième et troisième piliers, respectivement les assurances-pensions des entreprises et du secteur privé. La loi, qui régit les pensions des entreprises (le deuxième pilier) déjà adoptée, s'appelle d'ailleurs "loi Willockx-Colla", du nom de l'ancien et de l'actuel ministre "socialiste" des pensions. Les sociétés d'assurance ont désigné cette loi comme «une option politique claire» pour... la privatisation des pensions. (L'Écho, 8 février 1996)

EN BREF

CSC : un oui qui dit... non

Officiellement, le vote intervenu au Conseil général de la CSC le 29 avril a donné 158 voix pour, 147 contre et 7 abstentions. Ces chiffres donnent une image tronquée de la réalité. Lors du vote, on a appliqué la règle suivante : les centrales et régionales qui avaient voté à 66 % pour ou contre étaient comptabilisées à 100 %.

Des centrales importantes et des régionales flamandes qui étaient en majorité contre n'ont pas obtenu les 66 %. Dans ce cas, la minorité des oui a été comptabilisée dans le résultat final. Mais dans toutes les centrales et régionales, où la majorité était pour, celle-ci avait une majorité supérieure à 66 %. Les votes contre n'y ont donc pas été comptabilisés dans le résultat. Notre rédaction avait reçu plusieurs plaintes à ce propos.

A présent, d'autres sources confirment que cette procédure a effectivement été appliquée. Si on avait comptabilisé les votes de manière démocratique et proportionnelle, le résultat final du vote aurait été un rejet de l'accord. C'est l'opinion d'un certain nombre de secrétaires CSC. (Le Soir, 8.5.96)

CCSP : la base ignorée

Les centrales chrétiennes des services publics ont voté unanimement pour le contrat.

Lorsque ce résultat de la CCSP a été communiqué au président FSCSP Hervé Decuyper, les délégués CCSP et même les permanents présents à ce moment étaient frappés de stupeur. Ils apprenaient ainsi sur place que leur centrale était "pour" le contrat d'avenir ! La Direction journalière en avait décidé ainsi sans la moindre consultation ! Et à l'exception du FIC (centrale chrétienne francophone des instituteurs), qui s'est abstenue, ce fut aussi le cas dans les centrales de l'enseignement.

FGTB : le non de la base est bafoué

Est-on en train de transformer le non de la FGTB en un oui ? Le gouvernement a introduit ses projets de loi au Conseil National du Travail (CNT) et au Conseil Central des Entreprises. Jusqu'au 15 mai, les syndicats ont l'occasion de donner leur avis au sein de ces instances.

Le gouvernement promet d'en tenir compte à condition que les avis soient unanimes et qu'ils respectent les principes de sa déclaration sur le Contrat d'avenir. Or ces projets ressemblent à s'y méprendre au Contrat d'avenir qui a été rejeté à l'unanimité par la FGTB. La décision du bureau de la FGTB de participer malgré tout aux négociations est donc contraire à celle du comité national.

Celui-ci évaluera par la suite les résultats des négociations. Mais cette évaluation risque bien d'intervenir trop tard, car elle n'aura lieu que dans un mois, alors que le gouvernement veut introduire les projets de loi immédiatement après le 15 mai.

Travail de nuit, surexploitation des femmes

Rein De Tremmerie (CSC-textile) et Luc Vanneste (FGTB-textile) répondent à Miet Smet, ministre du Travail : «Les femmes ne sont pas autorisées à travailler de nuit pour cause d'émancipation. On les y autorise parce que cela arrange bien les entreprises. C'est aussi simple que cela» (De Morgen, 6 mai 1996).

Stoppons le tandem Tobback-De Vits !

La nouvelle croisade de Tobback !

«La FGTB ne se sent pas abandonnée par le SP» (1), a déclaré la secrétaire générale de la FGTB Mia De Vits au défilé du 1er mai à Louvain. Cette déclaration, qui est passée le soir-même au journal télévisé, a fait froncer les sourcils de nombreux militants FGTB.

Kris Hertogen

Le 29 avril, le Comité national de la FGTB avait en effet décidé à l'unanimité de ne pas signer le Contrat d'avenir. A peine 24 heures plus tard, le gouvernement décidait de l'appliquer seul. Un coup de poignard dans le dos de la FGTB et de son million de membres ! Mais manifestement, la secrétaire Générale Mia De Vits pense tout autrement. "Comment est-ce possible ?", se demandent de nombreux syndicalistes FGTB. La réponse à cette question vient d'Anvers, où le président du SP, Louis Tobback, prend la parole : «Oui, le tandem Dehaene-Tobback est solide, mais le tandem Tobback-De Vits l'est encore plus.» (2) Ce tandem adopte une direction très dangereuse pour la FGTB. C'est que c'est Tobback, le président du SP, qui en tient fermement le guidon.

Tobback contre la FGTB

Depuis plus d'un an, il s'en prend aux syndicalistes qui défendent les principes syndicaux et sont favorables à la lutte. Voici comment il a jugé le congrès de la FGTB de novembre 1994 : «Je suis allé hier au congrès de la FGTB. Ces discours planent entièrement au-dessus des têtes. Il n'est question que de "durcir l'action". Ça me donne des boutons. Ce genre de baratin conduit directement au Front National.» (3) Au cours de ce congrès, une majorité s'est exprimée en faveur de la semaine de 32 heures avec maintien du salaire. Une excellente revendication, qui fait payer les embauches par les patrons. Mais Tobback combat la solidarité dans la lutte contre les vrais responsables de la crise. Il protège l'égoïsme des patrons qui, en 1995, ont augmenté leurs bénéfices de 100 milliards. Il a entamé une croisade pour convaincre les travailleurs de céder une partie de leur salaire pour l'emploi.



Des patrons ont invité la secrétaire générale de la FGTB Mia De Vits à déjeuner parce qu'elle se sent "chez elle non seulement dans les couloirs du syndicat mais aussi dans ceux du gouvernement et du patronat". Là, la voix de la base syndicale est certainement inaudible...

C'est la solidarité dans la misère, qu'il qualifie de nouveau socialisme. Louis Tobback : «Dans l'accord (Contrat d'avenir) on trouve le principe fondamental de la modération salariale en échange d'emplois supplémentaires. C'est une nouveauté, ça n'est jamais arrivé de mémoire d'homme, c'est une forme de solidarité qu'on ne peut sous-estimer. Ce ne peut être perdu. Le rejeter serait une erreur historique.» (4) La solidarité dans la misère, ce n'est pas un principe socialiste. Et il n'est pas nouveau. Dans les années 30, il était défendu par les plus grands ennemis des travailleurs : les libéraux et les fascistes.

La solidarité dans la misère ? Mussolini défendait déjà ce principe.

En 1931, la Belgique connaît, comme aujourd'hui, une grave crise économique. La bourgeoisie craint alors que le chômage massif ne soit cause «des plus dangereux bouleversement sociaux» (5). Comment l'éviter ? C'est alors que surgit dans le cerveau de l'industriel ostendais et député libéral Marquet la géniale proposition suivante : "Il faut diminuer la journée de travail [...], il faut instituer la journée de six heures". Avec maintien du salaire ? «Non, dit Marquet, l'ouvrier comprendra que si l'employeur fait un sacrifice, il doit en faire un aussi.» Mais est-ce possible d'amener l'ouvrier à un tel point de vue ?, se demande quelqu'un. «L'ouvrier admettra, si on sait lui faire comprendre la nécessité de se restreindre un peu. C'est la grande pénitence pour tout le monde. Si en sacrifiant 10 à 15 % de son salaire en compensation de la diminution de la journée de travail, l'ouvrier sait qu'il va donner de l'ouvrage à tous ses

camarades qui n'en ont pas, il acceptera d'enthousiasme.» (5) Tout comme cet ultra-libéral, Tobback veut, soixante ans plus tard, enthousiasmer les ouvriers à l'idée de réductions de salaire.

En 1934, en Italie, le gouvernement fasciste de Mussolini lance un plan de «lutte contre le chômage». Au moment où, dans toute l'Europe, les syndicats luttent pour la semaine de 40 heures payées 48, les fascistes italiens instaurent, en novembre 1934, la semaine de 40 heures avec perte de salaire. «La réduction du temps de travail comportera un important sacrifice pour les ouvriers individuels encore occupés», écrit le journal *Lavoro Fascista* (4). Solidarité dans la misère, imposée par un régime fasciste. Et Tobback ose encore affirmer que sa politique est le dernier rempart contre le Vlaams Blok et le Front National ! La "solidarité dans la misère" est une arme idéologique de la

bourgeoise. Elle a pour objectif de décourager des groupes combattifs de travailleurs et de prévenir des développements sociaux dangereux. C'est pourquoi elle était défendue dans les années 30 par les libéraux et les fascistes. En plaidant avec tant de zèle pour ce principe, le président du SP montre bien la profonde dégénérescence de son parti. Si le syndicat s'engageait dans cette voie, la colère des travailleurs se tournerait aussi contre lui. Le tandem Tobback-De Vits doit être renversé d'urgence avant que la FGTB aille à sa perte. La FGTB doit opter résolument pour la lutte contre le capital.

1. BRT-TV, 1er mai 1996. 2. De Morgen, 2 mai 1996. 3. Nieuw Links, octobre 1994. 4. De Morgen, 2 mai 1996. 5. Jean Neuville, La lutte ouvrière pour la maîtrise du temps, Éd. Vie ouvrière, T.II, pp. 193-194. 6. In Daniel Guérin, Fascisme et grand capital, éd. Maspero, p. 185.

Un principe socialiste... défendu par les patrons

La direction de Cockerill-Sambre à Charleroi veut que les travailleurs cèdent une partie de leurs salaires en échange de 51 embauche. Le 16 avril, le directeur du personnel Marc Mossay, leur a écrit une lettre : «Franchement, 5 jours de congé en plus, 50 jeunes qui continuaient à travailler avec nous au lieu d'aller chômer, et quelques dizaines de francs nets par jour en moins, c'était acceptable... Cette opération, c'était surtout un exemple de solidari-

té, lancé à la Wallonie et même à l'Europe. Cela aurait été une fierté pour les sidérurgistes carolos et un espoir pour les jeunes. Nous avons raté une belle occasion d'être, tous ensemble, heureux de pouvoir dire à nos 50 jeunes gars, en les prenant par l'épaule 'Si tu es là aujourd'hui, au boulot c'est grâce à moi.» La société Cockerill-Sambre a réalisé en 1995 un bénéfice de 3,2 milliards ! Et que l'embauche des 51 jeunes coûte 50 millions !

Les services publics hors jeu des luttes ?

Leur imposera-t-on le Contrat d'avenir pourtant rejeté ?

Le 8 mai, les dirigeants syndicaux des services publics ont signé avec le gouvernement un accord pour les fonctionnaires. Les quotidiens ont montré un premier ministre ravi entouré de quelques dirigeants syndicaux. L'accord est une application pour le secteur public du Contrat d'avenir, entre-temps rejeté.

Robert Vaes

Pour Dehaene, cette signature du "Protocole du Comité A" est un atout. Car si demain la révolte contre la politique de ce gouvernement prend forme, le secteur public, avec ses huit cent mille fonctionnaires, serait-il prêt ? Ou attendra-t-on d'abord les résultats des négociations ?

Après ce protocole, les différents composants du secteur public entameront, chacune de son côté, des négociations pour donner un contenu à cet accord-cadre. Et tant que les syndicats négocient, ils ne pensent pas à faire grève, se dit Dehaene en riant sous cape.

Aux réunions syndicales où cet accord a été discuté, de lourdes critiques ont été formulées. Premièrement contre le manque de démocratie avec lequel ce protocole a été diffusé à travers les structures. La base a eu cinq jours à peine pour se faire un avis.

Le syndicat socialiste des services publics, la CGSP, a approuvé le protocole à plus de 80 %. Mais «combien de nos membres savent vraiment ce qui a été approuvé ici ? Où a-t-on pu discuter sérieusement de ce protocole ?», a-t-on entendu à l'assemblée des membres à Hasselt.

Quand on parcourt les textes du



L'accord entre Dehaene et les dirigeants syndicaux ne garantit aucune des revendications pour lesquelles soixante mille agents des services publics ont manifesté le 13 décembre.

protocole, on peut difficilement conclure autrement : les promesses des autorités sont une boîte vide. Il ne dresse aucun rempart contre les plans du gouvernement.

Que répond le gouvernement à la manifestation du 13 décembre ?

Le 13 décembre, plus de soixante mille fonctionnaires ont manifesté pour leur emploi, leur statut, leur pension et contre les privatisations. Que dit le protocole à ce sujet ? Les pensions publiques sont-elles garanties ? Dans le protocole, les pouvoirs publics déclarent «leur attachement aux services publics et à leur spécificité en matière de pensions.» Les pensions des services publics restent "spécifiques", ce qui signifie différentes de ce qu'elles sont dans le privé. Pourtant, les attaques contre, par exemple, la péréquation des pensions ne sont pas terminées. Mais "pas de panique, ce ne sera pas aussi grave que dans le privé" : le texte ne dit rien de plus.

Et les attaques contre le statut

des fonctionnaires ? Mettra-t-on un frein à la croissance sauvage de l'emploi contractuel ? Nullement. Le texte confirme «la priorité de l'emploi statutaire.» Une promesse qui ne coûte rien et qui, de plus, est en contradiction avec la réalité. La Cour des Comptes a fait un rapport sur l'emploi contractuel à la Communauté Flamande. Sa conclusion ? La "Loi sur le statut unique", qui devait constituer un rempart contre l'arbitraire en matière d'emploi contractuel, n'est pas respectée.

La sécurité d'emploi pour les "contractuels" qui travaillent maintenant dans les services publics, n'y figure pas non plus. Il n'y aura seulement «pas de mesures générales de licenciement de contractuels». Des mesures spécifiques restent donc possibles, par exemple là où des problèmes budgétaires vont se poser.

Réduction du temps de travail à la Tobback, avec perte de salaire

En ce qui concerne les créations d'emplois, les textes s'en tiennent aux recettes du Contrat d'avenir mis au rancart : réduction du temps de travail à la Tobback, avec perte de salaire. Il existe des propositions visant à permettre partout les emplois 4/5 temps introduits par Vande Lanotte parmi les fonctionnaires fédéraux. Ce principe est entièrement contraire à la revendication du congrès de la FGFB en 1994 : semaine de 32 heures avec maintien du salaire et engagements.

Le maintien de l'emploi dans le secteur public n'est aucunement garanti. Le démantèlement et les privatisations,

contre lesquels les fonctionnaires ont manifesté en masse en décembre, ne sont rejetées nulle part. Au contraire.

Les pouvoirs publics déclarent «garantir l'emploi dans la fonction publique sur une base fonctionnelle... Du travail, à condition qu'il soit "fonctionnel" ? Mais ça fait des années que les pouvoirs publics détruisent l'emploi sous prétexte de "non fonctionnel". Depuis des années, des services et départements sont supprimés et mis en question parce qu'ils ne relèvent plus des "tâches centrales" du service public. Liquidés, "indépendantisés", privatisés, car ces tâches ne relèvent plus des fonctions du secteur public...

Les syndicats ne peuvent se défaire de leurs atouts

En signant cet accord, en négociant au lieu de passer immédiatement aux actions, les syndicats se défont de leurs atouts. Et Dehaene saute immédiatement dans la brèche : lors du contrôle budgétaire 96, il veut économiser 5 % sur tous les départements. Chez lui, ça ne dure pas deux jours.

Les grands problèmes des services publics — perte d'emplois, privatisations, pensions — ne peuvent trouver de solution tant que les verrous financiers sont maintenus. Il faut plus de moyens pour le secteur public. Les enseignants francophones l'ont bien compris. Et cet argent, il faut le prendre chez les riches et les patrons. Le programme que le PTB a élaboré pour aller chercher cinq cents milliards chez les grandes fortunes, les bénéficiaires des entreprises, les fraudeurs, indique la manière de s'y prendre.

EN BREF

CGSP-Limbourg

Fermon : refinancer le secteur public

A l'assemblée générale des membres de la CGSP-Limbourg, le 6 mai à Hasselt, des enseignants francophones sont venus parler de leur lutte. René Puelinckx, du bureau de la CGSP-Enseignement de Liège, s'est adressé aux syndicalistes en néerlandais : «C'est le gouvernement wallon qui nous provoque en refusant de rencontrer nos revendications. Leur souci prioritaire est l'emploi, disent-ils, mais ils suppriment trois mille emplois dans l'enseignement francophone. Le refinancement est la meilleure solution. Ils disent qu'il n'y a pas d'argent, mais l'emprunt d'Etat Philippe 17 a rapporté en quelques jours des centaines de milliards. On laisse prescrire la fraude dans l'affaire Kirschen, on laisse se perdre des milliards.

Après la guerre, on a aussi appliqué un impôt exceptionnel sur les fortunes. Pourquoi ne pourrait-on pas le faire maintenant ? Notre revendication de refinancement ne serait pas réalisable, dit-on parce que, du côté flamand, on exigerait la scission de la Sécurité sociale. Ils essaient ainsi d'en faire un petit jeu communautaire. En réalité, le refinancement est nécessaire et vous profitera, à vous aussi.» Un collègue enseignant a appelé à la solidarité par delà les frontières linguistiques et à participer à leur manifestation du 9 mai.

Dans une motion, l'assemblée a exprimé sa solidarité avec les enseignants en lutte. Frans Fermon, de la direction nationale de la CGSP, a expliqué que les problèmes dans l'enseignement francophone ne sont pas un fait isolé : «L'avenir de tout le secteur public est mis en question. Parce que, politiquement, on refuse de donner de l'argent pour les services publics.»

Haverbeke : pourquoi la norme salariale est inacceptable

Gust Haverbeke, secrétaire de la CGSP-Limbourg, a expliqué pourquoi il s'est abstenu au Comité National de la FGFB, le 29 avril. «Parmi les sept conditions formulées par la FGFB pour collaborer au Contrat d'avenir, il y a des choses positives. La revendication de la constitution d'un cadastre des fortunes est positive. Et la revendication d'un impôt sur les fortunes et d'un impôt plus élevé sur les bénéfices des entreprises l'est tout autant. Mais qu'on se déclare d'accord avec le respect de la norme de Maastricht, qu'on ne la rejette pas, nous ne pouvons pas l'accepter.

Il n'y a pas eu de veto non plus contre la norme salariale. Si on continue à l'accepter, on abandonne en fait la liberté de négocier sur les salaires. Enfin, je ne crois pas du tout que cette norme salariale restera limitée au privé et n'aura aucune répercussion sur le secteur public. Pour moi, c'est difficilement acceptable. Pour ces raisons, je me suis abstenu.»

Base : la colère !

Une déléguée CGSP-Limbourg a traduit ainsi la colère de ses militants : «Nous avons pu discuter de ce contrat d'avenir ! Quand les militants en ont appris le contenu, il n'y a eu que des réactions de colère. Ils n'ont vraiment plus confiance dans ce genre de plans. Ils ont prouvé depuis quinze ans qu'ils n'apportent rien d'autre que de nouveaux cadeaux pour les riches. Il ne faut plus venir avec ce genre de remèdes !»



Frans Fermon et Jacques Lorez, dirigeants CGSP, à la manifestation du 13 décembre, représentant les revendications de la base.

Plus loin que le bout de l'index

Plan d'avenir : blocage salarial et participation aux bénéfiques

L'index est-il verrouillé dès à présent ? C'est ce que le PS affirmait à son bureau du 6 mai. Certains syndicalistes veulent y croire. Optimisme bien prématuré. Comment se fier en effet à un parti responsable de l'index-santé ? Et il y a plus que l'index...

Kris Hertogen

Que s'est-il passé depuis le comité national de la FGTB, le 29 avril ? Le vice-premier ministre Di Rupo a passé tous les textes au peigne fin et veut empêcher que le mécanisme de correction de la nouvelle loi salariale soit utilisé pour grignoter l'index (1). Ceci place-t-il l'index définitivement hors d'atteinte ? Non, le gouvernement maintient son bâton derrière la porte. La nouvelle loi emprunte à une précédente loi de 1989 une clause qui autorise le gouvernement à intervenir par arrêté royal en cas de "dérapage" de l'évolution salariale et "en cas de circonstances exceptionnelles". Ces mesures concernent "la maîtrise du coût salarial nominal" et cela vise donc aussi l'index.

Salaires bloqués jusqu'au XXIème siècle

En braquant tout sur l'index, PS et SP veulent détourner l'attention des attaques les plus graves, réalisées dans la nouvelle loi sur les salaires. Car il est très possible de "sauver l'index" et de priver pourtant les travailleurs de la hausse des salaires que cette indexation devrait entraîner. Voyez donc la SNCB où on vole 2 % sur les salaires au moment où l'index est augmenté.

L'attaque la plus importante du Plan d'avenir, c'est la fixation d'une norme salariale qui lie les salaires belges à ceux de l'Allemagne, de la France et des Pays-Bas. La liberté de revendiquer est

sacrifiée sur l'autel de la compétitivité. Cette norme concerne le salaire nominal, index compris. Dans ce cadre, protéger l'index se produira automatiquement, mais au détriment d'autre chose.

Supposons que la norme salariale pour 1997 et 1998 soit fixée à 6 % et que dans votre secteur ou entreprise on conclue pour cette période une convention collective dans le respect de cette limite. A supposer qu'en 97 et en 98, la convention prévoit chaque fois une indexation salariale (deux fois 2 %) et que la convention collective vous accorde également en 97 et en 98 une augmentation salariale d'1 % (deux fois 1 %), cela fera au total 6 %. Mais en octobre 1997, le Conseil économique central constate que les salaires des pays voisins n'augmenteront que d'1 % au lieu de 3 %. Cela signifie donc que vous aurez reçu 2 % "de trop". Dans ce cas, un mécanisme de correction entrera en jeu. Vous devrez restituer ces 2 % !

Comment ? D'abord, la hausse salariale conventionnelle prévue pour 1998 sera supprimée. Il vous restera encore 1 % à rendre au patron. Di Rupo, encore une fois, a veillé à ce que cela ne puisse être récupéré sur l'index. Comment alors ? Sur la marge disponible pour les conventions collectives des deux années suivantes (1999-2000). Cela ne figurait pas dans le Contrat d'avenir, cela figure dans le Plan d'avenir.

Supposons à présent que les pays voisins évoluent de la même façon en 1998 qu'en 1997. Vous devrez encore rembourser 2 %. Et cela sera encore déduit de la marge disponible pour les années 1999 et 2000. Voilà donc de façon



manifeste où cela mène : le blocage des salaires, existant déjà depuis le 1er janvier 1994 sera prolongé jusqu'au siècle suivant.

L'index-santé, les taxes et impôts (les vieux et ceux qui doivent encore s'ajouter), les économies dans la Sécurité sociale et l'enseignement, tout cela détruit le pouvoir d'achat des travailleurs. Pour le défendre, ceux-ci devront donc se rabattre sur la seule possibilité que laisse la nouvelle loi sur les salaires : la participation aux bénéfiques.

Et ainsi, on pousse les travailleurs vers une forme de rémunération qui contredit tous les principes syndicaux : incertitude, concurrence entre travailleurs, identification au patron, acceptation d'une exploitation renforcée... C'est comme cela que le voit le ministre Maystadt : «Ce n'est pas seulement une forme de rémunération alternative, mais la "participation

des travailleurs" doit être avant tout orientée afin de rapprocher les travailleurs de la gestion et qu'ils se sentent coresponsables de l'avenir de l'entreprise. En outre, cela favorise également la productivité et la stabilité de l'actionnariat» (2). Et le premier ministre Dehaene aussi : «Le passage à une société de l'information nous mène à un autre modèle social. Selon lui, une rémunération plus flexible, liée aux résultats en est certainement un élément. Les syndicats sont face au choix. Ou bien ils essaient d'accompagner le processus ou bien il se déroule en dehors d'eux» (3).

Parce qu'ils acceptent la norme salariale, les syndicats sont forcés "d'accompagner" l'introduction d'un système de participation aux bénéfiques. Ce faisant, ils introduisent un redoutable cheval de Troie dans l'entreprise. Parce qu'une fois le principe accepté, les patrons

l'appliqueront aussi aux salaires existants.

Ce qui passe aujourd'hui à Caterpillar est significatif. Le patron veut y «adapter le système de rémunération aux prestations de l'entreprise» (4). Comment ? «En échange d'une participation aux bénéfiques, la grille salariale ne serait plus indexée et les primes d'ancienneté et de mérite seraient relevées». Accompagné d'une série d'autres attaques, ceci coûterait soixante mille francs bruts par an aux travailleurs, ont calculé les syndicalistes de Caterpillar.

Il est dangereux de ne voir que l'index. Toute attaque contre les salaires doit être rejetée, tout le Plan d'avenir doit être jeté à la poubelle.

1. Le Soir, 2 mai 2. FET, 30 mars. 3. FET, 8 décembre 1995. 4. Le Soir, 8 mai.

Une norme salariale nominale, c'est quoi au juste ?

Des ouvriers de Cockerill-Sambre demandent une explication

Kris Hertogen

Freddy de Charleroi au bout du fil : «Kris, tu devrais t'expliquer d'une manière un peu plus simple. A Cockerill-Sambre, nous n'avons pas bien compris certaines choses dans ton article sur le Contrat d'avenir.» Il me pose cinq questions auxquelles je promets de répondre dans Solidaire. Voici les deux premières...

Le Contrat d'avenir parle de la «marge maximale disponible pour l'évolution nominale du coût salarial». Qu'est-ce que cela signifie exactement ?

Le coût salarial nominal est celui qui figure sur votre fiche de paie : par exemple 345 francs de l'heure

ou 43.576 francs par mois.

Ce salaire nominal peut augmenter pour deux raisons : suite à l'indexation des salaires et suite à une augmentation sur base d'une convention collective de travail. Dans le premier cas, votre pouvoir d'achat est maintenu au même niveau. Dans le second cas, votre pouvoir d'achat augmente. C'est pourquoi on parle aussi dans ce cas d'une augmentation du salaire réel (vous pouvez acheter plus avec votre argent). Dans les deux cas, l'augmentation salariale sera visible sur votre fiche de paie : votre salaire nominal augmente.

Une "marge maximale disponible" (autre terme pour "norme salariale" ou "verrouillage salarial") indique dans quel ordre les salaires

pourront augmenter au maximum pendant une période déterminée (un ou deux ans). Une marge annuelle de 3 % signifie donc que les salaires ne pourront augmenter de plus de 3 % pendant une année. Ce qui ne signifie évidemment pas que vous recevrez effectivement 3 %, mais bien que vous ne pourrez jamais revendiquer plus de 3 %.

Les marges pour les hausses salariales ne sont pas nouvelles. Le système a déjà existé dans les années 80. Et le Plan global a imposé un blocage salarial pour deux ans. Mais dans le passé, cette marge concernait uniquement les augmentations du salaire réel, c'est-à-dire hors index. A présent la marge (norme) concerne le

salaire nominal, donc toutes les hausses salariales, y compris l'indexation. Si la marge est établie à 3 %, les hausses salariales ne pourront pas excéder les 3 %, y compris les adaptations de l'index.

«Des diminutions du temps de travail sont possibles... dans la mesure où l'augmentation des charges salariales qui en découle n'excède pas les marges disponibles» (Contrat d'avenir). Personne n'a compris. Peux-tu nous l'expliquer par un exemple ?

La norme salariale nominale pour 1997 est de 3 %. On prévoit une hausse de l'index de 2 %. Il reste donc une marge disponible de 1 %. Ce 1 % peut être employé pour une augmentation du salaire

ou pour une réduction du temps de travail. Vous pourrez donc revendiquer une réduction du temps de travail de 1 % avec maintien du salaire, et encore à condition d'abandonner toute autre revendication salariale. Mais pour 1 % vous n'achèterez pas beaucoup de réduction du temps de travail. La CNE a calculé qu'à ce rythme, il faudrait 20 ans pour arriver à la semaine de 32 heures. Si vous voulez obtenir plus de réduction du temps de travail (par exemple 5 %), vous devrez sacrifier une partie de votre salaire. Si vous exigez plus de réduction du temps de travail "avec maintien du salaire", votre revendication sera illégale, car la loi interdit d'excéder les marges fixées (dans ce cas 1 %).

Des pouvoirs spéciaux qui ne disent pas leur nom

La différence avec des lois-cadres est plus fine qu'une feuille de cigarette

Qui se souvient des socialistes hurlant en 1983 contre le gouvernement Martens-Gol recourant aux pleins pouvoirs, n'en croit pas ses yeux. Mais c'est pourtant vrai : un gouvernement comprenant le PS s'apprête à mettre le parlement hors-jeu pour une année au moins.

Kris Merckx

Le gouvernement Dehaene-Di Rupo a demandé et obtenu de la Chambre il y a deux semaines l'autorisation de pouvoir appliquer par une loi-cadre le «Plan d'avenir pour l'Emploi» (comprenant notamment une norme salariale). Hier, les partis de la majorité ont donné leur accord unanime pour voter en juin aussi des lois cadres pour la «réforme» de la Sécurité sociale et l'adoption du budget 1997. Le gouvernement aura ainsi les mains libres dès juillet pour réaliser dans ces deux domaines cruciaux le bain de sang social annoncé.

Le PS et le SP prétendent que la technique des lois-cadres est fondamentalement différente de celle des pleins pouvoirs utilisée dans les années 80 par Martens et Gol. Mais tous les spécialistes de la législation confirment que la différence est aussi mince qu'une feuille de cigarette. La loi de pouvoirs spéciaux – qu'on pourrait aussi bien appeler loi de pleins pouvoirs – et la loi-cadre sont autant l'une que l'autre une loi de délégation ou d'habilitation. Par ces lois, le parlement transmet sa compétence essentielle, l'adoption des lois, au gouvernement. Celui-ci peut dès lors édicter les lois seul, par arrêté royal, sans qu'elles soient d'abord présentées au parlement.

«Lois-cadres ou pleins pouvoirs : la différence n'est pas si grande», écrit le journaliste juridique Pol Deltour dans le *Morgen*. «L'intérêt

essentiel de la loi-cadre est justement que le gouvernement peut de lui-même – et donc sans attendre – prendre des initiatives dans le travail législatif du parlement existant. La seule différence avec une loi de pouvoirs spéciaux est que cette dernière n'indique que l'objectif final (...) tandis qu'une loi-cadre décrit en plus du but final, les manières et méthodes pour atteindre l'objectif.» (1)

Le *Standaard* considère que les lois-cadres envisagées sont «une forme adoucie de pleins pouvoirs». (2) Et *Le Soir* y voit «un jeu de mots destiné à ne pas évoquer formellement la procédure des pouvoirs spéciaux, donc à permettre au PS de sauver la face. Pourtant, si elle n'en porte pas l'étiquette, leur potion aura le goût et la couleur des pouvoirs exceptionnels.» (3)

Vers la dictature ouverte du grand capital

Les pouvoirs spéciaux demandés par le gouvernement s'étendent sur une année au moins, soit jusqu'au contrôle budgétaire de mai 1997. Dehaene et Di Rupo veulent les utiliser avant tout dans des domaines très étendus et vitaux, autant pour le budget 1997 (130 milliards d'économies !) que pour la Sécurité sociale. C'est choquant ! Le SP avait placé sa campagne électorale sous le signe de la Sécurité sociale. Envisageant cette réforme – «la plus importante



Aujourd'hui, Johan Vande Lanotte (au milieu, à côté de Vande Lanotte) défend l'usage des pouvoirs spéciaux. En 1993, dans son cours de droit public, il les jugeait «difficilement compatibles avec le principe de la démocratie parlementaire».

depuis la création du système lui-même» – le SP ne réclame pas seulement un débat parlementaire, mais un débat de société. Peut-on avoir meilleure preuve que nous ne vivons pas en démocratie mais sous la dictature du grand capital ? Et que les dirigeants du PS et du SP maintiennent cette dictature ?

Dans des périodes calmes, la classe dominante peut donner l'impression que son système parlementaire a une forme légale démocratique. Mais en temps de crise, elle laisse tomber cette façade «démocratique». Les grands groupes capitalistes imposeront toujours plus nettement leur volonté. Pour affronter la concurrence accrue avec les États-Unis et le Japon, ils exigent de lourdes économies sur le dos des travailleurs (les normes

de Maestricht) et la réduction des charges «patronales» envers la Sécu. Des lois-cadres permettront d'écarter l'opposition. «Elles procurent au gouvernement», selon le *Standaard*, «l'avantage de la rapidité et de la discussion en cercles très fermés.» (4)

Selon le député Agalev et ancien secrétaire syndical Joos Wauters (CNE flamande), «les pleins pouvoirs sont aussi un truc classique pour combiner en cachette avec les partenaires sociaux. Le gouvernement obtient dans des rencontres discrètes un accord avec les dirigeants des travailleurs, sans que ceux-ci doivent craindre de houleuses discussions avec leur base. L'échec du Contrat d'avenir a déjà montré que le contrôle non seulement parlementaire mais aus-

si syndical limite les possibilités d'action du gouvernement. Et le sommet des syndicats, si je peux en croire Mia De Vits et Willy Peirens, approuve cette fois encore le scénario adopté.» (5)

Les syndicats et toutes les forces démocratiques ont pour mission une mobilisation forte et massive pour empêcher l'adoption des lois-cadres antidémocratiques. Il ne s'agit pas seulement d'écarter une boucherie sociale mais aussi de réclamer un coup d'arrêt à la fascisation du régime, le glissement vers une dictature ouverte du grand capital.

1. De Morgen, 30 avril. 2. De *Standaard*, 6 mai. 3. *Le Soir*, 8 mai. 4. De *Standaard*, 4 mai. 5. De Morgen, 6 mai.

Le prof Vande Lanotte busera-t-il Tobback et Moriau ?

Son cours universitaire déclare : «L'urgence est un argument fallacieux»

Kris Merckx

Vice-premier ministre, Johan Vande Lanotte est aussi professeur de droit public à l'Université de Gand. Nous avons épluché ce qu'il enseigne à ses étudiants concernant les lois de délégation (1). Nous affirmons dès lors que, sur base de son cours, il devrait busser les candidats Louis Tobback (SP) et Patrick Moriau (PS). Tous deux invoquent notamment «l'urgence» pour justifier les lois-cadres. Mais qu'enseigne notre professeur ? «Bien que la rapidité soit mise en avant comme raison principale (en faveur de la technique des pleins pouvoirs), le caractère fermé du processus de décision est souvent

la vraie raison. Par ce moyen, des mesures impopulaires échappent un peu aux projecteurs» (2).

Le professeur Vande Lanotte conteste aussi que les lois de délégation soient conformes à la Constitution. Celle-ci établit que seul le parlement a le droit d'adopter et modifier des lois. «Les arrêtés de pouvoirs spéciaux, selon Vande Lanotte, trouvent leur fondement légal dans l'article 78 de la Constitution (que le Roi peut attribuer des pouvoirs déterminés via des lois spéciales). Mais il n'est pas évident qu'une telle interprétation extensive de l'article 78 de la Constitution soit admissible. Le contrôle sur ces arrêtés est très limité.» (3). Vande Lanotte expli-

que ensuite qu'un citoyen a le droit de demander à un juge de contrôler si une mesure gouvernementale est conforme à la Constitution. Impossible pour un arrêté de pouvoirs spéciaux : le juge ne peut que vérifier sa conformité à la loi de pouvoirs spéciaux elle-même.

Le professeur Vande Lanotte devrait busser également et dès aujourd'hui le politicien Vande Lanotte. Il affirme dans son cours : «Il est clair que le système des décisions de pouvoirs spéciaux est difficilement compatible avec le principe de la démocratie parlementaire. C'est pourquoi on fit amplement usage dans les années 80 d'une nouvelle technique : les décisions de pouvoirs spéciaux

furent entérinées par le parlement. De cette manière, on restaurait en principe, partiellement, le parlement dans sa compétence. On peut se demander s'il y a vraiment lieu de parler de restauration. En fait, l'entérinement visait à soustraire les arrêtés royaux pris à tout contrôle judiciaire.» (4)

Cependant Vande Lanotte prétend aujourd'hui que la modification des lois par arrêté royal n'amointrirait pas la démocratie parlementaire. Son argumentation doit finalement encore une fois confirmer et régler le tout.» (4) Exactement le même argument qui permettait à Wilfried Martens en 1982 de présenter ses

pouvoirs spéciaux comme «démocratiques». Argument que Vande Lanotte écarte dans son cours !

Ce n'est pas seulement sur le plan socio-économique mais aussi sur le plan de la conception de l'État que la «différence» entre PS, PSC et PRL est inexistante. Nous comprenons encore mieux maintenant pourquoi Tobback disait que lui et Jean-Luc Dehaene pourraient cohabiter dans le même parti. Mais les syndicalistes et les démocrates n'ont pas leur place dans ce parti !

1. Introduction au droit public, cours provisoire de 1^{ère} candidature en droit, 1993, p.72-74. 2. *Ibidem*, p. 73. 3. *Ibidem*, p. 74. 4. De Morgen, 6 mai 1996.

Sept mille manifestants décidés dans les rues de Bruxelles

Dohogne (CSC) : "Essoufflés ? Nous sommes encore très nombreux à souffler ensemble..."

Jeudi, certains craignaient de se retrouver seuls... Mais 7.000 profs et étudiants remplissaient les rues de Bruxelles, sous le slogan: «Nous avons décidé, le décret est retiré».

Pierre Charles

«Aussi déterminés que le 2 avril», disait une enseignante. «Un succès», confirmait Luc Verdon (CGSP). Satisfaction également de Régis Dohogne : «On nous a dit essoufflés. Je constate que nous sommes encore très nombreux à souffler ensemble...» En plus des "régionaux de l'étape", on remarquait des délégations de Liège, Huy, Verviers, Mons, Charleroi, Tournai, La Louvière et bien d'autres.

Le cortège a d'abord pris la direction du boulevard de l'Empereur (siège du PS). Une fois de plus, celui-ci a été pris à partie. Slogans et chansons (Busquin sal..., le peuple aura ta peau !) ne l'ont pas épargné. Mais les dirigeants de ce parti, grands défenseurs du capitalisme, doivent maintenant être habitués à être coupés des masses...

Devant le cabinet d'Onkelinx,

place Surllet de Chokier, les profs et jeunes ne se sont pas contentés de slogans : ils voulaient se diriger vers le bâtiment. Car chez beaucoup d'entre eux la conscience de la nécessité de durcir la lutte est forte. Ils ont perdu leurs illusions sur la «démocratie et le respect des institutions». Une fois de plus, la gendarmerie a dû protéger le ministère de la colère de la foule. Et elle s'est acquittée de sa tâche avec sa "conscience professionnelle" habituelle : autopompes et matraques. Mais, cette fois, ils n'ont pu faire reculer la révolte; profs et étudiants sont restés sur place, ont pris les chevaux de frise, et ont lancé de plus belle : «Une seule solution c'est la révolution !», «parodie de démocratie», «Gestapo, Gestapo, Gestapo...»

«Chez Grafé !» réclamaient plusieurs manifestants, et la manif de se dérouler vers le cabinet du "ministre Minerval". La volonté

était grande de réagir immédiatement aux nouvelles attaques contre l'enseignement supérieur. «Tous les niveaux d'enseignement - du fondamental au supérieur - doivent être défendus avec la même détermination», disait un prof bruxellois. «Minerval, neuf cent mille balles, pour quand le million?» scandaient les manifestants.

Deux vitres n'ont pas résisté à la colère populaire. Une fois de plus, la gendarmerie est intervenue, avec sa sinistre panoplie pour protéger le ministère. Quelques profs de l'athénée de Ganshoren manifestaient avec un grand calicot : «Nord-Sud, le même-hetzelfde idéal». «On a besoin de la solidarité des néerlandophones, ils vivent les mêmes mesures», nous dit un prof, très ferme : «Moi je trouve qu'on doit poursuivre la grève, il y a des solutions, en taxant le grand capital !»

Le silence tendu, sur tout le parcours, exprimait une détermination énorme : «Tout ce qui devait être dit, a été dit. Nous ne céderons pas».



"On vous ment", proclamaient ces deux Pinocchio...

Manif de Liège : Jamal acquitté !

Trois cents enseignants et étudiants au procès d'un jeune étudiant

Stef Van Thuyne

«Acquittez Jamal ! La seule chose qu'il voulait, c'était le retrait du décret», scandaient les jeunes venus de tous les coins de Belgique à l'appel des coordinations des étudiants et du Comité de la Trémie. Beaucoup de gens s'étaient déplacés lundi 6 mai au Palais de Justice de Liège, pour soutenir Jamal, étudiant de l'athénée de Ganshoren, poursuivi après la manifestation du 28 mars à Liège. Parmi eux, Jacques Yerna, ex-président de la FGTB Liège-Huy-Waremme, Germain Dufour, ex-sénateur Ecolo, ainsi que de

nombreux enseignants..

Maître Vincent Sauvage a situé ce procès dans le contexte de plusieurs années de lutte exemplaire et solidaire des enseignants et étudiants. Et de la surdité du gouvernement, de sa répression contre les piquets et des individus. Maître Berwart a démontré que le juge était confronté à un dossier vide : une seule déclaration de deux gendarmes sans aucune preuve. Ils ont demandé l'acquittement pur et simple, rejetant la demande du parquet d'une condamnation même "symbolique". Jamal a dénoncé les méthodes d'interrogatoire utilisées par la

gendarmerie lors de son arrestation.

"Nous apportons des têtes et ici, ils sont acquittés !"

Le public a été scandalisé par le déploiement des forces de gendarmerie à l'intérieur du Palais de Justice : plusieurs auto-pompes et combis, nombreux gendarmes. «Comme s'il s'agissait des tueurs du Brabant wallon», remarquait un enseignant. La gendarmerie a contrôlé l'identité de tous ceux qui voulaient entrer dans la salle et pris

de nombreuses photos.

Quand Jamal a été acquitté et que les jeunes présents ont manifesté leur joie, les deux gendarmes du POSA qui avaient monté le dossier, ont pris à nouveau des photos et contrôlé les jeunes. Ces gendarmes ne cachaient pas leur déception : «Nous apportons des têtes et, ici, ils sont acquittés !» ont-ils dit à La Meuse. Si la gendarmerie se montre encore aussi provoquante aux prochains procès, les avocats demanderont de suspendre la séance.

Le 20 mai, à 9 heures, en effet, Frédéric, membre du GEDES, comité des étudiants du supérieur

de Liège, doit comparaître au Palais de Justice de Liège. Soyez tous présents, la pression populaire est la seule aide effective !

Signez la pétition du Comité de la Trémie ! Ce comité défend les étudiants victimes de la répression policière. Sa pétition (1.115 signatures déjà) réclame «l'arrêt immédiat et inconditionnel de toutes les poursuites judiciaires contre les étudiants et travailleurs manifestant pour leurs droits». Aidez le comité, faites-la signer.

Contact : Stef Vanthuyne, Avenue F. Ferrer, 26 à 4040 Herstal (tél 041 / 64 73 33).

Enseignants, Clabecq, RTBF : même combat !

La lutte des écoles rencontre une large sympathie d'autres travailleurs. Ainsi, la CGSP-RTBF a rédigé une motion significative : «La délégation CGSP de la RTBF a reçu ce 7 mai des représentants du mouvement des élèves de l'AGEB, des étudiants et des enseignants appartenant à la FGTB, à la CSC, à l'Association Inter-Réseaux des Enseignants (AIRE) et à l'Appel pour une Ecole Démocratique.

Cette rencontre marque l'entière solidarité de ces deux secteurs en lutte pour un enseignement et un service audiovisuel ouverts et

accessibles à tous.

- par le retrait des décrets Onkelinx et Grafé et le refinancement de l'enseignement
- par le rejet du projet d'Entreprise Publique Autonome qui ne garantirait plus à la RTBF un financement public stable et majoritaire, et ouvrirait la porte à toutes les dérives publicitaires et commerciales.

A l'heure où le gouvernement tente d'imposer sous forme d'une loi-cadre le "Contrat d'avenir pour l'emploi" que le monde du travail a rejeté, nous appelons tous les travailleurs à développer

la solidarité intersectorielle et à nous rejoindre dans la lutte.

La lutte des enseignants et du personnel de la RTBF est celle de l'ensemble des travailleurs. Le refinancement de l'enseignement et du service audiovisuel public est possible. Non au détriment des autres services publics, du secteur non-marchand, de la Sécurité sociale ou des salaires. Mais par la lutte contre la fraude fiscale, la taxation des grosses fortunes, des revenus du capital, des bénéfices énormes des entreprises et des banques.»

Autre motion remarquable, celle

de l'Appel Pour une Ecole Démocratique qui regroupe des enseignants des trois communautés linguistiques, réclamant le refinancement de l'enseignement par le fédéral en mettant à contribution les grandes fortunes. Son communiqué du 9 mai «apporte tout son soutien à l'action que viennent d'entamer les travailleurs des Forges de Clabecq. Comme pour le refinancement de l'enseignement, les sommes nécessaires pour les investissements publics ne peuvent l'être prises aux dépens de la Sécurité sociale et des services

publics, mais en taxant les capitaux et les profits qu'ils génèrent (...) salue la combativité de ces travailleurs qui ont toujours été à la pointe de la lutte interprofessionnelle, et l'ont encore récemment démontré en se solidarisant de la lutte des enseignants et des étudiants. (...) estime qu'à l'heure où le gouvernement tente d'imposer sous forme de lois-cadres le «contrat d'avenir pour l'emploi» rejeté par le monde du travail, il s'agit plus que jamais de développer la solidarité et la lutte intersectorielles.

Les enseignants peuvent-ils gagner ? Six fois oui !

La pression du pouvoir pour en finir montre la force de la grève

«Peut-on gagner, oui ou non ?» Telle est la question soulevée par des milliers de profs et d'étudiants. La réponse est six fois oui.

Peter Mertens

1. Après trois mois, la grève est encore forte !

Onkelinx veut faire croire que la grève s'effrite. Willem Miller, président de la CEMNL, reprend l'idée : «Il me semble que nous avons perdu le conflit.» (1) La participation à la manif de jeudi a prouvé le contraire, et la grève même était de nouveau bien suivie. A plusieurs assemblées, la majorité a voté la poursuite des actions. Ce sont les profs qui décident de la grève. Aussi longtemps que la majorité décide de continuer, le mouvement ne s'arrêtera pas.

L'important est que les écoles ne fonctionnent pas "normalement". Ce résultat dépend du rapport de force, du poids de la délégation syndicale et de l'attitude des directions. La grande majorité des écoles ont leur fonctionnement perturbé.

2. Profs, syndicats et coordinations veulent continuer

CCPET, UCO, CGSP, SEL, tous ces syndicats ont exprimé leur volonté de continuer.

Le Collectif des Enseignants de Charleroi (40 écoles) a aussi réaffirmé sa volonté de poursuivre la grève jusqu'au retrait du décret Onkelinx (2), tout comme le Collectif des Enseignants Liégeois (3). L'AIRE a manifesté lundi devant les portes du CEMNL et appelé à une manifestation mercredi devant la Bourse.

Willem Miller, président du CEMNL, n'a pas consulté sa base. Il devrait se rendre compte qu'au sein de sa propre centrale, la résistance s'organise pour qu'il abandonne sa position.

Une pétition circule déjà parmi les affiliés de la CEMNL (voir cadre). Et la CEMNL-Seraing a réveillé Willem Miller à 6h lundi dernier pour protester contre son attitude de capitulation.

3. Saisissons les nouvelles chances d'aujourd'hui

Derrière sa façade imperturbable, le patronat tremble. Entendez l'Echo : «Ce qui est dangereux dans l'évolution présente, c'est le climat de refus systématique (4)». Le patronat craint la contagion de la lutte des enseignants à la résistance contre le "contrat d'avenir".

Si le patronat n'avait pas peur, il n'utiliserait pas toute son énergie pour en finir avec le "facteur perturbant" des enseignants. La lutte des profs a déjà empêché que le gouvernement touche à la Sécu. «Les remous dans l'enseignement ont comme conséquence que le Parti Socialiste ne dispose que d'une faible marge de manoeuvre. Certainement pas assez grande pour réformer la Sécurité sociale», devait avouer l'hebdomadaire *Knack* (5).

Aujourd'hui, de nouvelles chances s'ouvrent avec la révolte contre le "contrat d'avenir" qui gronde partout. Un mouvement unifié peut faire reculer ce gouvernement, la lutte des enseignants en est la locomotive. Aux enseignants de saisir cette chance.



4. La solidarité avec les autres secteurs se construit

Le *Soir* a bien dû admettre que cette grève est un des conflits les plus durs depuis la Deuxième Guerre mondiale. Le mouvement des profs et étudiants a créé un nouveau climat en Belgique. Enfin des gens qui s'opposent de façon admirable à la politique d'austérité du gouvernement ! Enfin des gens qui osent s'en prendre aux riches ! Là réside la faiblesse et le danger réel pour le Parti Socialiste : les enseignants continuent leur lutte aujourd'hui, vont vers d'autres secteurs et auront inévitablement le soutien de ces secteurs.

La CGSP-Enseignement flamande soutient la lutte, la FGTB-Charleroi aussi, et la CGSP-RTBF vient d'exprimer son "entière solidarité". (voir p.10). Ce mercredi, les enseignants manifesteront avec tout le secteur "non-marchand". Occasion d'unir l'enseignement aux ouvriers de Caterpillar en grève, aux Forges de Clabecq et au mouvement des soins de santé. C'est aussi valable pour les profs et étudiants du supérieur et la FEF de Bucella. N'attendons pas la rentrée pour riposter aux nouvelles mesures de Grafé. Tous ensemble maintenant, on est fort pour faire reculer le gouvernement.

6. On n'obtient rien en reculant

Willem Miller a chaque fois reculé devant les menaces du gouvernement : pertes de salaire, prépensons... jusqu'à la capitulation ouverte aujourd'hui. Cela n'a servi à rien. Cela prouve qu'on n'obtient absolument rien si on recule chaque fois que la bourgeoisie prétend être impitoyable. Nous n'avons pas besoin du drapeau blanc des profs et des étudiants mais bien de celui d'Onkelinx & Cie. Si le gouvernement reste intransigeant, nous aussi devons rester fermes sur nos revendications.

Toute la vérité, rien que la vérité : les profs peuvent gagner

Les profs sont en colère contre les émissions de la RTBF, qui ne cesse de créer une atmosphère pour démobiliser les grévistes. Jeudi dernier, une pancarte affichait : «RTBF : toute la vérité, rien que la vérité.»

La vérité, c'est que les profs et les jeunes peuvent gagner. Demandons le soutien de tous ceux qui se battent contre la politique PS et PSC. Expliquons aux usines et marchés les buts de la lutte. Expliquons qu'il s'agit de l'avenir des enfants du peuple. Les employés de la RTBF l'ont compris : «La lutte des enseignants est celle de l'ensemble des travailleurs.»

On peut gagner en mobilisant tout le monde pour le retrait du décret, le maintien du travail, le refinancement de l'enseignement comme des autres secteurs.

1. Le Peuple, 8 mai. 2. L'Echo, 10 mai. 3. Le Soir, 13 mai. 4. L'Echo, 2 mai. 5. Knack, 20 mars.

La «fermeté» du PS : une façade

Pourquoi ce non PS au refinancement, au maintien de l'emploi, au moratoire et aux 1.200 millions ?

1. L'attachement du gouvernement au carcan budgétaire de la Communauté Française. Il veut encore économiser six milliards au sein de celle-ci. Et donc garder la diminution de la norme d'encadrement.

2. Celle-ci n'est qu'un maillon de la chaîne des réformes structurelles de l'enseignement. Dans les grandes écoles "autonomes" et fusionnées, on n'a

plus besoin du nombre de profs actuels avec un statut fixe.

3. Le PS ne peut se permettre de créer des précédents, de donner des "primes politiques" à ceux qui luttent. Son rôle au gouvernement, c'est de protéger les riches. Même au prix de se faire chasser de son propre 1er Mai.

Dans chaque "crise", le gouvernement se prétend "ferme". Cette façade cache en fait sa crainte d'une contestation généralisée, et aussi sa faiblesse.

Pétition : «Une grève dure est une grève qui dure»

Cette pétition circule parmi les affiliés de la CEMNL...

«Nous, affiliés à la CEMNL, dénonçons avec fermeté l'attitude de notre président Willem Miller, une attitude à la fois défaitiste et indigne d'un dirigeant syndical. (...)

A l'heure où le gouvernement Dehaene veut couler sous forme de lois-cadres le "contrat d'avenir", rejeté par une majorité de travailleurs, nous considérons que les enseignants...

jouent un rôle d'importance sociale capitale pour développer une alternative qui garantisse à la fois la qualité de l'enseignement, la sauvegarde des salaires et de l'index, ainsi que de la Sécurité sociale.

Nous nous proposons donc de poursuivre la lutte jusqu'au retrait des décrets et au refinancement de l'enseignement(...) Une grève dure est une grève qui dure...»

Le parti de la révolution

Nadine Rosa-Rosso

En janvier 1995, le Parti du Travail de Belgique a tenu son cinquième congrès. Le résultat de ses travaux vient de paraître sous forme de livre : "Le parti de la révolution". Il y a près de trente ans, dans la tourmente de Mai 68, nous nous étions fixés pour but de construire un nouveau parti communiste. Aujourd'hui, alors qu'un nouveau vent de révolte secoue la jeunesse et ses profs, la question qui se pose à nous est la suivante. Après la chute du Mur de Berlin, avec l'aggravation galopante de la crise du système capitaliste mondial, serons-nous capables d'aviver notre flamme révolutionnaire, de l'adapter à la situation actuelle, de former de nouvelles générations de communistes ?

Former de nouvelles générations de communistes... Cette question s'est posée dès 1989. Face à l'offensive anticommuniste, certaines voix se sont élevées dans le parti. «L'essentiel, c'est de tenir le coup. Si on parvient à s'unir entre nous sur le bilan du socialisme en URSS, ce sera déjà pas mal. Pour le reste, on attendra des jours meilleurs.» D'autres ne le disaient pas clairement, mais s'installaient tout doucement dans la routine, les vieilles habitudes. Mais pendant ce temps, la réalité frappait durement : le dimanche noir de novembre 91, les plans gouvernementaux d'assainissements, les licenciements... Et sur le plan international, la guerre du Golfe, l'éclatement de la Yougoslavie, le génocide au Rwanda. Les critiques dans le parti commençaient à se généraliser. Réagit-on assez vite, assez bien ? Se renforce-t-on dans les grandes grèves, comme celles contre le Plan global ? Pourquoi ne progresse-t-on pas plus aux élections ? Tire-t-on des leçons de la dégénérescence de l'URSS ?

Secouer le cocotier

Pendant cinq ans, des discussions sur ces critiques ont eu lieu au sein du Comité central. Il est apparu de plus en plus clairement que la direction n'y donnait pas des réponses claires, concrètes et ne proposait pas des solutions précises et applicables immédiatement. Le comité central a alors décidé de prendre une mesure radicale : convoquer le cinquième congrès. Puisque la direction ne bougeait pas, il fallait passer à la mobilisation de l'ensemble du parti. Le but du congrès fut défini ainsi : «Améliorer de façon, conséquente le travail de direction du parti». Le problème posé était : «La Belgique a connu depuis 1945 une période où la démocratie bourgeoise était relativement stable. Le danger existe que les idées et les attitudes des cadres gardent l'empreinte de cette période. Nos idées, notre



Nadine Rosa-Rosso : «Il faut un changement radical dans l'attitude des cadres et dans leur style de travail. Certains, au lieu de formuler de grandes ambitions et d'agir en conséquence, restent dans la routine des années tranquilles. Ils se comportent comme si nous avions tout le temps.»

politique et nos conceptions organisationnelles doivent s'adapter aux nouvelles réalités. Il faut un changement radical dans l'attitude des cadres et dans leur style de travail. Certains, au lieu de formuler de grandes ambitions et d'agir en conséquence, restent dans la routine des années tranquilles. Ils se comportent comme si nous avions tout le temps. Ils sont formellement d'accord avec l'analyse de l'aiguinement des contradictions au niveau national et international, mais cela ne se traduit pas dans une ambition plus grande de faire progresser le parti, en travaillant à des décisions stratégiques et en développant de nouveaux terrains avec créativité et courage.» (Le parti de la révolution, page 14 et 15).

Deux cents délégués, deux mille amendements

Il s'agissait de retrousser les manches, on l'a fait. Pendant huit jours, plus de deux cents délégués se sont réunis pour discuter de deux mille amendements. Beaucoup en ont profité pour transmettre leurs critiques, leurs propositions à la direction. Cela allait de «Je propose

que la direction soit obligée de répondre par écrit à chaque rapport, chaque critique qu'on transmet» à «La direction ne se soucie plus assez de nos problèmes politiques concrets : comment défendre le communisme à l'époque actuelle. Comment lutter contre les plans patronaux quand on risque d'être licencié ?». Le nombre des amendements et l'animation des débats confirmaient clairement la nécessité du congrès. En même temps, ils témoignaient du souci profond de tous les membres pour l'avenir du parti.

Poser un problème, c'est le résoudre

Les débats ont été structurés autour de quatre grands thèmes. Le premier concernait le sens des responsabilités des cadres les plus hauts. Ce qu'on attend surtout de ceux-ci, c'est qu'ils manifestent leur engagement pour la révolution en résolvant énergiquement les problèmes les plus difficiles auxquels sont confrontés les militants. Or, de nombreux problèmes traînaient depuis des années sans solutions radicales. Notre parti, par exemple, est connu et apprécié pour son haut niveau de militantisme. Mais toute

médaille a son revers. Cette image honorable était en même temps un repoussoir pour de nombreux travailleurs. «Si c'est ça, être au PTB, c'est très beau, mais ce n'est pas pour moi.» Il devenait de plus en plus évident que notre parti s'habituaient à être un petit parti de cadres. Ce problème était connu depuis longtemps. Mais personne ne prenait la responsabilité de le décrire clairement et surtout de proposer des changements drastiques de la cellule de base, des conditions d'adhésion, etc. Ce genre d'attitude a été fustigée dans ces termes : «Les cadres doivent avoir la détermination de résoudre les problèmes essentiels en profondeur et pour l'ensemble du parti. Ils doivent accomplir la tâche qui leur est attribuée avec autorité et imposer des changements radicaux qui transformeront le parti et élimineront radicalement les erreurs. Ils doivent avoir la volonté d'aboutir vite, dans le laps de temps attribué à cette tâche et mener une lutte d'anéantissement.» (page 200) Dès la fin du congrès, deux cadres du CC ont reçu six mois pour élaborer une nouvelle conception de la cellule de base. A l'aide d'enquêtes dans et autour du parti et en étudiant l'expérience du mouvement

Le Vème cong



communiste, ils ont rempli leur mission dans les temps voulus. La campagne lancée par la suite a permis qu'en six mois, près de deux cent cinquante travailleurs décident d'adhérer au PTB.

Pour être un parti politique, il faut faire de la politique

Le deuxième thème s'intitulait : «Mettre la politique au poste de commandement». Notre parti est également réputé pour la qualité de ses analyses. Nombre de progressistes ont apprécié, ne serait-ce qu'a posteriori, les prévisions que nous avons faites sur l'évolution à l'Est après la chute du mur, ou notre capacité à prévoir que l'embargo contre l'Irak inaugurerait une nouvelle guerre de cent ans contre le

tiers monde. Mais ici aussi, il fallait constater trois points noirs. D'une part, ces analyses étaient le produit d'un nombre très limité de cadres. D'autre part, sur pas mal de questions brûlantes, des points de vue élaborés faisaient défaut. «Après vingt-ans de confrontation avec la social-démocratie, nous n'avons toujours pas un document synthétique sur elle.» (page 212) Et enfin, il ne suffit pas d'avoir des idées justes, il faut encore être capables de les faire passer de manière compréhensible et mordante à la fois dans l'opinion. «Il faut plus d'intervention à chaud dans la vie politique, plus de jugement sur les opportunités et les possibilités du moment, plus d'initiatives appropriées visant à avoir un effet maximal avec un investissement en forces réduit. Dans le journal, il n'y a pas assez de débat qui

Congrès à livre ouvert



Ludo Martens : «Une nouvelle génération de jeunes révolutionnaires naît à son tour. Comment transmettre l'expérience des anciens, comment insuffler au parti leur dynamisme ?»

vailliers. Plus de trois mille ouvriers ont profité de cette occasion pour nous transmettre un récit sur leurs conditions de travail, de vie et de lutte.

Il faut contrôler les cadres

Enfin, pour garantir que tout cela se réalise effectivement, et à la demande de nombreux délégués, un quatrième axe fut ajouté au projet initial : «Combattre l'individualisme, renforcer le contrôle.» Au cours des années, le parti a étendu ses champs d'intervention, ses thèmes politiques, développé son appareil interne. Cela a nécessité inévitablement une plus grande spécialisation à l'intérieur de l'équipe dirigeante. C'était un progrès, mais qui comportait ses dangers. Avec la spécialisation, l'individualisme, le repli sur le "domaine qu'on connaît bien" ont fait leur apparition. Pour combattre cette tendance, le cinquième congrès a fixé des mesures précises en matière de contrôle des cadres. Parmi celles-ci : «Pour chaque cadre, nous devons avoir, en résumé : 1. une description des tâches et le plan annuel individuel; 2. les priorités; 3. l'envergure et le timing de chaque tâche; 4. le planning individuel par mois; 5. les feuilles de contrôle, un bilan de l'exécution des tâches par mois. Il faut accorder beaucoup d'attention au rétablissement de la vie de cellule dans les organes dirigeants.» (page 266)

Les jeunes : ceux de 1968 et ceux de 1996

La plupart des cadres dirigeants du parti sont issus de la génération de 1968. Ils ont accumulé une expérience

riche. C'est dans une pratique de près de trente années qu'ils ont progressivement assimilé l'expérience du mouvement ouvrier, le marxisme-léninisme. Aujourd'hui, une nouvelle génération de jeunes révolutionnaires est en train de naître à son tour dans les manifs, aux piquets des écoles, sous les matraques des gendarmes. Comment faire la jonction, comment transmettre l'expérience des anciens, comment insuffler au parti le dynamisme et les idées neuves des tout jeunes ? Comme s'il pressentait le mouvement à venir, le congrès a longuement discuté de la formation des nouveaux cadres. «En 1970, la plupart des cadres qui ont créé le parti avait entre 22 et 25 ans. En un an, ils ont réalisé le passage d'une organisation étudiante vers la classe ouvrière, ils ont intégré des ouvriers dans l'organisation, ils ont élaboré une orientation politique pour le travail politique dans la classe ouvrière, ils ont mis sur pied les structures nationales du parti et créé un journal communiste. Les jeunes cadres doivent avoir la volonté d'en faire autant, et même de faire mieux, puisqu'ils partent d'une base politique plus solide (...) Au moment où le parti a développé un nombre important de cadres, s'est installée l'habitude de ne pas accorder des responsabilités importantes à des jeunes cadres, de les prémunir contre les difficultés de la lutte pratique et politique. En fait, c'est entre 16 et 25 ans que les jeunes cadres forment leur caractère politique, qu'ils apprennent à vaincre les difficultés théoriques et pratiques et se forment une idéologie. La surprotection prive les jeunes de la possibilité de se former comme cadres communistes à part entière.» (page 192)

Un livre, mais aussi un manuel très pratique

Ce que vous pouvez y trouver, entres autres :

- Quels textes de base du marxisme faut-il maîtriser ? Réponse page 44
- Comment élaborer une position politique ? Réponse page 220
- Comment faire un

planning ? Réponse page 128

- Que faire en cas de divergences ? Réponse page 101
- Pourquoi étudier l'histoire des révolutions ? Réponse page 36
- etc, etc.

Les cinq congrès du PTB : la démocratie révolutionnaire

Depuis son congrès de fondation, en 1979, le PTB a tenu quatre congrès.

Chaque congrès du parti a pour mission de définir son orientation et d'élire sa direction. Pour préparer un congrès, les cellules de base élisent des délégués. Ceux-ci reçoivent des documents et introduisent des amendements (propositions de modification des textes soumis). Réunis en sous-groupes, les délégués discutent des amendements proposés. Les amendements retenus par les sous-groupes sont discutés en session plénière.

A chaque congrès, les membres sortant du Comité central ainsi que de nouveaux candidats présentent leur acte de candidature ainsi que leur bilan.

Tous les candidats qui réunissent au moins 80 % des voix des délégués sont élus au Comité central. La première réunion du nouveau CC élit à son tour les membres du Bureau Poli-

tique. Les résultats de chaque congrès sont publiés par la suite sous forme de documents accessibles à tous.

En 1979, les "Statuts" et le "Programme", en 1982, "La crise du mouvement révolutionnaire en Europe", "Parti et Front", "La morale révolutionnaire", en 1986 "Le temps travaille pour nous, militant syndical dans les années 90", en 1989, "L'URSS, la contre-révolution de velours" et "Un autre regard sur Staline" et en 1995 "Le parti de la révolution".

Pour en connaître plus sur le déroulement des discussions politiques au sein du parti, on peut également consulter le livre "De Tien an Men à Timisoara, luttes et débats au sein du PTB (1989-1991)".

Connaissez-vous beaucoup de partis qui rendent ainsi compte régulièrement au public des toutes les discussions politiques et idéologiques importantes qui l'animent ?

peuvent réellement convaincre, d'idées marxistes confrontées avec les opinions courantes sur des points d'actualité.» (page 213) De cette discussion est sortie la décision d'éditer toutes les six semaines *Etudes Marxistes* et de commencer une campagne pour améliorer *Solidaire*.

Renouer avec l'esprit de pionniers

«Combattre le bureaucratisme et renforcer les liens avec les masses» était le troisième axe des débats au congrès. Dès son origine, le parti s'est jeté avec enthousiasme dans la défense des travailleurs. Ce n'est pas sans fierté que nous fêtons le 1er juin 1996, les vingt-ans de Médecine pour le Peuple. Mais s'endormir sur ses lauriers, c'est le début de la fin. «Le

bureaucratisme s'installe à petits pas parmi les cadres du parti et a commencé à effacer des positions fondamentales sur la ligne de masse.» (page 230) «Au début des années 70, la plupart des tracts et certains articles étaient décrits et discutés avant publications avec des sympathisants et des syndicalistes. C'est toujours une bonne méthode pour appliquer la ligne de masse. Choisir des arguments convaincants et donner des exemples de la vie. Quand nous écrivons un article sur un sujet qui mobilise certains progressistes, pourquoi ne pas leur envoyer le manuscrit et demander par téléphone leur opinion ?» (page 240). Après le congrès, un jeune cadre a proposé d'organiser le grand Référendum des travailleurs afin de mieux connaître les préoccupations et les avis des tra-

Bon de commande

Nom et prénom :

Adresse :

Code postal :

Commune :

Profession :

Téléphone et fax :

Je commande ex. du livre *Le Parti de la Révolution* (450 FB, 75 FF par ex.)

Remettre ce bon de commande, accompagné de la somme nécessaire, à un de nos secrétariats ou à un de nos membres.

Vous pouvez également commander en versant la somme nécessaire sur le compte **000-1331025-88** des Editions PTB, Bd. M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. Tél. : 32 (0)2/513 66 26. Fax : 32 (0)2/513 98 31. Mentionnez le nombre d'exemplaires souhaités. Frais d'envoi pour les commandes par la poste: 50 FB à ajouter au prix du livre.

En France : Versez la somme nécessaire au compte La Source 035-4850X-033 des Editions PTB, Bd M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles.

Libert Froidmont séquestré par dix mille personnes

Pour sauver Clabecq, rejeter la logique du PS

Froidmont, administrateur-délégué (PS) des Forges, n'est pas près d'oublier sa nuit du 6 au 7 mai. Les syndicalistes l'ont séquestré et obligé à consacrer sa nuit à mettre sur papier ses intentions véritables sur l'avenir de l'usine, ceci après six mois de manoeuvres de la direction.

Marco Van Hees

Quelques jours plus tôt, les ouvriers avaient déjà lancé diverses actions : de l'acier coulé dans le hall, une «opération escargot». La tension aux Forges était encore montée d'un cran après l'annonce d'une semaine d'arrêt total de la production, qui fait craindre que le duo Froidmont-Gandois n'en profite pour fermer tout ou partie de l'usine. En outre, la perte de salaire que provoque le chômage économique (systématique depuis janvier) devient substantielle. Mais surtout, Froidmont applique déjà son plan dans les faits : le chômage qu'il impose sous prétexte d'absence de commande équivaut aux pertes d'emplois projetées. Pour Roberto D'Orazio, président de la délégation FGTB, «c'est la stratégie qui a été appliquée à Tubemeuse : huit mois de chômage et puis fermeture».

Les actions des derniers jours ont montré que les travailleurs étaient prêts à se battre pour la survie de l'usine. Un délégué dit à ce propos que «Froidmont a été séquestré par les 10.000 personnes qui ont manifesté à Tubize contre le démantèlement des Forges de Clabecq».

Mais deux voies sont possibles. La

première, influencée par le «réalisme» PS, consiste à accepter la «fatalité» des pertes d'emplois, puis de la fermeture pure et simple. Dès la nomination de son affilié Froidmont à la tête de l'entreprise, le président du PS, Philippe Busquin, lui avait clairement dit : «le but ne peut être, pour le nouveau patron des Forges de Clabecq, de maintenir artificiellement des emplois» (1). Ceux qui croyaient encore à la volonté du PS de réduire de moitié le chômage en Belgique sont invités à méditer cette déclaration. D'ailleurs, comme le laissait entendre le président de la FGTB, Nollet, la politique du PS à Clabecq est un des éléments qui ont poussé les syndicalistes du pays à refuser le Contrat d'avenir pour l'emploi.

Deuxième voie possible, celle du syndicalisme de combat, la volonté de tout faire pour empêcher la fermeture de l'usine. Une option soutenue par les 10.000 manifestants de Tubize et par tous les travailleurs du pays qui, depuis 6 mois, suivent la situation aux Forges avec inquiétude et espoir. Sur quatre points clés, cette voie se démarque de celle du PS.

1. Les prétendues «solutions viables» de Froidmont mènent à fermer Clabecq car elles sont



Sur quatre points clés, l'action de séquestrer l'administrateur Froidmont se démarque de la voie PS.

confinées à la logique de rentabilité. Les travailleurs n'ont pas à se placer sur ce terrain patronal. Leurs revendications doivent partir de leurs propres intérêts : maintien de l'outil (usine intégrée), maintien des 2.143 emplois, maintien du salaire (non au chômage systématique).

2. Ces revendications peuvent être réalisées en faisant payer ceux qui se sont enrichis grâce à la sidérurgie : les Dessy, Boël, Frère, la Générale,.... Comme dans l'enseignement, la perspective d'un

refinancement est indispensable pour combattre le pessimisme.

3. Les dernières actions ont montré que les travailleurs étaient prêts à se battre. Les négociations ont assez duré; les deux documents que Froidmont a présentés après sa séquestration sont à nouveau composés des mêmes ingrédients : investissement de rationalisation, de productivité, de compétitivité. La Région wallonne ne reculera réellement que devant une grève dure, comme celle menée en 1992.

4. Tous les travailleurs de l'acier

sont concernés par le sort des Forges. Dans les autres usines sidérurgiques, le PS essaye de faire croire que si Clabecq ferme, cela ira mieux pour les autres. C'est exactement l'inverse : si on liquide l'entreprise la plus combative du secteur, les capitalistes se sentiront assez forts pour imposer les plans les plus féroces dans les autres usines. Ne parle-t-on pas déjà de supprimer la moitié des emplois à Cockerill Sambre d'ici 2002 ?

1. L'Echo, 27 janvier 1996

Clabecq n'est que la partie visible de l'iceberg

Sombres perspectives pour la sidérurgie belge et mondiale

Jean Valet

Les patrons sidérurgistes allemands comparent la crise de 1993 à celle de 1929-32. Leurs mesures anti-crise ont coûté 35.000 emplois : une fois et demi tous les emplois de la sidérurgie belge. Cette succession de crises illustre la profondeur de la crise générale secouant le capitalisme. Elle nous encourage à renverser ce système.

Dans l'Union Européenne, le plan Braun visant à éliminer 30 millions de tonnes de surcapacités, a totalement échoué. L'excédent de production n'a pas diminué en Europe de l'Ouest. Mais s'y ajoute aujourd'hui celle de l'ex-Comecon. Après la chute du Mur, l'acier produit en Europe de l'Est (200 millions de tonnes) a diminué d'un tiers, alors que les possibilités de consommation d'acier ont, elles, diminué de deux tiers. La terrible diminution du pouvoir d'achat des travailleurs en est bien sûr la cause. Par ailleurs, les minimills (1)

démarreront d'ici 1998: aux Etats-Unis et créeront encore 20 millions de tonnes de capacités supplémentaires.

Pour augmenter leurs profits, les capitalistes cherchent à concentrer le capital (fusions et rachats d'entreprises), un processus qui s'est fortement accéléré avec les privatisations. Dans l'Union Européenne, les pouvoirs publics des différents pays ont injecté 200 milliards d'Ecus (2) pour restructurer la sidérurgie et la revendre au privé. Cockerill-Sambre (C-S) est une des dernières entreprises à ne pas encore avoir été privatisée. En Europe de l'Est, 200 millions de tonnes de capacités ont été cédées au privé pour une bouchée de pain. Dans le Tiers Monde aussi le F.M.I. force les pays qui ont essayé de construire une sidérurgie indépendante à liquider leurs usines.

Des groupes sidérurgiques belges ont mis la main sur certaines de ces usines privatisées : Sidmar contrôle Bremer Stahl (ex-RFA) et Katowice

(Pologne) et C-S est actionnaire d'Eko-Stahl (ex-RDA). Cette concentration du capital nuit aussi bien aux travailleurs belges qu'à ceux des entreprises rachetées. Ces synergies provoquent des fermetures d'outils et des pertes d'emplois. Les effectifs d'Eko-Stahl sont passés de 12.000 à 2.500, mais la direction de Cockerill veut toujours liquider la moitié des emplois à Liège et Charleroi.

Il faut unir tous les sidérurgistes tant du nord que du sud du pays, comme ce fut le cas pour leur lutte commune pour le statut des sidérurgistes (prépension après 25 ans de carrière et avec embauche compensatoire). Le P.T.B. défend un programme clair d'union de toutes ces forces.

1. Non à toute fermeture totale ou partielle d'usine, maintien intégral des 23.000 emplois dans le secteur sidérurgique, maintien intégral des outils existants.

2. Ce n'est pas aux travailleurs de payer pour le maintien de leurs emplois ou pour l'embauche à leur

usine. Non à la réduction du temps de travail au détriment du salaire et la sécurité sociale. Oui, au 32h avec maintien du salaire direct et indirect, sans augmentation de la productivité et la flexibilité et avec embauche compensatoire de jeunes. Pas de normes de productivité dans les conventions. C'est aux seuls patrons des entreprises sidérurgiques de payer !

3. Constitution d'un fond à charge des actionnaires privés, qui se sont enrichis sur la sidérurgie pour compenser les entreprises déficitaires et financer le maintien des outils actuels. C'est à Albert Frère (B.B.L.) et Etienne Davignon (S.G.) de payer.

4. Nationalisation sans indemnisation de tous les grands actionnaires privés actuels de la sidérurgie belge et luxembourgeoise (La société générale, le groupe Bruxelles-Lambert, Cobepa, le groupe Frère, le groupe Boël, les familles Dessy et Germeau)

5. Seul le socialisme apporte une

solution durable aux problèmes d'emploi et de conditions de travail.

1. Fours électriques très flexibles qui remplacent les hauts fourneaux et aciéries traditionnels. 2. L'équivalent de 8.000 milliards de francs belges.

La fête aux Forges

Soirée d'animation sur les Forges de Clabecq, samedi 18 mai 1996 de 18 à 22 h.

- Film : "Les Forges de Clabecq"
- Spectacle : Claude Semal & Schieve Rimbaud, Madeleine Fabrice, Catasprof
Au théâtre du Gymnase, Bd Deryck 124, à Tubize
Organisé par la délégation FGTB des Forges.

Caterpillar : gagner 10.000 F de moins et produire plus ?

Antonio Cocciolo, délégué principal FGTB : «Ce plan ne passera pas !»

Le «contrat d'avenir» du gouvernement a été rejeté par la base syndicale. Qu'importe, la direction de Caterpillar en a fait une copie conforme, adaptée à l'entreprise. Elle lance une attaque sans précédent contre les acquis et les emplois, et veut faire passer la production de 7.500 machines à 12.500 par an.

Antonio Cocciolo, délégué principal FGTB, nous précise le contenu de ce plan.

Arthur Stilmant
et Michel Mommerency

Antonio Cocciolo. Caterpillar a décidé de mettre en application un plan quinquennal pour réaliser 1,8 milliard d'économie dont 360 millions à récupérer au niveau des acquis. Ainsi, les six jours de congés accordés dans le cadre de la réduction du temps de travail, ne seraient plus rémunérés. Les travailleurs auraient le choix : travailler ou prendre des congés sans solde. C'est choisir entre une augmentation du temps de travail ou une réduction du temps de travail avec perte de salaire. La grille salariale ne serait plus indexée; les augmentations de mérite ne seraient plus accordées pendant le temps de l'accord; les primes d'ancienneté seraient réduites à néant (un ouvrier qui a 25 ans dans l'entreprise et qui touche une prime de 25 F verrait son salaire diminué de 5 F pendant 5 ans). De plus, les nouveaux embauchés auraient une grille salariale diminuée de 12 % : un salaire aligné sur celui des concurrents. Leurs avantages extralégaux (prime de pause, congés etc...) seraient réduits de 50 %, non indexés et non révisables. Enfin, les stagiaires seraient embauchés avec un salaire à 90 % de la nouvelle grille et sans augmentation pendant la période de stage. La direction veut un accord et une paix sociale de 5 ans : une provocation.

La direction parle aussi d'investir ?

Antonio Cocciolo. Ce plan est parallèle à un investissement pour des machines "personnalisées" (production adaptée aux souhaits des clients, ndlr.). C'est du chantage à l'emploi : selon la direction, sans cet investissement, il y aura un surplus de 300 emplois. C'est la politique à la mode : Caterpillar est une entreprise en bonne santé, elle enregistre des bénéfices et il en faut toujours plus. Le directeur américain Mac Kie a révélé les bénéfices de la multinationale pour le premier trimestre 1996 : 9 milliards. C'est le deuxième meilleur résultat jamais réalisé par Caterpillar Gosselies, qui représente 8 % des bénéfices du groupe, toujours selon Mac Kie. Sa conclusion : il faut faire des sacrifices.

Qu'avez-vous décidé ? Est-ce en front commun ?

Antonio Cocciolo. La FGTB avait proposé 24 heures de grève pour le vendredi 10 mai, mais pour maintenir le front commun, nous nous sommes ralliés à la demi-journée de grève par pause, défendues par la CSC et la CGSLB. La semaine prochaine, l'usine ne travaille presque pas, mais les 21-22 et 23 mai, des assemblées sont prévues. Objectif : demander un mandat pour ne pas négocier, mais faire des actions; arrêts de secteurs, grève de 24 heures, grèves perlées, manifestations... Depuis plusieurs semaines, la FGTB maintient un préavis de grève, que nous n'avons jamais retiré.

Comment réagissent les tra-



Antonio Cocciolo : «Comme syndicalistes, nous devons avoir un discours clair. Les gens n'aiment pas l'ambiguïté. Le mécontentement n'est vraiment pas habituel, il est profond.»

vailleurs lors des assemblées ?

Antonio Cocciolo. Je répondrais par les propos d'un ouvrier : «On n'est pas dans une situation d'entreprise en difficulté. Quand ça va mal, il faut faire des sacrifices. Et quand ça va bien, ce n'est pas encore assez.» Ici, on voit le sens même du capitalisme. C'est le système même qui est mauvais. Dans le passé, nous avons déjà vécu deux restructurations avec une perte de 1.700 emplois. Pour la première fois, des gens de 40-45 ans s'expriment : «Je n'ai plus confiance dans l'avenir». Un autre m'a même dit : «Je n'en ai rien à foutre, s'il faut fermer, qu'on ferme. Mais on ne touchera pas à un seul des acquis pour lesquels on s'est battu pendant 30 ans, pour engraisser encore les actionnaires.»

Ce n'est pas un conflit pour du quantitatif, mais de deux classes

qui se battent : celle qui exploite et celle qui ressent la souffrance d'exploités. Beaucoup commencent à voir les rouages du système : le patron n'est pas là pour donner du travail, comme on le pensait auparavant, mais pour réaliser un maximum de profit. Comme syndicalistes, nous devons avoir un discours clair. Les gens n'aiment pas l'ambiguïté. Le mécontentement n'est vraiment pas habituel, il est profond.

«Tous les travailleurs comptent sur notre résistance»

Pour résister, quelle est votre alternative ?

Antonio Cocciolo. Quand on voit les bénéfices, l'alternative de la délégation est qu'on ne veut pas négocier un plan d'économie.

Nous voulons le maintien des acquis et des emplois. Le mandat que les travailleurs nous ont donné, c'est qu'il n'est pas question de négocier, même pas de se mettre autour de la table.

Dans combien d'entreprises n'y a-t-il pas eu des restrictions sur les salaires ou au niveau des acquis ? Voyez Clabecq. Ces sacrifices n'ont jamais garanti l'emploi. Si on accepte la spirale, alors c'est parti. La concurrence va faire la même chose et dans cinq ans il faudra renégocier un nouveau plan. Si cela éclate à Caterpillar, ce sera un phare pour beaucoup d'autres. Tous les travailleurs comptent sur notre résistance. Nous vivons une contradiction entre deux logiques. Notre alternative se trouve dans le rapport des forces. Avec le système du just-in-time, Caterpillar a besoin de faire tourner ses machines. Même avec 10 à 15 % de chômage, on peut faire pression.

Que représente l'ensemble de ces mesures pour les travailleurs ?

Antonio Cocciolo. C'est un plan graduel, échelonné sur 5 ans. A la fin du plan, chaque ouvrier et employé aura perdu une moyenne de 60.000 F de son revenu. Par contre, car il faut compter les charges, Caterpillar gagnera 100.000 F par personne employée. Cela représente 10 % de la masse salariale. Pendant 5 ans il n'y aurait ni cahier de revendication, ni négociation.

Dehaene va prendre des mesures antisociales avec la réforme de la Sécurité sociale, l'établissement du budget 97 et il faudrait accepter. Dans les faits, Caterpillar applique un des points importants du fameux "contrat d'avenir". Tout cela, ce n'est que l'aspect financier du plan. Mais le même plan veut aussi améliorer de 20 à 25 % les processus de production pour augmenter sérieusement la productivité. Ici, c'est l'emploi qui est en jeu. Je peux résumer tout le plan en disant qu'il s'agit de gagner moins et de produire beaucoup plus. Il est inacceptable. Il ne passera pas.

Le PDG de la Sabena, applaudi par les fascistes

Jan Huygebaert, "l'homme idéal" pour imposer l'austérité aux travailleurs

Lucien Materne

L'hebdomadaire fasciste 't Pallieterke, qui partage amplement les idées du Vlaams Blok, prend la défense de la nouvelle direction de la Sabena. Jan Huygebaert, le nouveau président du Conseil d'administration de la Sabena et président du holding Almanij (Kredietbank), est couvert d'éloges par l'hebdomadaire qui le considère comme l'homme idéal pour mener à bien la "pénible opération d'assainissement". Les

fascistes du *Pallieterke* prônent l'abandon total de la Sabena comme compagnie aérienne nationale et publique : «Si la Sabena veut survivre, ce ne sera possible que sous les ailes d'une ou de plusieurs autres compagnies aériennes» (1) Cela signifie qu'il faut donner libre jeu à Swissair. Huygebaert est l'homme qui devra "aplanir les conflits" et assurer la réussite du plan d'austérité. Ce commentaire du *Pallieterke* démontre comment les fascistes soutiennent les figures de proue du

capitalisme en Belgique. Dans le passé, Huygebaert a pleinement soutenu le plan Godfroid : suppression de l'indexation salariale, gel des augmentations barémiques, prolongation de la durée de travail, super-flexibilité.

Lors de sa nomination, après la démission de Godfroid, ce même Huygebaert a prononcé quelques phrases dont nous ne voulons pas priver nos lecteurs. A propos des sacrifices qu'il veut imposer de manière astucieuse aux travailleurs de la Sabena, il déclarait :

«Il est question de sacrifices qui pèsent très lourd. Si on me dit qu'on m'enlève 12.000 francs par an, c'est même négligeable. Mais pour quelqu'un qui a 50.000 F par mois, 12.000 F, c'est autre chose. Il faut le demander avec respect et avec une perspective.» (2) Il compare également les ouvriers à... des chevaux : «Il faut réfléchir sur les propositions que nous allons transmettre aux syndicats. Nous allons faire un grand effort d'imagination. (...) Quand un cheval refuse l'obstacle, il recule.

Les cavaliers qui réessaient de suite se heurtent en général à un nouveau refus. Il vaut mieux d'abord calmer son cheval. Ce sera dur : il n'y a pas de plan d'assainissement sans sacrifices.» (2) Pour un grand capitaliste et pour un fasciste, l'ouvrier n'est qu'une bête de somme qu'il s'agit de faire peiner et qu'il faut calmer par un sucre quand il se rebiffe.

1. 't Pallieterke, 6 mars 1996. 2. La Libre Belgique, 5 mars 1996.

La longue marche des mensonges

Pourquoi Amnesty International s'acharne-t-elle contre la Chine ?

Amnesty International se lance à nouveau dans l'attaque contre le socialisme en Chine. Pendant des mois, l'opinion sera soumise au matraquage médiatique d'une campagne qui a reçu le titre cynique "la longue marche". Quelques remarques sur le document central : "Personne n'est à l'abri".

Paul Crispin

Le titre de la brochure d'Amnesty est à prendre au sens littéral : personne ne serait en sécurité en Chine. Un milliard cent mille Chinois seraient soumis à la plus grande dictature du monde. Le moindre différend avec le parti suffirait pour se retrouver en prison, subir des tortures, etc. Mais Amnesty International n'est nullement en mesure de prouver ses accusations. Prenons l'affaire Bao Tong, Amnesty prétend que sa condamnation à sept ans de prison est uniquement basée sur une conversation privée et sur le fait d'avoir fait circuler un rapport d'une réunion (p.18). Or Bao Tong a été inculpé de faits bien plus graves. En 1986 déjà, lorsqu'il était le collaborateur le plus proche de Zhao Ziyang (1), il avait donné à George Soros, spéculateur et milliardaire américain d'origine hongroise, l'autorisation de créer à Beijing un "fonds pour la réforme et l'ouverture de la Chine". Ce fonds était destiné à financer des réseaux subversifs anticommunistes. Il avait ainsi fourni de l'argent de Soros à Chen Ziming, agitateur anticommuniste professionnel connu depuis 1976, condamné en 1989 pour son rôle dans la révolte contre-révolutionnaire de Tienanmen. (2) Des responsables importants de cette révolte qui, en mai et juin 1989, chantaient encore l'Internationale pour tromper le monde, ont pu se réfugier aux Etats-Unis où ils oeuvrent ouvertement pour la restauration violente du capitalisme en Chine. Leurs organisations, telle que la "Fédération pour la démocratie en Chine" bénéficient d'un soutien financier considérable d'entreprises américaines et taïwanaises et même d'aides publiques. Quant à Bao Tong, il était secrétaire du Bureau politique à l'époque de Tienanmen. Il a rédigé le discours du 4 mai dans lequel Zhao Ziyang promettait des concessions aux révoltés. C'est lui aussi qui a diffusé l'information sur la chute de son patron et sur l'instauration imminente de la loi martiale. (3) Tout le monde savait ainsi que ces mesures conduiraient à l'intervention de l'armée et cette information a permis aux dirigeants de la révolte de préparer une résistance immédiate.

Bao Tong a donc accordé un soutien tactique vital avant et pendant la révolte de Tienanmen à



4 juin 1989. L'Armée Populaire chinoise nettoie la place Tienanmen, après l'évacuation. La répression de la contre-révolution a fait un peu plus de 300 morts. Amnesty n'a jamais publié les véritables chiffres et continue chaque année à "commémorer" les "milliers de morts".

des groupes qui voulaient renverser le socialisme par la violence. Avant 1989, Bao Tong défendait le "toutingdu", la glasnost chinoise. Mais d'autres cadres du parti qui ont défendu des thèses encore plus favorables au capitalisme, n'ont pas été emprisonnés et occupent toujours de très hauts postes. (4) Cela démontre que les autorités chinoises s'en tiennent à leur principe selon lequel «le fait d'avoir des idées divergentes n'est pas punissable, tant qu'on ne commette pas des actes qui menacent la sécurité de l'État». Selon ces mêmes principes, «les

délits contre-révolutionnaires, sont des actes commis dans l'intention de renverser le pouvoir de l'État». (5) Observons enfin que ce Bao Tong a tout de même le droit depuis sa prison de jouer le rôle de "rapporteur et conseiller" pour une organisation telle que Human Rights Watch-Asia, spécialisée dans les campagnes de mensonges contre la Chine (Solidaire, 10 avril 1996). Bien des gens sont impressionnés par la propagande d'Amnesty International. Nous avons intérêt à réfléchir à deux choses fondamentales. D'abord, Amnesty se base sur des

informations totalement incontrôlables. Ensuite, ses analyses sont basées sur un parti pris politique.

Informations non fiables

Dans les textes d'Amnesty, des formules comme «Nous sommes convaincus», «On nous a signalé»... foisonnent. A la page 42 de sa brochure, Amnesty reconnaît : «L'information sur les paysans chinois privés des droits de l'homme les plus élémentaires sont extrêmement rares». Ce qui est expliqué un peu plus loin par l'affirmation aussi brève que non fondée : «Le gouvernement chinois a érigé un mur de silence...» (p.77). Amnesty se contente des affirmations de ses "informateurs" du genre Bao Tong. L'organisation se réfère aussi de manière systématique à de prétendus propos du gouvernement chinois et à des chiffres totalement arbitraires pour fonder ses accusations scandaleuses. Un exemple : «Les autorités chinoises ne publient pas de statistiques sur la peine de mort qu'elles considèrent comme un secret d'État». (p.85) Un peu plus loin, Amnesty affirme néanmoins avec la plus grande certitude qu'il y a eu au moins 2.050 exécutions en 1994. «Ces chiffres sont basés sur un nombre réduit de rapports publiés et on estime qu'ils ne constituent qu'une fraction du nombre réel des exécutions». Quels sont donc les méthodes de calcul utilisés par Amnesty pour traiter les informations réduites dont elle prétend disposer ? Sur quelle base affirme-t-elle qu'il y a eu encore plus d'exécutions ? Pourquoi estime-t-elle qu'en 1994 le nombre des exécutions a augmenté

de 31 % par rapport à 1993 ? (6) Questions sans réponse.

Lors des événements de Tienanmen, Amnesty a repris sans broncher toutes les informations mensongères diffusées par les grandes agences de presse faisant état de "milliers de morts", d'"étudiants écrasés par les chars dans leurs petites tentes de fortune", d'"incinérations clandestines massives de cadavres". Par la suite, des journalistes occidentaux renommés ont reconnu qu'il s'agissait de mensonges ou d'exagérations grossières. (7) Amnesty n'a jamais émis de rectification et a continué à "commémorer" chaque année le "massacre de Tienanmen".

Par ailleurs, Amnesty International ne craint nullement de collaborer ouvertement avec des groupes anticommunistes d'extrême droite. En 1989, Amnesty a créé un front en Belgique avec le lobby d'extrême droite taïwanais autour de Bernard Henry. (8) Il y a quelques mois, Cao Chongguo, le président de la "Fédération pour la démocratie en Chine" a pris la parole lors d'une conférence de presse à Paris où un rapport d'Amnesty International était présenté. (9)

1. Zhao Zhiang était secrétaire général du PCC et a été démis de sa fonction après Tienanmen 2. Black Hands of Beijing, 1993, Black et Munro, p.131. 3. Ibidem, p. 189-191. 4. Ibidem, p.334. 5. "Progrès de la cause des droits de l'homme en Chine", Beijing 1995, p.16. 6. 32ème rapport d'Amnesty International, Londres, 1994. 7. Correspondant de la BBC, James Miles, à Beijing le 4 juin 1989; New York Times 12, 13 et 21 juin 1989; De Tijd, 6 octobre 1989; Voir également Ludo Martens, De Tienanmen à Timisoara, 1994 et Henri Alleg, Le Siècle du Dragon, 1994. 8. Solidaire, 18 octobre 1989. 9. Le Monde, 15 mars 1996.

Il y a droits de l'homme et droits de l'homme

Sous prétexte des droits de l'homme, Amnesty diffuse une idéologie dirigée contre le socialisme. La direction d'Amnesty nie que les conditions matérielles peuvent jouer un rôle dans l'évolution des droits de l'homme. L'organisation s'oppose au fait que la Chine, pays du tiers monde, accorde la priorité aux droits économiques et collectifs (alimentation, santé, enseignement). Elle reproche aux communistes chinois d'«établir une hiérarchie dans les droits de l'homme» (p.102). Mais en même temps, Amnesty s'accorde bien le droit de réduire «les droits de l'homme fondamentaux» aux «droits politiques individuels» (page d'intérieur de la brochure "No one is safe"). Amnesty parle de «violation des droits de l'homme» lorsqu'un Etat socialiste veut se protéger

contre une contre-révolution. En réalité, les droits de l'homme servent de prétexte à la direction d'Amnesty pour donner un soutien moral et politique à des anticommunistes qui bénéficient déjà du soutien financier et militaire des Etats-Unis ou de l'Europe. Dès qu'ils arrivent au pouvoir, les bénéficiaires réinstaureront le capitalisme. Depuis que cette contre-révolution a eu lieu en Russie, le parlement russe a été bombardé, la production industrielle s'est effondrée et un million sept cent mille personnes sont mortes victimes de la pauvreté croissante, de la criminalité et de la guerre. La direction d'Amnesty se garde bien de mener des campagnes sur ce thème, car il ne s'agit pas de violations «des droits de l'homme fondamentaux» tels qu'elle les définit.

Apprenez une science dangereuse

École du Tiers Monde sur l'impérialisme, le 8 juin

L'économie marxiste est une science dangereuse. Du moins pour les impérialistes. C'est précisément pour cette raison que la Ligue Anti-Impérialiste organise le 8 juin une journée de formation, pour tous les militants tiersmondistes, sur le thème : "Impérialisme, exploitation du travail à l'échelle mondiale".

Dirk Van Duppen

L'économie marxiste fait prendre conscience au militant tiersmondiste que l'exploitation du tiers monde est la cause principale du sous-développement. Que les groupes financiers et industriels d'ici en sont responsables. Que le capitalisme est un système criminel et inhumain. Qu'il faut être anticapitaliste et anti-impérialiste. L'économie marxiste réfute scientifiquement les illusions social-démocrates qui soutiennent que des réformes pourraient réformer le capitalisme pas à pas.

Le marxisme est donc hyperdangereux pour ceux qui veulent maintenir l'exploitation. C'est pourquoi les concepts marxistes sont passés sous silence ou sont tabous. Raison de plus pour découvrir la science marxiste.

A l'École du Tiers Monde que la Ligue Anti-Impérialiste organise en collaboration avec les groupes Philippines, le 8 juin, nous rechercherons la base du système impérialiste mondial. Qu'est-ce que l'impérialisme et comment est-il né ? Nous parcourrons l'histoire depuis le début de la colonisation au 16ème siècle. Nous analyserons les relations économiques entre le Nord et le Sud. Comment l'impérialisme comme système organise l'exploitation du travail à l'échelle mondiale et quels mécanismes économiques il

utilise à cet effet.

Dans une seconde partie, nous élaborerons, en petits groupes, avec la participation active des participants, une analyse critique des principales conceptions qui dominent aujourd'hui dans le monde de la coopération au développement. Les participants ont le choix entre : 1) la confrontation de l'analyse économique marxiste avec les idées de Petrella, qui a beaucoup d'audience dans les organisations non gouvernementales et les milieux syndicaux; 2) la position de la note sur l'Afrique du ministre Derycke qui dit qu'aujourd'hui le "continent noir" n'est plus exploité mais exclu; 3) le chapitre "Construction de la paix dans les zones de conflit" de la note de politique générale du secrétaire d'Etat Moreels.

Dans une troisième partie, nous illustrerons ces analyses par des exemples concrets des Philippines, de l'ex-Yougoslavie, du Rwanda.

Il y en a pour tout le monde

L'École du Tiers monde se déroule à deux niveaux.

• Pour les participants qui ne sont pas encore familiarisés à la problématique. On travaille sur base du premier chapitre du livre "ONG, missionnaires de la nouvelle colonisation ?". Pour participer à cette formation,



Découvrez les causes du sous-développement. Des cadres politiques (Zaire, Haïti, Gabon, Ethiopie...) donneront cours à l'École Tiers Monde.

aucune préparation spéciale n'est nécessaire.

• Pour les participants qui veulent étudier des extraits du livre de Lénine "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme". Cet ouvrage fait comprendre les fondements et l'histoire de l'impérialisme. Sur cette base, on peut acquérir la capacité d'analyser les intérêts et les rapports de force interna-

tionaux actuels.

Les intéressés reçoivent après inscription des copies (une quarantaine de pages) des principaux extraits du livre de Lénine, avec questions et bases de discussion. Des cadres politiques venant du Zaire, d'Haïti, du Gabon, des Philippines nous assisteront lors de cette formation et de ces discussions.

Manu Ruys : l'approche marxiste est un scandale

En 1984, la Chambre des représentants a été la scène d'une fameuse querelle à propos de la campagne Zaïre menée par le Centre national pour la coopération au développement NCOS (pendant flamand du CNCND). A l'occasion de l'opération 11.11.11., Manu Ruys écrivait dans le journal De Standaard (22 novembre 1984) un éditorial accusateur. Ce porte-parole de la grande bourgeoisie flamande ne reprochait pas tellement à l'ONG de faire de la politique. Il était préoccupé que des idées économiques marxistes puissent entrer dans le mouvement tiersmondiste. «Lorsque le NCOS dénonce l'économie de marché en tant que telle — y compris son fonction-

nement dans le monde libre — il franchit un seuil et rejette un système qui fournit à notre société les moyens de financer la coopération au développement. Soit l'opération 11.11.11. maintient son but initial — l'aide sociale aux pays les plus pauvres — ce qui n'exclut nullement une approche politique du dossier. Soit il opte explicitement pour une approche idéologique marxiste, en finançant même éventuellement des activités terroristes de mouvements militaires de libération»

Une telle haine du marxisme dans la bouche d'un éminent porte-parole du capitalisme flamand, ne nous incite-t-elle pas à étudier à fond le marxisme ?

AGENDA

Anvers

Samedi 1 juin, à partir de 12 h

Fête "Médecine pour le Peuple 25 ans".

13 h : Foot dans le parc. 14 h : Fête pour enfants.

14 h 30 : "Sécurité sociale et soins de santé : encore assurés en l'an 2000 ?" Débat syndical avec Marcel Savoye, secrétaire national CSC, un responsable FGFB, Frans Van Acoleyen, président de Médecine pour le Peuple, Jan Huys, BRT, modérateur.

16 h : Fanfare. 17 h : petite restauration. 19 h 30 : la Montgolfière de la "médecine gratuite".

20 h 30 : "Une médecine gratuite : encore nécessaire ?" Débat.

22 h : Bal populaire Kris Merckx. Orchestre "The Topsy".

Charleroi, Liège, Namur

"Hommage au roi, à la patrie et à la colonie". Les pages noires d'un parti rose, 2ème partie.

Charleroi, jeudi 23 mai, 19 h 30. Maison de la Laïcité, Rue de France 31. Org. : INEM. Renseignements : 071/30 37 81.

Liège, vendredi 17 mai, 19 h 30. Ecoute Voir, Place E. Dupont. Org. : INEM. Renseignements : 041/43 97 00.

Namur, mercredi 22 mai, 19 h 30. Maison du Travail, salle 7. Entrée 8 rue du Lombard.

Annnonce publicitaire

Au Centre International
Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles 02/5137941

15 mai, à 19 h. Entrée libre.

Ouverture de l'exposition au Café International LO des oeuvres du jeune peintre marocain Ali BEHARABA

18 mai, à 18 h. En français. Entrée libre..

Apéritif Poétique
Commémoration du 125ème anniversaire de la Commune de Paris. Lecture-spectacle, avec chants et dias, sur le poème de Barbara Y. FLAMAND: 'Poème dramatique pour une commune en sursis' Avec la participation de Michèle CHOPARD, Irène DENEUVILLE, Nicola DONATO et Barbara Y. FLAMAND. Régie: Frans De MAEGD.

18 mai, de 19h30 à 21 h.

Atelier - Zchapo ('Chanteurs pour le peuple') Informations: 03/281.46.70.

Du 21 mai au 29 juin. Entrée libre.

EXPOSITION DE TRAVAIL
L'art du montage de John Heartfield
Réalisé par le GROUPE DE TRAVAIL DES ARTISTES PLASTICIENS (FENÊTRES-CIC) du Centre International.

24 mai, à 20 h. En français 90 F.

'Les otages de l'attente'
Film documentaire sur le Liban - 50 min., réalisé fin décembre 1993 par Jean CHAMOUN

25 mai, à 18 h. En bruxellois. Entrée libre.

Apéritif Poétique
Poésie bruxelloise
Avec Manu VAN de VELDE et Emile KESTEMAN.
Poésie des poètes bruxellois: COUROUBLE, FONSON, COCOLULU, Roger KERVYN.
Musique: André (accordéon).

Je veux apprendre le marxisme

L'École du Tiers Monde "Impérialisme, exploitation du travail à l'échelle mondiale" se tient le samedi 8 juin de 10 à 18 heures dans la salle De Kriekelaar, rue Galait 76, 1210 Bruxelles. Participation aux frais : 100 F. Utilisez ce bon pour vous inscrire.

Nom et prénom :

Adresse :

Code postal et commune :

Téléphone : Age :

Profession/école/université :

Je veux participer à l'École du Tiers Monde. Envoyez-moi les formulaires d'inscription.

Je veux plus d'information sur l'École du Tiers Monde

Envoyez ce bon à la Ligue Anti-Impérialiste, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles. Pour plus d'informations contactez la LAI au 02/513.53.86.

Vous avez dit démocratie indienne ?

L'alternative communiste se dessine malgré la répression

Lors des dernières élections parlementaires en Inde, les trois candidats principaux ne semblaient pas représenter les intérêts de la masse des électeurs indiens. En fait, une partie de l'électorat sous l'influence du parti communiste, connu sous le nom du mouvement des "naxalites", a boycotté les élections.

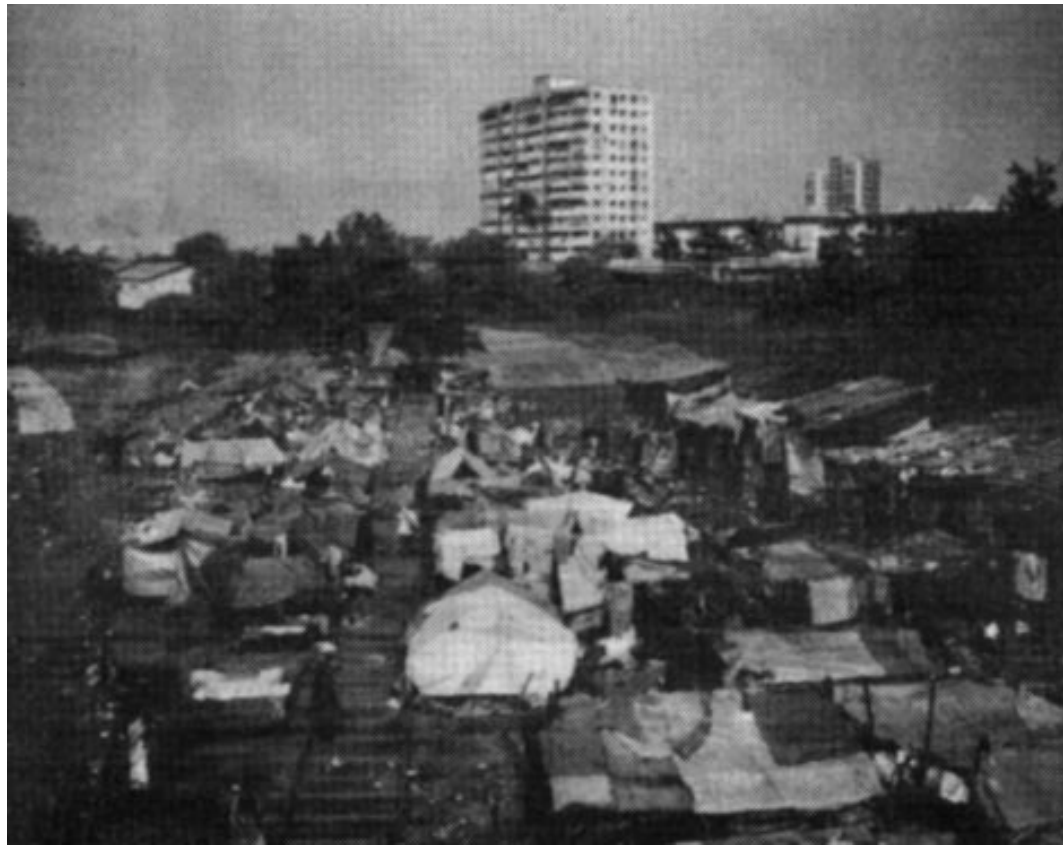
Vivek Sharma (*)

Au cours de ces 49 années de prétendue indépendance, le peuple a vu ses conditions de vie se détériorer, alors qu'une poignée de sociétés d'affaires et de ministres ont empoché des milliards de roupies.

Le Parti du Congrès, au pouvoir jusqu'à la semaine dernière, a été décimé par ses luttes intestines. Corruption, cupidité, abus en tous genres, ont atteint des proportions gigantesques au sein de ce parti. Les toutes récentes révélations du scandale "Havala", portant sur des milliards de roupies, ont provoqué la démission de six ministres du gouvernement central et d'un certain nombre d'autres politiciens et de fonctionnaires importants.

Le principal candidat au pouvoir est le parti fondamentaliste hindou, de droite, le BJP (Bharatiya Janata Party). Son leader, Advani, a été également impliqué dans le scandale "Havala". Bien que ses lignes de conduite soient similaires à celles du Parti du Congrès, le BJP s'est présenté nanti d'un programme anti-corruption et affichant des tendances fondamentalistes hindoues fortement teintées d'anti-islamisme et de racisme.

Le deuxième rival du Parti du Congrès est le cartel "National Front - Left Front" (NF-LF : Front National - Front de Gauche), un conglomerat de partis régionaux, parmi lesquels le Janata Dal, le Parti Communiste de l'Inde (Marxiste). Les thèmes majeurs de ce cartel sont la justice sociale, la laïcisation et le refus de la libéralisation de l'économie. Mais la plupart de ses slogans sonnent faux aux oreilles des gens, vu que nombre de ces partis exercent le pouvoir dans un certain nombre d'Etats, et qu'ils ont appliqué en gros les mêmes



30 % seulement de la population des villes et un seul % de la population rurale bénéficient d'un système de distribution d'eau courante. Sur la photo, un bidonville à Bombay.

lignes de conduite que le Parti du Congrès. Selon les derniers décomptes sur un peu moins de 400 des 545 sièges à la première chambre du parlement, le Parti du Congrès n'obtiendrait que 130 à 140 sièges, contre 140 à 150 pour le NF-LF et 175 à 180 pour le BJP. Aucun parti n'approche donc la majorité. On peut s'attendre à l'une ou l'autre forme de coalition. Quelle que soit la forme du futur gouvernement, la tendance actuelle à une libéralisation économique mâtinée de quelques doses de chauvinisme va vraisemblablement se maintenir.

Une voie vers le changement : les communistes révolutionnaires

Ce sont les communistes révolutionnaires, ou "naxalites", qui présentent une véritable voie vers le changement. Ils soutiennent que toute la stratégie du développement économique doit être modifiée. Ils exigent l'extension du marché intérieur en augmentant le pouvoir d'achat des masses frappées par la pauvreté. Le vaste marché ainsi généré peut servir de base à l'industrialisation de ce pays. Mais pour réaliser cela, il y a une nécessité préalable : supprimer la grande propriété foncière dans les campagnes, procéder à une redistribution des terres sur la base de "la terre à ceux qui la travaillent" et, ainsi relever le niveau de vie de la paysannerie pauvre. De plus aujourd'hui, 50 % des rentrées servent à payer les

intérêts de la dette, 20 autres % sont engloutis dans la défense, 5 % encore vont à la police; et finalement, il reste environ 5 % pour que les ministres, les hauts fonctionnaires et leurs pique-assiettes puissent maintenir leur style de vie élitiste. Le développement a-t-il le moindre chance, avec un gaspillage aussi astronomique ?

On ne peut qu'annuler la dette extérieure et confisquer tous les capitaux des multinationales étrangères et de leurs collaborateurs indiens. Les sommes immenses ainsi libérées pourraient être réservées au développement économique. Les naxalites soutiennent que ce n'est qu'en franchissant ces deux étapes que l'Inde pourra sortir de sa pauvreté actuelle et prendre la direction d'un réel développement.

Une répression sans merci, une résistance sans relâche

Le gouvernement indien n'a pas l'intention de tolérer la moindre force organisée parmi les masses. Le meilleur exemple de cette intolérance fut l'assassinat brutal du très populaire leader syndicaliste Shankar Guha Niyogi, en septembre 1991. Niyogi avait derrière lui plus de deux cent mille ouvriers des mines de Chattisgarh et de la zone industrielle de Bhilai. Bien qu'il était partisan de méthodes de lutte pacifiques et légales, il n'a pas été épargné. Niyogi a été abattu pendant son sommeil, la nuit du 28 septembre 1991. Lorsque les naxalites ont fait

connaître leur programme à la fin des années 60, le gouvernement a déclenché une répression incroyable. Plus de 10.000 personnes ont été tuées, les instances de direction décimées et des milliers d'autres personnes jetées en prison et sévèrement torturées.

Après ce massacre, il lui a fallu presque dix années pour se reconstituer. En 1980, le Parti Communiste de l'Inde (marxiste-léniniste)-Guerre du Peuple a été constitué et est devenu l'un des pôles majeurs de ralliement des communistes révolutionnaires. Une nouvelle fois, le gouvernement a déclenché une répression énorme. Ces seize dernières années, 900 militants et sympathisants du Parti ont été tués, parmi lesquels de nombreux dirigeants.

Malgré tout cela, le Parti a pu se développer et faire progresser la lutte armée dans la totalité des forêts de l'Inde centrale. Aujourd'hui, le Parti assume un gouvernement parallèle dans ces mêmes forêts, qui couvrent une population de 20 millions d'habitants. En outre, dans trois autres régions de l'Andhra Pradesh, représentant une population de 40 millions d'habitants, le Parti prépare une zone de guérilla et sera bientôt en mesure d'exercer un pouvoir politique parallèle. Après un trou d'un quart de siècle, le Parti a pu organiser sa première Conférence Spéciale pour toute l'Inde, et élire un Comité Central représentant 7 Etats de l'Inde.

(*) Vivek Sharma est professeur d'économie à l'université de New Delhi.

Un électorat sans illusions

L'Inde est un pays immense avec une population de 945 millions d'habitants. C'est également l'un des pays les plus pauvres de la planète, avec un revenu par habitant inférieur à celui de la plupart des pays d'Afrique et d'Amérique latine. Plus de 40 % de la population, soit 380 millions de gens, vivent en-dessous du seuil de pauvreté. La moitié de la population, soit 470 millions d'habitants, est illettrée. 30 % seulement de la population des villes et un seul % de la population rurale bénéficient d'un système de distribution d'eau courante. Il y a plus de 100 millions de sans-emploi. Des maladies telles que la malaria et la tuberculose sévissent en permanence et tuent chaque année des milliers de personnes.

Les riches plus riches

L'avenir ne semble donc guère brillant pour la majorité des Indiens. Entre-temps les masses indiennes s'aperçoivent qu'en une seule année à peine (1994-1995) les 1.000 compagnies les plus performantes ont augmenté leurs ventes de 30 % et leurs profits bruts de 46 %. Pendant le même temps, les salaires versés aux travailleurs ont chuté de 7,2 % à 6,7 % du chiffre des ventes. Dans la période de 1991 à 1994, l'index général des prix des produits de consommation courante (céréales, légumineuses, etc.) a augmenté de 74 %. D'autre part, la taux réel des charges douanières a été réduit de 51 % en 1989-1990 à 31 % en 1993-1994. Cela s'est traduit par l'octroi de milliards de dollars de facilités aux multinationales qui exportent vers notre pays.

Répression systématique

Aucun des partis politiques ne parle de modifier l'orientation des lignes de conduite actuelles en matière d'économie. Tous les dirigeants adoptent une ligne à deux voies : d'abord, diviser la population en attisant le chauvinisme et, plus spécifiquement, le fondamentalisme hindou. Ensuite, déclencher une répression impitoyable contre les travailleurs et les paysans, particulièrement contre ceux qui s'organisent pour réclamer leurs droits. Cette politique double de communalisme d'une part et de répression d'autre part est le résultat obligé des choix économiques mentionnés plus haut.

Elections bidons

Ces élections n'influenceront en aucune façon sur la vie des masses, elles ne feront que désigner les groupes de pression économiques et financiers qui pourront se rapprocher des rênes du pouvoir. Pouvoir de l'argent, alcool, pots-de-vin, magouilles, rapt d'enfants, meurtres, etc. : toutes cela fait partie du jeu électoral. Aussi, dans certaines régions du pays comme le Cachemire, le Pendjab, l'Andhra Pradesh, le Nagaland et d'autres, les gens vont voter sous la menace des fusils. Voilà ce que cache ce gouvernement de l'Inde, réputée la plus importante démocratie au monde !



Mille matraques n'arrêteront pas notre résistance

Meeting combatif des jeunes contre la répression policière

Consternation, indignation, colère. Quelque deux cents personnes ont écouté, le 1er mai, les témoignages sur la répression policière. Une salle surchauffée attendait les récits des invités français Sardenne, Norreddine et Saïd.

Danny Goderis

Ward, Daniel, Jamal, Christophe et Germain ont expliqué comment ils ont fait l'expérience de la matraque... et de la justice, comme beaucoup d'autres jeunes. Une série d'inculpations ont été échaudées contre Jamal, Germain et Ward pour les intimider. En application de la procédure accélérée, ils devront comparaître respectivement devant le juge à Liège les 6, 13 et 20 mai. Soyez nombreux à les soutenir !

Marianne de Rebelle tire les leçons. «Non, il ne s'agit nullement de quelques flics véreux ou de bavures isolées. La matraque, les média-mensonges et les procès constituent une stratégie globale visant à briser le mouvement dans l'enseignement. Les dirigeants du mouvement sont visés. Et les jeunes immigrés sont particulièrement la cible de la répression. Ils sont plus faibles, étant privés de droits. En outre, les méthodes répressives engagées aujourd'hui contre les jeunes ont été testées depuis bien longtemps dans les quartiers populaires où vivent de nombreux immigrés. Ils sont davantage opprimés parce qu'ils n'ont pas des droits égaux. Le 28 novembre, la gendarmerie a réprimé brutalement la manifestation des enseignants à Liège. Afin de

s'entraîner, septante gendarmes venus de Bruxelles ont effectué la veille une rafle bestiale à la recherche d'illégaux dans le quartier liégeois de la Cathédrale. Ils ont fait irruption dans les cafés et contrôlé des centaines de personnes. Ils en ont arrêté quinze dont les papiers n'étaient pas en règle.»

But de la lutte pour les droits égaux : l'unité de la classe ouvrière

Après les témoignages, la parole aux invités de France : Saïd Bouamama, auteur de "Dix ans de marche des Beurs", Norreddine Iznasni, "Comité contre la double peine" et Sardenne Sadgui, organisation Agora de Lyon.

Saïd Bouamama. La violence croissante et la répression policière ne sont pas un phénomène spécifiquement français ou belge. Depuis la chute du mur de Berlin en 1989, une démolition rapide de tous les acquis démocratiques s'accélère dans tous les pays européens. Il s'agit d'une phase nouvelle. Le tiers monde est recolonisé. La misère n'a jamais été si profonde. Des maladies caractéristiques de la pauvreté, comme la tuberculose, refont surface massivement. Mais la disparition de l'Union soviétique



Saïd Bouamama : «Je ne veux pas qu'un syndicaliste français me dise : "Je suis solidaire.". Je veux qu'il me dise : "Je me bats avec toi pour les droits égaux. Il faut que toi tu te battes avec moi contre les mesures d'austérité".»

est aussi un désastre pour les travailleurs d'Europe occidentale. Dans ces pays, les gouvernants nourrissent à nouveau l'espoir de reprendre à la classe ouvrière tous les droits acquis par la lutte. La Sécu et les droits démocratiques sont démantelés partout.

La politique de crise de la bourgeoisie s'articule autour de quatre grands axes. D'abord, elle exerce la terreur contre les militants, contre tous ceux qui osent hausser le ton. Le gouvernement français a tiré les leçons de la grève des cheminots de décembre 1995. L'une, c'est une répression ciblée contre les militants qui portent le mouvement. Une vieille tactique consiste aussi à frapper les vulnérables. Ainsi, le gouvernement français veut ramener la carte de séjour des Algériens de dix ans à un an. Le but est de créer un climat d'angoisse parmi cette partie des travailleurs : "Si vous participez à des manifestations ou des grèves, votre permis de séjour ne sera pas prolongé". Nous devons nous opposer à toutes les formes de répression, qu'elle frappe des syndicalistes ou des jeunes immigrés. Nous devons nous unir et sortir les victimes de la répression de leur isolement, les rassembler et nous battre.

Deuxièmement, la bourgeoisie tente de détourner l'attention de l'exploitation et des causes véritables de la crise économique, en désignant les immigrés, les réfugiés, "les autres" comme boucs émissaires.

Troisièmement, la bourgeoisie fait

tout pour diviser le peuple. Il est beaucoup plus facile d'écraser une grève d'usine si elle ne bénéficie pas du soutien de la population et des travailleurs des autres entreprises et secteurs. On monte les usagers du train contre les cheminots en grève, les vieux contre les jeunes... Pour briser un mouvement, il faut d'abord l'isoler. Cela s'applique également à la lutte des immigrés pour leurs droits.

«La plus grande farce c'est la justice»

Nous, immigrés, devons nous rendre compte que nous battre tout seuls signifie la défaite. Je ne veux pas qu'un syndicaliste français me dise : "Saïd, je suis solidaire de ta lutte pour les droits égaux.". Il ne s'agit pas de solidarité antiraciste mais de l'unité dans un même combat. Je veux que ce syndicaliste me dise : "Saïd, je me bats avec toi pour les droits égaux. Il faut que toi tu te battes avec moi contre les mesures d'austérité." La lutte pour les droits égaux est une lutte pour l'unité de la classe ouvrière. C'est une lutte pour améliorer les rapports de force en faveur des travailleurs en lutte pour une autre société. Chaque militant doit poser la revendication de l'égalité des droits avec beaucoup plus de vigueur. A présent, nous sommes toujours sur la défensive. Nous nous défendons contre telle discrimination, contre tel cas de violence policière. Bien sûr, il faut

se défendre, mais nous ne pourrions passer à l'offensive qu'en avançant une revendication politique globale qui peut unifier tous les travailleurs.

Quatrièmement, la bourgeoisie s'attaque d'abord aux droits d'une minorité, pour s'attaquer ensuite à tout le monde. A chaque atteinte aux droits des immigrés, on peut être sûr que, quelques années plus tard, ces droits seront supprimés pour tous les travailleurs français. Un exemple : les procédures judiciaires accélérées. D'abord utilisées contre les jeunes immigrés, les "casseurs", elles s'appliquent à présent aux militants français. La même chose vaut pour les droits sociaux. Le parlement français a décidé récemment de supprimer l'aide médicale aux habitants qui résident en France depuis moins de cinq ans. Quel groupe vulnérable sera la cible prochaine dans quelques années ? Le comble, c'est qu'à cette même séance, les parlementaires ont décidé d'accorder des soins vétérinaires gratuits aux animaux des asiles.

Norreddine Iznasni et Sardenne Sadgui. Le gouvernement nous dit qu'on assiste à une invasion d'étrangers, que les problèmes proviennent des étrangers. Mais ils oublient qu'il y a cent ans, la France a envahi l'Afrique et l'a pillée complètement. Ils oublient que la France dispose toujours d'une armée coloniale pour défendre "ses intérêts". Ne me parlez pas du droit du sang. Lorsqu'il s'agissait de mourir pour la France comme soldat pendant la Seconde Guerre mondiale ou plus tard en Indochine, le droit du sang ne s'appliquait plus. Mais aujourd'hui, pour voter ou pour vivre et travailler normalement, il faut avoir le sang français.

La plus grande farce en France, c'est la justice. Un procès équitable, ça n'existe pas. Un jeune des banlieues victime de la violence policière ne bénéficie jamais d'un procès équitable. Les flics déclarent toujours la même chose en invoquant la légitime défense, même si le jeune a reçu une balle dans le dos... Si le jeune a commis une infraction ou s'il s'est défendu contre les flics, sa cause est perdue d'avance. Les juges ne connaissent la notion de légitime défense que lorsqu'il s'agit des flics. Notre organisation veut donner une voix à ces jeunes. Car il y a deux versions : celle des jeunes et celle des flics, du gouvernement et des journalistes payés pour dénoncer les jeunes. Nous aidons les jeunes en leur fournissant un avocat et un soutien financier. Nous organisons les victimes de la répression. Une victime isolée sera écrasée par le gouvernement, mais les victimes réunies et soutenues par les habitants des quartiers feront trembler le gouvernement. Nous publions tous les cas, menons des actions et brisons le boycott médiatique.



Norreddine Iznasni : «La plus grande farce en France, c'est la justice. Un procès équitable, ça n'existe pas. Un jeune des banlieues victime de la violence policière ne bénéficie jamais d'un procès équitable.»

Provocation de Grafé : minerval de 24.000 F !

L'autonomie : mot pour mot la même catastrophe qu'en Flandre

Les deux projets de décrets déposés en pleine lutte sociale par le ministre PSC de l'enseignement supérieur francophone, Jean-Pierre Grafé, sont une véritable provocation. Ils visent l'octroi de l'autonomie aux hautes écoles, l'augmentation du minerval et la poursuite déjà entamée du démantèlement du statut des enseignants.

Peter Mertens

«Il est évident que Jean-Pierre Grafé s'est largement inspiré du décret de son collègue flamand Luc Vanden Bossche», écrit *La Wallonie* (1).

Ce n'est nullement exagéré : mot par mot la même catastrophe. Nous comparons en six points les conséquences de ces décrets à la situation de l'enseignement supérieur néerlandophone.

1. Budget fixe de 10 milliards et concurrence entre les écoles

Le budget global de l'enseignement supérieur est plafonné à 10 milliards qui ne sont pas indexés et ne tiennent pas compte de la croissance annuelle du nombre des étudiants !

Chaque haute école reçoit sa part du gâteau. Trois quarts constituent un "montant fixe", un quart dépend du nombre des étudiants (à partir de 1999, le rapport sera de 50/50).

Cela signifie que les écoles devront déclencher la guerre pour le nombre des étudiants. Buccella, président de la FEF, confirme : «Il me semble clair que l'on va déclencher une concurrence terrible entre les écoles.» (2)

Cette mesure est identique à celle en Flandre où le montant total est gelé au niveau de 16,6 milliards.

2. Minerval impayable de 24.000 F

Le minerval qui s'élève aujourd'hui à un maximum de 5.500 F pour l'enseignement supérieur de type court, et de 11.000 F pour le type long, passe d'un seul

coup à 24.000 F maximum (12.000 F minimum). On devra en outre payer un supplément de 1.500 F pour les examens.

Ainsi, l'enseignement supérieur ne sera plus un droit, mais un privilège pour ceux qui ont les moyens de payer. «On crée une nouvelle barrière matérielle et psychologique pour fermer la porte de l'enseignement supérieur aux moins nantis», déclare Fabrizio Buccella. (2)

Dans les nouvelles mesures proposées par Grafé, le retrait de la subvention pour les trisseries (et de ceux qui ont déjà obtenu deux grades académiques) est confirmé, une mesure qui conduira dès l'année prochaine à l'exclusion de 6.000 étudiants. (3)

En Flandre également, le minerval dans les hautes écoles a été élevé au niveau des universités. Ainsi le minerval dans plusieurs sections de l'école supérieure Karel De Grote à Anvers a plus que triplé en une fois, passant de 5.000 F à 18.000 F.

3. Privatisation et écoles d'élite : bienvenue à Nike et Texaco

Les enveloppes budgétaires réduites inciteront les écoles à mendier des fonds auprès du privé. En outre, le fossé entre les écoles riches (enfants de parents riches) et les écoles poubelles se creusera énormément.

Un délégué de l'école supérieure ISFC de Bruxelles : «C'est aussi un projet de privatisation, car Grafé écrit clairement que la Communauté française "va participer" au



Le bureau de Grafé sous protection de la police, mercredi dernier, avant la première manifestation contre son nouveau plan.

financement des écoles.»

«En cette matière, nos collègues flamands savent où on veut les mener. Ils ont toujours, en matière de privatisations, en matière de restrictions, trois ans d'avance sur nous», déclarait le dirigeant syndical Jean-Marie Ansciaux (4).

Les Pays-Bas également ont introduit "l'autonomie". Dès à présent, Nike y organise des animations en guise de leçon de gym, la chaîne de supermarchés Albert Heijn y gère les cantines scolaires et les parents qui font le plein à la station Texaco reçoivent des timbres-épargne "Tools for Schools" pour financer un ordinateur dans la classe de leurs enfants.. (5)

4. Attaque contre les nominations

Le projet limite la part d'enseignants nommés à 70 % de l'encadrement de l'école. Dans les années à venir, les temporaires n'auront aucune chance d'être nommés.

Le SEL a déclaré à juste titre : «La nomination des enseignants n'est plus un droit, mais une faveur que pourra concéder la direction.» (6) «Grafé impose, comme en Flandre, la limitation des nominations», déclare Jean-Marie Simon (CGSP-enseignement, Liège) (1). Il a tout à fait raison. En Flandre, les hautes écoles doivent compter au maximum 64 % de personnel nommé, alors que la moyenne actuelle est de 87 %»

5. Licenciements, classes surpeuplées et numerus clausus

Les frais de personnel doivent être ramenés à 80 %. S'ils franchissent la limite de 85 %, l'école se verra interdire toute nouvelle embauche et devra déposer un plan de restructuration.

Jean-Marie Simon réagit : «Chaque école disposera d'une enveloppe fermée et, si elles veulent

Manif le 15 mai et boycott des inscriptions

Les enseignants et étudiants de l'école supérieure bruxelloise EOS ont déjà organisé une manif devant le bureau de Grafé, mercredi dernier. Le lendemain, des étudiants et enseignants des écoles supérieures ISIS (Liège), Cardijn (Louvain La Neuve), IPSMA et IPK (Charleroi), ISFC, EOS et ISTI (Bruxelles) étaient présent à la manifestation de l'enseignement secondaire à Bruxelles. Une déléguée de Cardijn racontait : «On est choqué. On a organisé déjà une réunion d'information avec les profs. On va appeler toutes les Hautes Ecoles à manifester le 15 mai à 16h devant la Bourse de Bruxelles,

avec le secteur "non-marchand". Examens ? Oui, on a beaucoup de travaux à faire, mais on organise des arrangements spéciaux avec nos profs, et on prévoit aussi des actions pour la rentrée. En tout cas on ne peut pas simplement se laisser faire comme ça, ce sera la catastrophe.»

Dans le cas où Grafé ne cède pas, la Fédération des Étudiants Francophones a appelé les étudiants à ne pas rentrer, à ne payer que le montant actuel de leur minerval et à participer à une manifestation communautaire le mardi 8 octobre à Namur.

Sherlock Holmes contre l'affreux Grafé

- Mais, c'est évident mon cher Watson ! Notre ministre n'est pas fou. Il a d'abord fusionné les 113 écoles supérieures existantes en 13 hautes écoles, dans le décret Lebrun-bis du 5 août 1995. Maintenant, il leur donne l'autonomie financière. Cadeau empoisonné, car en même temps il gèle le budget et attribue une enveloppe à chaque école. Le ministre se débarrasse du sale boulot sur les directions. Après la fusion, l'autonomie est l'étape suivante dans le démantèlement de l'enseignement. Le but est de respecter le sacro-saint budget et de transformer profondément

l'enseignement selon les vœux du patronat.

- Et le PS ?
- Le PS, Watson, il a déjà donné son accord avec le plan, qu'il estime «conforme au plan pluriannuel d'assainissement». «Voilà une preuve de plus de l'obsession du carcan budgétaire du gouvernement de la Communauté Française», déclare Buccella. Selon certains calculs, le plan réaliserait une économie de 1,5 milliards (7).

- My God, quelle catastrophe ! Courons arrêter ces ministres criminels avant qu'il soit trop tard !

respecter les statuts barémiques et le texte qui leur impose une diminution de la part accordée aux frais de personnel, elles vont devoir licencier. On va se retrouver avec des auditorios surpeuplés.» (1)

En Flandre, les frais de personnel doivent être ramenés de 89 % à 80 % des dépenses. En 1996, ils doivent déjà diminuer de 2%. Par manque d'enseignants, la section Sciences sociales (Ecole supérieure Karel de Grote à Anvers) a décidé récemment d'introduire un numerus clausus dans la branche orthopédagogie, limitant le nombre d'étudiants à 120, partagés entre deux classes géantes de 60 étudiants.

6. Prestations plus élevées et flexibles

Le projet dit que les enseignants doivent assurer 36 heures par

semaine au profit de la Haute Ecole. Actuellement, dans le supérieur de type court, ils doivent assurer de 19 à 21 périodes (de 50 minutes), et entre 10 et 24 périodes (de 60 minutes) dans le type long. Si un prof est mis en disponibilité, il devra rester à la disposition de son école pendant trois ans. Ensuite, chaque année, il perdra 10 % de son traitement (jusqu'à l'allocation de chômage). En Flandre, la durée de cours passe de 50 à 60 minutes, soit une augmentation de 20 %. On a également remplacé la notion de nombre d'heures de cours à donner par la notion de disponibilité (38 heures par semaine).

1. La Wallonie, 9 mai 1996. 2. Le Peuple, 9 mai 1996. 3. Le Soir, .. mars 1996. 4. La Wallonie, 11 décembre 1995. 5. NRC Handelsblad, 25 novembre 1995. 6. Le Soir, 10 mai 1996. 7. Le Soir, 8 mai 1996.

Pas d'examens et tout le monde passe !

Répondre aux menaces d'Onkelinx, est-ce possible ? Bien sûr !

Les étudiants sont toujours dans la rue pour le retrait du décret Onkelinx et le refinancement de l'enseignement. Ils l'ont prouvé une fois de plus le 9 mai, à Bruxelles. Durant cette manif, Rebelle a enquêté parmi les élèves d'une cinquantaine d'écoles de Bruxelles, Liège et Charleroi. Comment vivent-ils les menaces d'Onkelinx sur les diplômés et les examens ?

Renate, Marianne

Rappelez-vous. Dès la rentrée des vacances de Pâques, Onkelinx lance une vaste opération à l'émission "Mise au point" de la RTBF. «Il faut rentrer, il faut rattraper la matière, il faut que les cours se donnent normalement, sinon, nous allons droit vers un scénario catastrophe.» Elle poursuit : «Il s'agit de la perte ou de la réussite d'une année...» (1) Aujourd'hui, elle concrétise son «plan de bataille pour sauver la fin de l'année» (2). Elle appelle les directions à retarder les examens «autant que possible pour consacrer un maximum de temps à l'enseignement.» (2)

Le message est clair: nous devons rentrer à l'école aussi vite que possible... pour rattraper la matière. La matière, mais Onkelinx s'en fout ! Si son décret passe, nous perdrons sur tout le secondaire, l'équivalent de la matière de 3/4 d'une année scolaire. Chaque semaine, nous perdrons six heures de cours. Ce n'est pas la matière, notre avenir, notre diplôme qui intéresse Onkelinx. Ce qu'elle veut, c'est que nous arrêtons la lutte.

Depuis le début du mouvement, nous constituons une force importante de la lutte. Nous sommes descendus massivement dans la rue et avons défendu avec force nos revendications. On a écrit des chansons combattives qui apportent du dynamisme dans les manifs. Tout cela, c'est une épine dans le pied d'Onkelinx. Avec les examens, elle veut parvenir à ce qu'elle n'a pas pu faire avec les matraques : nous chasser de la rue.

Pour continuer : tout le monde passe !

Pour nous, "sauver l'année", "réussir l'année", c'est retirer le décret. Sinon, pourquoi se serait-on battu toute l'année ? L'absence de garantie de ne pas être puni pour avoir lutté nous freine pour continuer. Dans certains écoles, la direction enlève trois points de conduite aux élèves grévistes. Celle de l'école bruxelloise de Daechsbeck a appelé la police pour briser un piquet de grève. Elle a menacé personnellement le porte-parole de l'AGEB, l'association des élèves de Bruxelles : «Toi, tu ne passeras pas cette année !» Certains profs non-grévistes donnent cours et même interrogent pendant les jours de grève. Avant, ils n'avaient guère d'influence sur nous. Aujourd'hui, avec la menace

des examens, les élèves qui veulent faire grève n'osent plus de peur de rater leur année. C'est clair, le seul mot d'ordre qui permette de continuer la lutte jusqu'au retrait du décret, jusqu'au refinancement, c'est : "pas d'examens, tout le monde passe".

Pas d'examens, est-ce possible ?

Bien sûr. Il n'existe aucune obligation d'examens ou d'interros. Le conseil de classe doit seulement donner un "jugement" sur l'élève. L'inspection a adressé un courrier à toutes les directions il y a quelques semaines pour les informer qu'ils ne sont pas obligés d'organiser des examens. Votre directeur est donc parfaitement au courant !

Des écoles ont déjà adopté cette décision : l'Athénée de Jette n'organiserait pas d'examens et tout le monde sera admis en classe supérieure. Certains seront éventuellement orientés vers d'autres options. La direction a pris cette décision en accord avec les enseignants grévistes. Ainsi, les profs qui n'ont pas fait grève ne peuvent pas utiliser les examens pour faire pression sur les élèves. Il est pratiquement impossible d'organiser des examens sérieux. Comment interroger sur des matières pas ou à peine vues ? Même si on organise seulement des examens pour les matières vues, même s'il s'agit d'une session allégée (par exemple sur les matières où les élèves n'ont pas obtenu 50 %, sur les cours principaux...), les conditions ne sont pas réunies pour étudier sérieusement. En plus, ce sont les étudiants les plus actifs qui seraient pénalisés, car ils ont eu peu l'occasion d'aller au cours ces derniers mois.

Et les élèves qui avaient un retard sérieux au premier trimestre ?

Peut-on les laisser passer ? A cause du décret d'Onkelinx, ces élèves n'ont pas eu de chance sérieuse de se rattraper le deuxième trimestre. Même s'ils commencent à étudier maintenant, ce ne serait pas sérieux. Un professeur de l'AIRE (association inter-réseaux des enseignants) nous disait à ce propos : «Laisser passer ces élèves, c'est aussi une giflette pour Onkelinx. Avec son décret, elle introduit une véritable école à deux vitesses, une



La seule manière de continuer la lutte, c'est de supprimer les examens et de laisser passer tout le monde.

sélection accrue. On ne pourra plus prévoir des efforts particuliers pour des élèves qui ont des retards. On devra tout de suite les envoyer vers le technique ou le professionnel. En faisant passer tout le monde, avec un effort spécial l'année prochaine pour rattraper le retard, je m'oppose aussi à cette idéologie d'Onkelinx.»

Mais je deviens de plus en plus con !

Certains élèves ont peur que la matière qu'ils n'ont pas vue pendant ces trois mois, laissera un trou pour le reste de leur vie. Ils ont peur de ne pas pouvoir suivre l'année prochaine en supérieur, de rater l'examen d'entrée à l'université...

Il faut vraiment relativiser. Pour réussir dans les études supérieures, ce n'est pas tellement la matière qui est déterminante, mais d'autres qualités acquises : savoir s'organiser, planifier son travail, s'exprimer, avoir l'esprit critique, la volonté de réussir. Toutes ces qualités, nous les avons apprises ces derniers mois, lors des actions. Une étude canadienne nous a d'ailleurs prouvé que les élèves grévistes réussissaient mieux l'année qui suivait la grève. On peut aussi apprendre la matière par coeur, mais vite l'oublier après. Par contre, on n'oubliera jamais ce qu'on a appris dans la rue ces derniers temps : sur la violence de l'État, sur la "démocratie" parlementaire, sur le fossé du nationalisme, sur la course à l'austérité et

Maastricht. Nous n'avons nullement perdu notre temps.

Les profs peuvent éventuellement, entre les jours de grève générale, donner des cours sur des matières essentielles. Ils auront plus de temps s'ils ne font pas d'examens. Nous proposons aussi que les élèves militants donnent des cours sur leur expérience dans la lutte aux autres jeunes de leur classe.

Certains élèves sont touchés par la campagne d'Onkelinx qui prétend qu'ils ont de plus en plus de

difficultés pour se concentrer, qu'ils ne savent plus étudier, qu'ils n'ont plus de discipline... C'est tout à fait normal dans une période de lutte. Ce n'est pas le moment de suer sur les livres d'école, mais c'est le moment d'être dans la rue, d'apprendre par la lutte. Pour cela, pas de problèmes de concentration, rassurez-vous ! Pas de problème de discipline non plus !

1. De Standaard, 22 avril 1996. 2. Le Soir, 8 mai 1996.

Alors, que faire ? Rebelle lance "SOS-Examen"...

1. Réalise, avec ton comité, un "livre noir" de toutes les plaintes en matière d'examens. Copie chaque plainte et donne-la à la délégation syndicale de ton école.
2. Contacte les profs grévistes, la délégation syndicale de ton école ou les collectifs des profs dans ta région. Crée un lien entre les étudiants et les profs. On a besoin de leur appui. Les profs grévistes sont prêts à nous aider, mais parfois ils ne connaissent pas l'ampleur des problèmes.
3. Les profs grévistes, les délégations syndicales doivent assister chaque élève menacé par des sanctions liées à la grève. Ils peuvent agir par des interventions syndicales, obliger les

directions à intervenir, fournir une aide particulière en cas de besoin (des cours de rattrapage, par exemple.)

4. Contacte Rebelle. Notre ligne d'alarme "SOS examen" est ouverte de 9 h à 17 h chaque jour (sauf samedi et dimanche). Rebelle a déjà contacté des avocats qui sont prêts à engager des procès si un élève était busé par un conseil de classe. On peut en effet contester la valeur de cet échec. Tél : 02/513.77.60.

5. Demande de l'aide à tes parents : ils peuvent venir à l'école pour discuter et convaincre les profs et la direction. Ou amène-les au piquet de grève pour t'aider contre les menaces de la direction.

La Commune de Paris a 125 ans

Lecture-spectacle au Centre International, samedi 18 mai à 18h

«Nous avons tous une filiation avec ces hommes et ces femmes qui firent de Paris un phare éclairant la classe ouvrière internationale», explique Barbara Y. Flamand. Les "Apéritifs poétiques" du Centre International feront revivre la Commune par une lecture-spectacle du poème de Barbara Y. Flamand, des chansons de la Commune et des diapositives. (1)

Frans Demaegd

Pourquoi commémorer les événements de Mars-Mai 1871 qui constituent la Commune de Paris ?

Barbara Flamand. Pour sauvegarder la mémoire ouvrière, ressusciter l'esprit de la Commune. L'oubli la menace; si le fait historique reste, il est dépouillé de sa substance humaine, sociale et profondément politique.

Evidemment, la bourgeoisie préfère une masse de travailleurs sans mémoire, il est alors plus facile de les assujettir.

Barbara Flamand. Exactement. La mémoire collective, vivante, contient les valeurs pour lesquelles la classe ouvrière et les progressistes ont combattu. Elle a un contenu humain et même charnel car elle est faite de souffrances. Je crains que même si on se souvient des événements de la Commune, on soit capable d'en évaluer le poids de chair, de sang, et de passion révolutionnaire.

Que doit signifier la commémoration pour toi ?

Barbara Flamand. Tant que les classes ouvrières pouvaient commémorer la Commune, il existait, je crois, un phénomène d'identification. Le sentiment de classe était puissant. La misère, les souffrances, les échecs étaient ressentis comme des blessures personnelles, et la victoire obtenue à un endroit — je pense à la Révolution d'Octobre — réjouissait tous les travailleurs et démocrates du monde. Il faut ressusciter ce sentiment car il constitue l'essence de l'internationalisme prolétarien, la solidarité entre les travailleurs du monde entier.

Pourquoi la Commune te tient-elle à coeur ?

Barbara Flamand. D'abord, la Commune c'est Paris qui n'est qu'à 300 km de Bruxelles. Ce qui se passe à Paris nous touche toujours.

La Commune c'est l'histoire d'une révolution et c'est aussi une histoire d'amour. Une révolution se déclenche à partir d'une situation matérielle intolérable, elle est soulevée par une idée, un idéal : créer une société égalitaire, juste, qui permette l'épanouissement de la personne humaine. Il y a dans toute révolution un souffle de fraternité, donc d'amour. Et un souffle de vitalité, c'est-à-dire un besoin de récréation du monde. Cette perspective qui est celle de la Commune lui donne une euphorie. Ses réalisations sociales sont proches du socialisme : gestion des usines par les ouvriers, suppression du travail de nuit, salaire minimum garanti, éducation gratuite...

J'aime cette Commune parce que je l'ai sentie à travers mes lectures, si vibrante, si chaleureuse, si intelligente et si courageuse. Ce peuple me plaît. Il a été capable d'organiser et d'administrer, de se débarrasser d'une morale bourgeoise pour développer une éthique déjà socialiste. Il a montré sa dignité et il est mort avec cette dignité.

Je pense que la Commune a péri par son incurie militaire, une incurie qui découlait de sa faiblesse idéologique, politique. Ce n'est qu'après avoir étudié la Commune dans un livre intitulé "La guerre civile en France en 1871" que Marx a dégagé les leçons positives et négatives du premier pouvoir ouvrier.

Tu n'as pas dit comment est née la Commune.

Barbara Flamand. Elle fait suite à l'insurrection de 1848. En 1871, durant la guerre contre les Prussiens, Paris se soulève contre le Gouvernement de "Défense Nationale" qui veut pactiser avec Bismarck et que le peuple appelle le Gouvernement de "Trahison Nationale". Quand le 18 mars, Thiers décide d'enlever les canons à la Garde Nationale, le peuple ne se laisse pas désarmer. Il fait face aux Versaillais (partisans du roi,



Les Parisiennes de la Commune vues par un graveur anglais.

ndlr) et Thiers s'enfuit à Versailles. C'est le début de la Commune.

Une des raisons de l'ignorance de la Commune, c'est l'enseignement de l'Histoire.

Barbara Flamand. Ce n'est pas à l'école qu'on apprend la Commune ! L'orientation de l'Histoire, son programme, sont déterminés par des gens au service du pouvoir. L'histoire de La Commune a été falsifiée par différentes catégories de gens; des historiens comme Taine, des littérateurs de l'époque. Parmi les calomnieurs de La Commune, il faut citer des noms aussi célèbres que Alphonse Daudet, Gustave Flaubert, Dumas fils, Anatole France qui s'est racheté plus tard en devenant socialiste et en s'opposant avec Romain Rolland à l'intervention française contre le jeune pouvoir soviétique.

Quel déclin a provoqué la naissance de ce poème sur la Commune, à l'occasion de son 100ème anniversaire ?

Barbara Flamand. Le premier stimulant fut le livre de Jean-Pierre Chabrol "Le Canon Fraternité" et le deuxième, le livre de Lissagaray sur l'histoire détaillée de la Commune. Ces lectures m'ont bouleversée. Le besoin d'écrire ce poème devenait de plus en plus impérieux. J'intériorisais de plus en plus les événements, le climat, les émotions... Quand je me suis sentie l'âme d'une communarde, les mots ont surgi.

Le poème est très structuré et d'une façon chronologique.

Barbara Flamand. Oui. D'abord un prologue qui fait référence à mai 68. Et puis la Commune : sa naissance, son développement, sa tragédie. J'ai concilié le social, le

politique avec le lyrisme.

Ce poème intitulé "Poème dramatique pour une Commune en sursis" est un poème historique et un poème d'amour. Je l'ai écrit avec une énorme tendresse et quand je suis arrivée à la semaine sanglante, j'ai souffert.

La répression contre la Commune a été d'une telle férocité, d'une telle ignominie, qu'elle fit de Paris une ville martyre. Nous ne devons jamais oublier la nature du pouvoir qui secrète une telle haine. Elle explose de l'égoïsme forcené des bourgeois, de leur avidité, elle est ignoble. Dès qu'ils voient leurs privilèges menacés, ils se transforment en monstres sanguinaires.

Comment sera représenté ton poème au Centre International le 18 mai ?

Barbara Flamand. Il s'agira d'une lecture-spectacle. Le poème comporte plusieurs voix : celle de Paris, de Lui et d'Elle. Les événements se réactualiseront à travers ces voix, et grâce aussi au chroniqueur qui intervient à maintes reprises. L'idée de Elle et Lui, le couple d'amoureux, me vient du "Canon Fraternité". Il y aura quelques éléments de décor — symboliques — des

projections de gravures d'époque. Les chansons de la Commune seront introduites chaque fois que le texte le permet. Irène Deneuille chanteuse-compositrice et diseuse sera "Elle". Nicola Donato, comédien de théâtre, qui a joué dans plusieurs films, sera "Lui". Michèle Chopard, qui joue de divers instruments dans les spectacles d'Irène Deneuille, sera le chroniqueur. Et moi, je serai la voix de Paris.

1. Poème dramatique pour une Commune en sursis, le samedi 18 mai à 18h, boulevard Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. Avec la participation de Michèle Chopard, Irène Deneuille, Nicola Donato, Barbara Y. Flamand. Régie assurée par Frans De Maegd.

Etudes Marxistes et la Commune

Vous voulez en savoir plus sur la Commune ?

Le numéro 29 d'Etudes Marxistes (mars 1996), sur l'histoire du Parti Ouvrier Belge, consacre un article aux "leçons de la Commune de Paris", de Frans De Maegd.

Ce numéro coûte 200 FB et peut être commandé en versant 200 FB sur le compte 001- 2433847-96 de Inem, rue de la Caserne, 68 à 1000 Bruxelles.

Paris révolutionnaire avec Contact et Culture, 7-8/9/96

Nous revivons les grands moments de la Commune de Paris (1871) et de la Révolution française (1789-1794) en visitant les hauts lieux de ces événements bouleversants : place de la Bastille, Hôtel de Ville, Notre Dame, le Louvre, le Palais Royal, la Butte Montmartre, le cimetière du Père Lachaise.

Serge Deruette (chercheur ULB) et Frans De Maegd (historien en histoire de l'art) seront vos guides enthousiastes. Prix 2.900 FB (transport par bus, logement et petit déjeuners compris). Pour plus d'informations, contacter Contact et Culture, tél. : 02/217 08 30

Paris

O mai des lilas roussis
des rossignols empalés sur l'arme blanche,
dans l'horreur béante
se lève ton dernier dimanche,
mai des jardins-ossuaires
mai des étoiles noyées dans le sang
mai des constellations épouvantées,
mois des fusillés passe... passe..
va colorer ailleurs les bouches vivantes.

Barbara Flamand

Envoyez vos lettres à Solidaire
Bd. M.Lemonnier 171
1000 Bruxelles.
La rédaction se réserve le droit
d'abréger les lettres.

Fleurs d'Afrique

L'exportation de fleurs par des pays africains découle notamment des accords de Lomé qui confinent l'Afrique dans un rôle d'exportateur de matières premières et de produits agricoles au dépens du développement d'une économie nationale. L'article de Solidaire du 17 avril le montre, cette orientation est une des causes de la sous-alimentation et du manque d'eau.

J'ai eu l'occasion de séjourner un certain temps dans un bourg de 7.000 habitants au nord de l'Ethiopie. Je peux témoigner : les gens les plus fortunés achètent l'eau aux jeunes qui vont la chercher avec leur âne à des sources éloignées de plusieurs kilomètres. Dans la majorité des familles, ce sont cependant les femmes qui puisent l'eau à des sources au débit très faible. Des heures durant, elles remplissent des cruches en grès à l'aide d'une boîte de conserve vide qu'elles essayent de tenir propre. Dans cette région du Tigré, la population est cependant très active et très motivée pour les programmes de conservation de l'eau et des sols. Il y pleut autant que chez nous (environ 700 mm par an), mais la saison des pluies ne dure que quelques mois. Collectivement, les paysans construisent des murets dans les champs et reboisent les pentes fortes. L'infiltration de l'eau est ainsi favorisée et le débit des sources augmenté. Un certain nombre de sources sont également aménagées et on vient de commencer les travaux d'adduction d'eau pour cette petite ville. Mais le problème reste très grand ! En Ethiopie, la culture des fleurs, grande consommatrice d'eau, ne peut se faire que dans le sud du pays (où les précipitations atteignent 2000 mm par an) et dans certaines basses plaines irriguées. Ne devrait-on pas plutôt mettre l'eau de ces régions à disposition

des gens qui en ont trop peu ? Malheureusement, il est matériellement impossible d'acheminer de l'eau à partir de ces basses régions vers les Hauts Plateaux du Nord où le problème de l'eau est le plus crucial : outre le problème de la distance, il y aurait également un dénivelé de 1500 mètres à surmonter.

La situation alimentaire reste précaire, mais l'Ethiopie vient d'engranger (1995-1996) une des meilleures récoltes de son histoire et c'est le seul pays de la sous-région (qui comprend également le Soudan, l'Ouganda, le Kenya) à ne pas connaître de déficit alimentaire cette année. Il y a probablement un renversement de tendance par rapport à la baisse continue de la production céréalière des années 70 et 80 (à laquelle l'article de Solidaire fait référence). Cette récolte record est attribuée aux bonnes précipitations et au fait que des semences et des engrais sont mis à la disposition des paysans (IGADD Food Situation Report, 1/1996). De mes propres yeux, j'ai vu les efforts pour arrêter l'érosion des sols. En Ethiopie, la priorité est maintenant donnée à l'agriculture de subsistance. On peut regretter que ce pays continue d'exporter des produits agricoles, mais cela ne prend certainement pas la même envergure qu'au Kenya, en Colombie ou à l'Ile Maurice, où les fleurs sont le premier produit d'exportation.

Jean Nysen
Vottem (Liège)

Maison de repos ou cauchemar ?

La maison de repos Borsbeekhof à Borgerhout est une promesse devenue cauchemar. Elle est passée de 45 lits à 118 lits. La directrice veut exécuter toutes les tâches elle-même : calculer les salaires, établir les horaires, engager du personnel, faire visiter la maison aux nouveaux candidats-pensionnaires, diriger les travaux de bâtiment... Cela ne peut qu'échouer. La révolte du personnel est prévue. Celui qui pro-

teste est viré. Elle n'embauche d'ailleurs que des plus âgés, des personnes seules avec enfants et des immigrés, qui ont peu de chance sur le marché du travail. Avant, les mécontents s'en allaient d'eux-mêmes. Maintenant, il y a plus de personnel et quelques têtus revendiquent leurs droits. Les conflits sont fréquents. Les traits dictatoriaux de la directrice apparaissent. Nous ne connaissons pas encore un syndicalisme actif et la directrice fait ce qu'elle veut. Les salaires sont tout le temps payés en retard, nous recevons un acompte, les soldes suivent trois mois plus tard, dans le meilleur des cas ! La directrice essaie de diviser le personnel en prétextant des plaintes. Le personnel a contacté un secrétaire syndical, mais chaque intervention pourrait signifier un licenciement. On a aussi fait appel à l'Inspection des lois sociales. Le personnel vit dans l'espoir d'une amélioration.

Willy, infirmier
Anvers

Solidaire difficile

Personnellement, je trouve que Solidaire est une lecture difficile. Surtout pour des élèves du secondaire technique ou de l'enseignement professionnel. Car c'est le groupe le plus faible de la population.

Dans l'enseignement professionnel surtout, c'est difficile de suivre la politique, d'obtenir des informations correctes de de les comprendre. C'est pourquoi le racisme gagne de l'influence parmi ces jeunes. A l'école, on ne consacre pas beaucoup d'attention à la tolérance et l'antiracisme. Parfois la Soeur Julia vient parler des petits nègres...

Circle

Rap pour Guelord

J'ai 14 ans, j'ai écrit cette chanson rap pour Guelord, Zairois de mon âge. C'était mon ami, mais on l'a expulsé il y a deux ans.

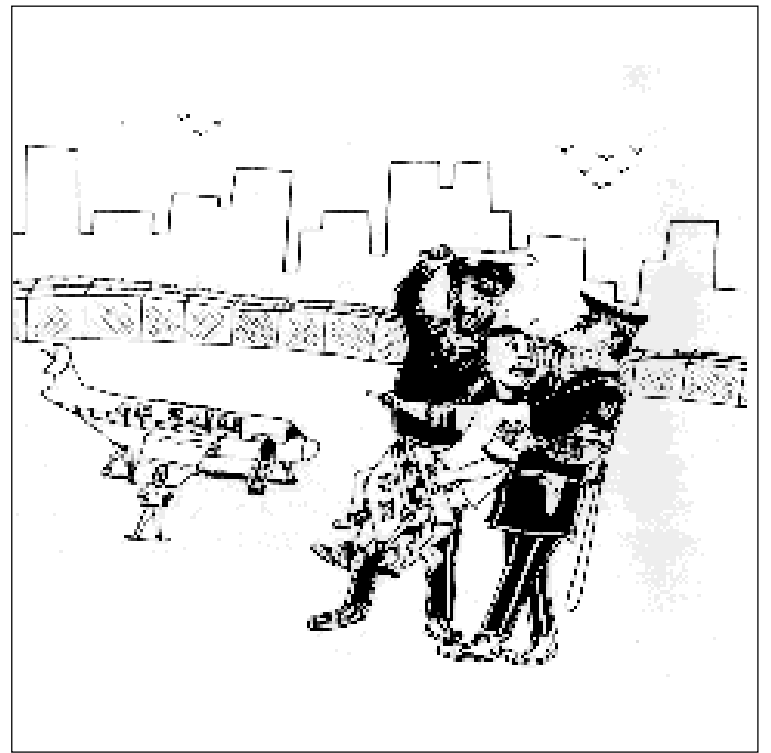
Guelord

Fait divers...
pourtant, c'était le printemps
GUE-GUE-GUE-GUE-
GUELOORD...gueloord, guelord,
gueloord.
très embêtant, assez chiant,
Guelord était un Africain, il venait du Zaïre, il a été placé dans un camp de réfugiés. Mais une chambre, nous lui avons trouvé : un superbe château de 2 mètres carré.
Seulement, il a été expulsé.
Peut-être est-il retourné en Afrique, ou alors est-il en France ? Nul ne le sait !
Motif : Guelord n'avait pas les papiers qu'il fallait.
Les Arabes, les Chinois, les Africains, les Australiens,
Les indiens, ont-ils demandé des papiers lorsque les blancs les ont colonisés ? Les blancs se sont-ils gênés à venir par milliers dans le pays de Guelord.
A commencer par les esclavagistes, les conquistadores, en passant par les missionnaires, les soldats, les patrons, pour en arriver aux casques bleus.
Mais revenons-en à Guelord :
Le gouvernement lui a fait : bou-

ge...
lui a fait : bouge...
lui a fait : bouge de là !
Allez, Guelord, bouge de, bouge de là !
Allez Guelord, bouge, bouge, bouge de là ! Et Guelord a bougé !

Je parle de Guelord, mais Guelord n'est qu'un cas parmi tant d'autres.
Guelord est-il ? Il est lord de s'enfuir, il est lord de partir, il est lord de s'éclipser, de se camoufler, de disparaître...
sans réapparaître !
GUE-GUE-GUE-GUE-GUE-LORD... Gueloord Gueloord Gueloord !
Je l'entend encore en train de me dire :
« Hé ! T'as vu ce que je sais faire, moi ! »
Mais maintenant, il est trop tard pour se soucier du sort de Guelord :
- Peut-être est-il vivant mais peut-être est-il mort ! mort !
- Peut-être est-il vivant mais peut-être est-il mort ! mort !
GUE-GUE-GUE-GUE-LORD... Gueloordgueloordgueloord !

Manuel Griez



PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

Le PTB est un parti unifié, rassemblant des travailleurs belges et immigrés, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Il lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et intègre la science générale du marxisme-léninisme dans sa pratique concrète, pour définir sa stratégie de la révolution socialiste en Belgique.

Contre qui le PTB se bat-il ? Le PTB combat le grand capital : banques, holdings, multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et la société est régie selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation, de la misère et de la montée du fascisme. Le PTB combat l'appareil d'Etat capitaliste qui garantit la dictature du capital contre le travail. Cet Etat transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des travailleurs. Sa gendarmerie est la milice privée du patronat.

Que veut le PTB ? Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes : leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective des travailleurs. L'économie doit être planifiée suivant les besoins de la population travailleuse. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste et la constitution d'un Etat socialiste, prenant appui sur les masses travailleuses.

Le tiers monde. Les puissances impérialistes ont amassé un gran-

de partie de leurs richesses en pillant le tiers monde. Le PTB soutient les mouvements révolutionnaires qui se battent pour l'indépendance, la démocratie populaire et le socialisme.

L'impérialisme c'est la guerre. La concurrence entre les Etats Unis, le Japon et l'Europe s'accroît. L'Allemagne rêve d'un quatrième Reich : elle renforce son hégémonie au sein de l'Union européenne. Les puissances impérialistes s'unissent pour opprimer le tiers monde. Ils y mènent des agressions militaires sous le couvert du « droit d'ingérence ». En Europe de l'Est aussi, les interventions militaires sont appelées à se multiplier. Le PTB dit non à l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

L'expérience historique du socialisme. Le PTB s'inspire de l'expérience historique du mouvement communiste international : la révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine ; la construction du socialisme sous la direction de

Staline ; la révolution chinoise dirigée par Mao, qui a ouvert la voie socialiste dans le tiers monde. Depuis Krouchtchev, le révisionnisme a miné petit à petit la base socialiste de l'URSS. Il a liquidé les principes fondamentaux du pouvoir de la classe ouvrière. L'économie soviétique s'est effondrée ; le parti s'est coupé des masses. La restauration du capitalisme sauvage en ex-URSS a été l'aboutissement de cette politique révisionniste.

Le mouvement communiste. Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs du monde entier ne forment qu'une seule classe. Ils doivent s'unir contre l'impérialisme et le capitalisme.

Fonds de soutien.
001-1151486-75, PTB-Bruxelles

Adresses de contact

Secrétariat national. Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 fax: (02)513 98 31 • **Secrétariat national Rebelle.** Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles (02)513 10 95 • **Anvers.** Van Arteveldestraat 5, 2060 Antwerpen (03)225 28 93 • **Bruges.** Ezelsstraat 36, 8000 Brugge (050)33 42 07 • **Bruxelles.** Bd M. Lemonnier 171 bte 2, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 • **Charleroi.** 21 rue Zénobe Gramme, 6000 Charleroi (071)32 45 65 • **Courtrai.** Sint Denijsstraat 78, 8500 Kortrijk (056)21 75 30 • **Deurne.** St-Rochstraat 59, 2100 Deurne (03)322 30 27 • **Gand.** Zondernaamstraat 50, 9000 Gent1 (09)224 39 01 • **Genk.** Keinkesstraat 5, bus 12, 3600 Genk (089)36 28 90 • **Hasselt.** Waterleliestraat 32, 3500 Hasselt, (011)21 03 11 • **Herstal.** Avenue Ferrer 26, 4040 Herstal (041)64 73 33 • **Hoboken.** Oudestraat 34, 2660 Hoboken (03)828 02 43 • **Liège.** Chaussée des Prés 19, 4020 Liège (041)43 97 00 • **Louvain.** Kapucijnenvoer 139, 3000 Louvain (016)22 06 83 • **Malines.** Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen (015)42 06 66 • **Mons.** Rue de la Mottelette 18, 7033 Cuesmes (065)31 85 08 • **Namur.** Chaussée de Louvain 584, 5020 Champion (081)20 03 42 • **St-Niklaas.** Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas (03)777 15 88 • **Schaerbeek.** La Clé Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles (02)245 98 50 • **Seraing.** Rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing (041)37 70 41 • **Turnhout.** Patrijzenstraat 22, 2440 Geel (014)58 67 24 • **Vilvorde.** Spiegelstraat 15, 1800 Vilvorde (02)251 88 69 • **Zelzate.** Groenplein 19, 9060 Zelzate. (09)344 92 44

solidaire

171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles
☎ (02)513 66 26 • Fax: (02)513 98 31 - EMail : solidaire@gn.apc.org

Rédacteur en chef: Kris Merckx

Editeur responsable: Marie-Rose Eligius

Tarifs des abonnements:	1 an	6 mois	3 mois
Belgique:	1600 FB	850 FB	425 FB
Etudiant, chômeur, +60 ans*	1200 FB	650 FB	325 FB
Soutien	3000 FB	1500 FB	750 FB
Europe:	1950 FB	1000 FB	550 FB
	340 FF	175 FF	95 FF
Sous enveloppe:	+200 FB	+100 FB	+50 FB
	+36 FF	+18 FF	+9 FF
Autres:	2750 FB	1400 FB	750 FB
	475 FF	240 FF	130 FF

Belgique: compte en banque 001-0728997-21

Etranger: compte chèque postal: 000-1666959-14

* Joindre carte d'étudiant, de chômeur ou pièce d'identité.

Abonnement à l'essai gratuit

Découpez ce bon et renvoyez-le à
Solidaire-Promotion, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles

1135

Nom et prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Commune: _____

Age: _____ Entreprise/Ecole: _____

- Envoyez-moi 5 numéros gratuitement et sans engagement.
 Je désire m'abonner. Envoyez-moi les formulaires nécessaires.

Trois entreprises liégeoises "sans racisme"

Une bonne façon de commémorer la victoire contre le fascisme

La Fabrique Nationale à Herstal, Techspace Aero et Polytuil à Milmort, en région liégeoise, ont dignement célébré le 8 mai. En moins d'une semaine, délégués et militants syndicaux ont récolté plus de mille signatures pour la pétition d'Objectif 479.917 pour les droits égaux (1). Nous avons rencontré Arlette Puraye, déléguée CNE de Techspace et présidente nationale de la CNE, et Nico Cué, délégué FGFB de la FN.

Eddy Hosten

Pourquoi participez-vous à la campagne "Entreprise sans racisme" ?

Arlette Puraye. Si on ne s'occupe pas du problème du racisme, on laisse la porte grande ouverte à l'extrême droite. En tant que syndicats, nous sommes les plus proches des travailleurs. Si ce n'est pas nous qui nous en occupons, alors qui ?

A Techspace, il n'y a pas tellement de racisme. Différentes nationalités se côtoient. Beaucoup de travailleurs appartiennent à la deuxième et troisième génération. Mais "Entreprise sans racisme" peut se répercuter aussi en dehors de l'usine, dans la famille et l'entourage des travailleurs.

L'action se fait en front commun.

Arlette Puraye. C'est un objectif commun des quatre syndicats et des deux usines de l'ancien FN (Techspace est l'ancienne "Division moteurs" de la FN). Si on veut défendre les travailleurs, le front commun est le meilleur moyen. Et les deux usines sont toujours liées par leur passé social : nos pères et grands-pères y travaillaient. Nous sommes fiers des luttes qu'on y a menées. Ce passé commun a été divisé par le patronat. Faire référence à cette unité reste une corde sensible pour le patron ici. C'est aussi un objectif commun entre employés et ouvriers. C'est bien, car plus il y a des contacts, plus les barrières peuvent tomber entre nous.

Comment avez-vous entrepris cette action ?

Arlette Puraye. Il faut écouter ce que les gens disent sur le racisme, chercher ce que cachent certains propos, contre-argumenter. Il faut convaincre que tout le monde a sa place. Le fait qu'il n'y ait pas d'emploi pour tous par exemple, est voulu. Il y aurait pourtant moyen d'accorder du travail et un revenu décent pour tous. Expliquer cela pédagogiquement est une tâche d'éducation permanente contre le racisme.

On n'arrête pas de marginaliser les gens. On doit dire au gouvernement : "Arrêtez d'écraser ces gens-là, les chômeurs, les immigrés, les minimisés." Le gouvernement se dit angoissé par la montée de l'extrême droite, mais il n'attaque pas le problème, au contraire. Il y a



Arlette Puraye, CNE : «Notre congrès a décidé d'exclure toute personne qui avait un lien avec l'extrême droite.»

d'un côté un enrichissement et augmentation de puissance de ceux qui ont le fric et le pouvoir, et de l'autre côté de plus en plus de gens qui vivent dans la rue. Notre congrès a décidé d'exclure toute personne qui avait un lien avec l'extrême droite. Mais on doit



La remise du "diplôme" d'"Entreprise sans racisme", le 8 mai, à la Fabrique Nationale, Techspace Aero et Polytuil, trois entreprises liégeoises. De gauche à droite : André Beau, président CGSP-Liège, Paula Hertogen et Anne Morelli, porte-parole d'Objectif, Nico Cué, délégué FGFB-FN et Jean-Marie Schreuer du MOC.

surtout sensibiliser les gens et mettre l'accent sur les dangers. Nous avons un devoir envers les gens séduits par l'extrême droite. On doit leur démontrer qu'ils sont des marionnettes de ces partis, qu'ils peuvent en devenir victimes. Dans un meeting de Le Pen, il y a la haute bourgeoisie dans l'entourage, mais des simples gens comme gardes de corps.

On veut que nos gens souscrivent à un comportement et un engage-

ment antiraciste. La pétition d'Objectif 479.917 bien signée est une suite logique. Et ça ne peut pas être une fin non plus. Il faut que notre éducation et notre engagement aient un caractère permanent.

Nico Cue : «racisme et corporatisme, c'est la même logique»

Pourquoi parrainez-vous la campagne d'Objectif à la FN ?

Nico Cue. Le fascisme se nourrit du racisme. En attaquant le racisme, on attaque les racines du fascisme. On ne peut pas se comporter comme des autruches en attendant que ça passe. L'extrême droite donne des réponses fausses à des problèmes comme le chômage.

Notre usine compte plus d'un quart d'immigrés depuis 30 ans. Le problème du racisme est faible chez nous, mais a tendance à augmenter. Une raison donc pour en parler. La solution au problème n'est pas de renvoyer les immigrés, mais de changer les mécanismes sociaux. Comme la rivalité entre les travailleurs. Par exemple, si on augmente sans cesse la compétitivité entre la rive gauche et la rive droite de la Meuse, un des deux va inévitablement crever.

Une action en front commun ?

Nico Cue. Entreprise sans racisme est aussi un bon moyen de vérifier dans la pratique le front commun syndical. Sur l'action antiraciste, le front est bien soudé.

Comment avez-vous convaincu les travailleurs de signer ?

Nico Cue. Déclarer la FN "entreprise sans racisme" le 8 mai, avec l'appui des médias est évidemment

important. Mais le plus important, ce sont tous les débats menés les mois auparavant. On doit expliquer que le racisme mène à la haine, qu'il n'a pas de limite, qu'il brise la solidarité. Que le problème est la politique gouvernementale. Notre objectif est de transformer la société; cela nécessite la solidarité des travailleurs.

Il y a des gens qui disent que parler du racisme mine l'unité des travailleurs, qu'on a trop d'autres problèmes ou que quand on remue cette question, le racisme s'aggrave. Je ne suis pas d'accord. Même si nous n'en parlons pas, les propos racistes sont là. Mieux vaut les contrecarrer et montrer les vraies solutions. Pour trouver des sous, il faut imposer les fortunes, les centres de coordination, diminuer les taux d'intérêts sur la dette publique... Deuxièmement, il faut garantir l'unité de la base. Troisièmement, par la discussion, on peut démonter les mécanismes qui alimentent ces idées racistes. Le fascisme se base sur le corporatisme qui est opposé à l'organisation syndicale. Stimuler les intérêts personnels immédiats et dire que cela implique une lutte contre l'immigré, c'est la même logique que de combattre celui qui est de l'autre côté de la Meuse. Les travailleurs forment une classe sociale. Et dans notre syndicat de métallos, nous avons de plus en plus de délégués immigrés de la deuxième génération, qui défendent les intérêts de l'ensemble des travailleurs belges et immigrés.

1. La pétition Objectif 479.917 demande les droits politiques et sociaux égaux pour les immigrés, par l'acquisition automatique de la nationalité belge aux immigrés qui résident légalement en Belgique depuis 5 ans. Elle a déjà récolté plus d'un million de signatures.

8 mai: racisme non, Sécu oui

Chaque année le 8 mai, les travailleurs de la Fabrique Nationale commémorent la victoire sur le fascisme. Les délégations syndicales ont choisi cette journée pour recevoir leur diplôme d'"Entreprise sans racisme".

Une centaine de travailleurs ont assisté à la cérémonie, ainsi qu'une délégation d'anciens résistants. Jean-Marie Schreuer, au nom de la CSC, a rappelé que 1996 est le soixantième anniversaire de la guerre d'Espagne, qui a précédé la Deuxième Guerre mondiale. Il a mis en garde contre la destruction de la Sécurité sociale : «Si nous laissons abattre la Sécurité sociale, 41 % de la population belge vivra dans la pauvreté. Nous devons nous battre pour cet acquis.»

Anne Morelli, au nom d'Objectif 479.917, a rappelé que la fin de la deuxième guerre mondiale est le triomphe de tous ceux qui ont combattu le fascisme. Une bonne partie des résistants en Belgique étaient des Italiens,

des Espagnols, des Soviétiques et des Marocains. Et elle ajoute : «Personne n'est vacciné contre le racisme. Nous devons aller à contre courant contre ceux qui se déchaînent contre les travailleurs à la peau un peu plus foncée, aux cheveux un peu plus bouclés et qui viennent d'encore un peu plus loin. Notre action doit se mener là où les gens vivent ensemble, sur les lieux du travail, dans les écoles.»

André Beauvois, au nom de la FGFB, a rappelé que la Yougoslavie n'est pas loin. Il a aussi plaidé pour la sauvegarde de la Sécurité sociale. Il s'est fortement attaqué à l'idéologie du Vlaams Blok en disant «Quand le Vlaams Blok dit "notre peuple d'abord" ils veulent dire les riches d'abord !»

Une gerbe a été déposée au monument de la résistance, en hommage à un travailleur de la FN, résistant, assassiné par les nazis.